

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

Séance publique du lundi 08 février 2010

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 08 février 2010

Procès-verbal

Convoqué le mardi 02 février 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 08 février 2010 à 16 heures.

Election du Secrétaire de séance :

- . Pour : 55
- . Elue à l'unanimité

Mlle Laure FARGIER, désignée Secrétaire de séance, recueille le procès-verbal et procède à l'appel nominal.

Présents : Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration : Sophie BONIFACE-PASCAL, Georges FRECHE, Jacques MARTIN.

Absents : Sarah El ATMANI.

Mme le Maire : Je souhaiterais saluer la présence parmi nous ce soir, des vingt-six élèves de la classe de terminale professionnelle du lycée Nevers de Montpellier, accompagnés de leur professeur. Il est en effet important, dans le cadre d'une formation, d'observer le fonctionnement d'un Conseil Municipal, une collectivité territoriale où tous les élus sont réunis et débattent de dossiers et ce, dans le respect des personnes et des positions prises par les uns et par les autres. Ainsi, vous assisterez à

un débat démocratique, et j'espère que vous tirerez des enseignements de cette expérience ; voire que cela vous confèrera l'envie de vous présenter comme élu municipal. Bienvenue donc au Conseil Municipal.

L'ordre du jour ne comprend pas de modification : aucune affaire n'a été soustraite ni ajoutée.

- Adoption de l'Ordre du Jour qui comporte 68 affaires :

. Pour : 55

. Adopté à l'unanimité

- Approbation du Procès-verbal du lundi 14 décembre 2010 :

. Pour : 55

. Adopté à l'unanimité

Madame DELONCLE, Messieurs MAILHE, JULIEN, DUMONT et TOUCHON arrivent en séance.

1 - Budget Primitif 2010 de la Ville de Montpellier

Mme le Maire : Mes chers collègues, nous allons commencer cette séance par le dossier le plus important de la soirée, à savoir l'adoption du Budget Primitif 2010 de la Ville de Montpellier. Avant de laisser la parole à M. Max LEVITA, Adjoint délégués aux finances, je vous préciserai la nature du contexte de la préparation de ce budget.

Je vous rappelle que la Ville de Montpellier est de celles qui connaissent l'un des taux de croissance les plus importants. Le dernier recensement montre qu'entre 1999 et 2007, la Ville de Montpellier a accueilli 28 000 habitants supplémentaires.

Comme nous le rappelons tous les ans, à chaque fois que nous préparons le budget, il s'agit là d'une donnée importante car jusqu'à présent, la dotation de fonctionnement était calculée par rapport au taux de population de 1999. Cela signifie qu'une ville en pleine croissance comme la nôtre est pénalisée : en effet, cela représente en pertes cumulées de dotation 55 millions d'euros. Or, cette année, la DGF tiendra compte du taux de population de 2007 : un progrès non négligeable donc.

Je vous rappelle également que le contexte national n'est pas réjouissant, puisque nous avons eu récemment confirmation d'une dégradation des finances publiques : le déficit budgétaire au niveau national a augmenté de 27 %. La dette publique a également augmenté : elle s'élevait à 66% du PIB et devrait atteindre, en 2010, 85 % du PIB. Cela constitue un chiffre important – nous entendons qu'en Grèce, par exemple, elle s'élève à plus de 100 % -, mais cela révèle une réelle aggravation de la dette publique qu'il faut prendre en considération. D'autant que les 9/10^e de ce déficit ne servent pas à payer de l'investissement (à lutter contre le chômage par exemple), mais sont plutôt utilisés pour des dépenses courantes de fonctionnement, et même utilisés pour les intérêts de la dette. Nous ne pouvons y voir un processus positif pour l'avenir de la France.

En outre, pour la première fois, notre dotation de fonctionnement sera indexée sur 5 ans, sur la moitié

de l'inflation qui a été prévue par la loi des finances. Cette inflation prévisionnelle s'élève à 1,2 % et notre dotation est à 50 % de cette inflation prévue, soit à 0,6 %. Il est important que vous connaissiez ce fait et j'insiste sur le montant de ces deux chiffres car en 2009, l'inflation était prévue à 1,5 % et notre dotation était de 2 %. Connaître ces données, comprendre que pour la première fois notre dotation est à 50 % de l'inflation prévue, me paraît primordial.

D'autre part, vous constaterez que les principaux postes de dépense – que M. LEVITA s'apprête à vous présenter – correspondent à ce que nous avons annoncé dans le cadre de nos priorités. Ainsi, le premier poste de dépense, pour 15 %, s'attache au développement et au renouvellement urbain – et à ce titre, je souhaite insister sur les logements sociaux. Vous savez que la Ville de Montpellier comprend 20 % de logements sociaux et nous avons l'intention de continuer dans cette voie. N'oublions pas l'effort qui a été produit au sein des ZAC pour maintenir le prix du marché au prix du marché courant, soit 350 euros par m² de SHON. La Ville s'engage donc en direction des bailleurs sociaux, en leur consentant un prix qui descend à 200 euros le m² de SHON – ainsi, la Ville produit un effort équivalent à 150 euros par m² de SHON, ce qui représente à la fin de l'année un effort total de 6 millions d'euros en direction des bailleurs sociaux.

Je souhaiterais vous donner un chiffre comparatif, concernant l'appel à la pierre (une aide de l'Etat déléguée à l'agglomération) : elle est de 80 euros par m² de SHON. Il est important que vous soyez au fait du montant de ces aides, de cet effort de la Ville. Toujours au sujet du renouvellement et développement urbain, je souhaite vous informer que l'ANRU, à ce jour, respecte parfaitement ses engagements et a versé à la Ville 10 millions d'euros.

Un autre secteur constitue pour nous une priorité : celui de l'environnement. La Commission Européenne, depuis 2 ans, a identifié Montpellier comme une ville pionnière, notamment en matière d'économie d'énergie. Nous nous sommes engagés sur la règle des trois. Ainsi, d'ici 2020, la Ville s'est engagée à réduire de 20 % ses émissions de gaz carbonique, de 20% ses factures énergétiques, et elle s'est engagée à créer 20 % de ressources supplémentaires en énergie durable.

La solidarité est pour nous un autre secteur prioritaire, et si elle s'exprime au travers de notre engagement en faveur des logements sociaux, elle s'exprime également au travers des abattements de 15 % (et Montpellier est l'une des rares villes en France à produire ces abattements). Il faut savoir que ces abattements sur la valeur locative représentent une perte de recette de 14 millions d'euros. Ainsi, cette perte sur recette de 14 millions d'euros cumulée à l'effort de 6 millions d'euros en direction des bailleurs sociaux, ces actions en faveur des plus défavorisés donc, représentent à eux seuls une perte de recette de 20 millions d'euros.

En ce qui concerne les bâtiments communaux : sachez qu'en 2010, le chantier de construction des nouveaux bâtiments de la mairie sera payé à 90 %.

Le secteur de l'éducation et de la jeunesse constitue pour nous une autre priorité. Vous savez que je privilégie tout particulièrement la réussite éducative et la culture scientifique.

Ainsi, ces cinq secteurs prioritaires (le renouvellement et le développement urbain, l'environnement, la solidarité, les bâtiments communaux, l'éducation et la jeunesse) représentent à eux seuls les deux tiers du budget de la Ville. Je souhaiterai ajouter un élément à ce préambule, qui touche à la réforme des collectivités locales, actuellement en consultation au Sénat. Si nous savons que des Conseillers Territoriaux seront élus, nous ne savons pas de quelle manière se déroulera leur élection, ni le nombre et le redécoupage des cantons, ni quelles seront leurs nouvelles compétences – ces questions étant reportées à l'année 2011. Ainsi, nommer cette réforme « la petite loi » me paraît justifié !

A présent, je laisse la parole à M. LEVITA.

Max LEVITA : Lors de la séance du Conseil Municipal du 14 décembre dernier, s'est tenu le Débat d'Orientation Budgétaire.

Le Budget Primitif 2010 qui vous est présenté résulte des orientations budgétaires débattues le 14 décembre dernier. Il portera avec détermination l'exigence de préserver et d'accroître la qualité de vie à Montpellier.

Chaque Montpellierain, quel que soit son quartier, quelle que soit sa génération, quel que soit son mode de vie, doit bénéficier d'une écoute de qualité de la part de ses représentants, d'un urbanisme respectueux de l'environnement et des traditions de notre Ville et d'une proximité des services

publics.

Telle est notre conception du *vivre ensemble*.

Dès 2009, nous avons refusé de baisser les bras face à la crise. Nous avons décidé de poursuivre en 2010 notre action de levier économique en faveur de notre territoire.

Ainsi, il vous est proposé aujourd'hui de porter les dépenses d'équipement de 110 Millions d'euros (proposition initiale pour ce budget) à 128 millions d'euros, soit un maintien des dépenses d'équipement par rapport à 2009.

Soyons clairs : nous sommes, sur les exercices 2009 et 2010, à un pic en matière d'investissement. Nous l'assumons car ceci équivaut à 2500 emplois préservés.

Ce budget 2010 confirmera en outre notre volonté d'une gestion rigoureuse et porteuse de justice sociale. Ainsi :

- Nous diminuerons de 0,1% nos charges d'administration générale,
- Nous utiliserons les économies ainsi générées pour participer au financement de notre politique de déprécarisation,
- Nous mettrons en place une tarification plus favorable aux ménages et une fiscalité à +0%,
- Nous maintiendrons notre bouclier social en matière de fiscalité locale.

Malgré le contexte national et international orageux, nous avons construit un budget de justice, de solidarité, de vivre ensemble, bref, un budget de combat pour les valeurs que nous portons, pour Montpellier, pour les Montpelliérains.

Je vais maintenant vous présenter les caractéristiques de ce Budget Primitif 2010.

I - LA VILLE DE MONTPELLIER : UNE GESTION FINANCIÈRE RIGOREUSE

A - L'ÉQUILIBRE GENERAL ET LA RÉPARTITION DU BUDGET

- Le budget 2010 s'équilibre à 457,5 M€ dont :
 - 397,8 M€ pour les opérations réelles
 - 33,1 M€ pour les opérations d'ordre
 - 26,6 M€ pour les opérations infra - annuelles sur la dette

Il se répartit de la façon suivante :

- Les recettes réelles totales de la Ville détaillées ci-après font notamment apparaître :
 - Une diminution des ressources versées par l'Etat (subventions, dotations et compensations) qui représentent 18,3% des recettes totales contre 19,2% en 2009.
 - Une légère diminution du recours à l'emprunt qui représentera en 2010 18,5% des recettes (20,3% en 2009),
 - Une part stable de la fiscalité directe qui représente 40% des recettes totales de 2010 (39,1% en 2009).
- Les dépenses réelles totales de la Ville font apparaître 5 postes principaux représentant à eux seuls 2/3 du budget de la Ville

Cette répartition harmonieuse des dépenses de la Ville reflète notre volonté d'une action équilibrée qui ne laisse aucun secteur à l'abandon.

B - LES RESSOURCES DU BP 2010

1- Les principales recettes de fonctionnement : faire face à l'inéquité gouvernementale en faisant preuve de justice locale

Le montant total des recettes réelles de fonctionnement s'élève à 285,2 M€ en 2010.

Les principaux éléments sont les suivants :

→ DOTATIONS ET COMPENSATIONS DE L'ÉTAT

Les dotations et compensations de l'Etat sont prévues à hauteur de 71,2 M€ en 2010.

Les chiffres qui nous ont été communiqués en décembre 2009 établissant la population totale de Montpellier au 1^{er} janvier 2007 à 257 092 habitants permettent d'actualiser et de constater l'ampleur du désengagement de l'Etat depuis 2002.

Depuis 2002, la perte pour Montpellier est ainsi estimée à près de 55 M€, si les dotations de l'Etat étaient calculées en prenant en compte la population réelle et l'inflation. Pour la seule année 2010, les dotations et compensations devraient inclure une réévaluation de 8,2 M€. Ce ne sera pas le cas et cette perte de recette correspond à l'équivalent de 5 % de notre produit fiscal.

Entre les recensements de 1999 et 2007, Montpellier a donc accueilli 28 000 nouveaux habitants, soit l'équivalent de Lattes et Castelnau le Lez réunis.

Or, les communes de notre strate démographique perçoivent une dotation globale de fonctionnement par habitant de 277 € par habitant en moyenne (source : Direction Générale des Collectivités Locales) soit 28% de plus que Montpellier qui prévoit de recevoir 199 € par habitant en 2010.

Les moyens que l'Etat français consacre à la vie quotidienne des Montpelliérains diminuent chaque année. La Ville de Montpellier, pour leur garantir qualité de vie, emploi et avenir, pallie ce désengagement.

Les concours financiers de l'Etat aux Collectivités prévus dans la Loi de Finances Initiale de l'Etat correspondent aux informations du Projet de Loi de Finances indiquées lors du Débat d'Orientation Budgétaire de décembre dernier.

Le gouvernement augmente ses concours financiers aux collectivités locales de 0,6% en 2010. Il faut noter que cela correspond à un taux deux fois moindre que l'inflation prévue par ses services (1,2%). En intégrant dans cette enveloppe le Fonds de Compensation à la TVA (FCTVA) dans l'enveloppe de ces dotations, l'évolution affichée de cette dernière atteint 1,2%.

Face à cette évolution de 0,6% de l'enveloppe de l'Etat, nous avons souhaité faire une hypothèse prudente de reconduction des dotations à l'identique.

Aussi, le montant prévu au BP 2010 pour la Dotation Globale de Fonctionnement s'établit à 51,1 M€, montant équivalent à celui perçu en 2009.

De la même façon, la Dotation de Solidarité Urbaine est prévue à hauteur de 9,1 M€, soit le montant perçu en 2009 sans augmentation.

→ FISCALITÉ LOCALE

Le produit fiscal 2010 prévu dans ce budget primitif s'élève à 159,2 M€.

Le budget 2010 est construit sur un choix clair : 0% d'augmentation des taux d'imposition.

Malgré le contexte budgétaire et financier difficile et les incertitudes de réforme de la fiscalité locale qui pèsent sur notre budget, les années 2010 et les suivantes seront des années de modération fiscale.

Le graphique ci-après vous permettra de comparer l'évolution des taux d'imposition à l'inflation

depuis 2002.

➔ BOUCLIER SOCIAL : MONTPELLIER PERSISTE ET SIGNE

En 2010, notre politique de bouclier social dans le domaine de la fiscalité est confirmée : ainsi, le total des exonérations bénéficiant aux catégories les plus modestes de la population s'établira à 14,4 M€.

Le graphique ci-après détaille notre dispositif pour l'exercice 2009 (mis à jour avec les dernières données transmises par l'administration fiscale).

➔ LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les autres recettes de fonctionnement s'élèveront à 53,3 M€. Ce montant comprend notamment 11,3 M€ pour les participations diverses versées par les autres collectivités et organismes (CAF...), 18 M€ pour les impôts indirects, ainsi que 24 M€ de produits de l'activité des services municipaux prévus pour 2010.

En 2010, un effort particulier a été voté par notre équipe afin d'adapter les tarifs des services municipaux aux ressources des familles et au coût de revient des services, comme le montrent les exemples suivants :

- ➔ Cantines scolaires : 0% d'évolution du tarif des repas délivrés dans les écoles, malgré une hausse du coût des denrées alimentaires et matières premières,
- ➔ Jardins familiaux : une diminution de 8,7% du prix du loyer des jardins familiaux,
- ➔ Carte été jeunes : une baisse de 10,7% de la carte été jeunes,
- ➔ Carte Montpellier Sports : diminution de 2%.

2 – Les recettes d'investissement : un recours à l'emprunt modéré.

Les recettes réelles d'investissement sont estimées à 112,6 M€ pour 2010. L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement, soit 33,1 M€, vient s'ajouter aux autres recettes d'investissement pour financer les dépenses d'équipement.

Enfin, 26,6 M€ sont utilisés en recettes et dépenses pour les opérations infra-annuelles de dette.

Les recettes totales d'investissement s'élèvent donc pour 2010 à 172,3 M€.

Les principales recettes pour 2010 sont les suivantes :

➔ LE FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA

Le Fonds de Compensation à la TVA est prévu à hauteur de 12,5 M€. Celui-ci correspond au reversement de la TVA acquittée par la Ville de Montpellier en 2009 sur ses dépenses d'équipement.

La Ville de Montpellier ayant tenu ses engagements en terme de soutien à l'économie, le FCTVA lui sera désormais reversé sur l'année précédente et non plus sur l'année N-2.

➔ LES SUBVENTIONS RECUES

Les subventions reçues sont prévues à hauteur de 8 M€.

La Ville de Montpellier poursuivra en 2010 sa recherche active de financement et amorcera des négociations avec des financeurs privés, dans le cadre de dispositifs de sponsoring ou de naming pour des manifestations récurrentes ou pour des bâtiments publics.

➔ LE PRODUIT DES CESSIONS

Le produit des cessions s'élèvera à 1,8 M€. Ce montant est le résultat de notre action foncière.

➔ LA DOTATION AUX AMENDES DE POLICE

La dotation relative aux amendes de police, au même titre que les dotations de fonctionnement, aura une évolution de 0% par rapport au BP 2009. Ainsi, son montant prévisionnel est estimé à 5,7 M€. Notons que cette dotation destinée à sécuriser les axes routiers de la ville était de 10 M€ en 2006. Les diverses ponctions de l'Etat sur cette dotation ont donc quasiment diminué par 2 cette recette.

➔ LE RECOURS PREVISIONNEL A L'EMPRUNT

Pour 2010, le recours prévisionnel à l'emprunt s'élève à 73,6 M€, soit 17,3% des recettes. L'évolution de la dette est relativement faible au regard des capacités d'autofinancement de la Ville. Il convient de noter que l'encours de dette de la Ville de Montpellier est deux fois moins important que l'encours de dette moyen des villes de + de 100000 habitants (hors Paris-source DGCL).

Ainsi, le ratio de capacité de désendettement (mesure de capacité des collectivités locales à rembourser leur dette) s'établit pour 2010 à 3,8 ans, alors que le seuil d'alerte se situe à 10 ans pour les communes.

Le budget 2010 préserve les fondamentaux de bonne gestion financière.

Nous avons pris l'engagement lors du Débat d'Orientation Budgétaire du 14 décembre dernier, de plafonner le recours à l'emprunt à 65% des dépenses d'équipement. Grâce à la maîtrise de l'évolution de nos charges de fonctionnement, nous avons réussi à limiter à 57% ce ratio.

C - LES DÉPENSES DU BP 2010

1- Des dépenses de fonctionnement maîtrisées:

Le total des dépenses réelles de fonctionnement proposées pour 2010 s'élève à 252,1 M€.

Les principaux postes évolueront de la façon suivante :

➔ CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Les charges de fonctionnement courant et de gestion s'élèvent à 71,8 M€, soit une baisse de -0,12% par rapport au BP précédent, alors même que le taux d'inflation prévu pour 2010 est estimé à 1,2%.

Cette enveloppe permettra notamment de mettre en œuvre les dépenses nouvelles relatives à :

- ➔ L'instauration au 1^{er} juillet de la taxe carbone (provisions pour un semestre),
- ➔ La mise en place du Plan Énergie Climat Territorial qui consiste à proposer un plan d'action visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à mieux s'adapter aux impacts du changement climatique,
- ➔ La poursuite du dispositif de réussite éducative,
- ➔ La poursuite du dispositif Clé Montpellier Logement,
- ➔ La prise en compte de l'augmentation du prix des denrées alimentaires pour la restauration scolaire et le développement de l'alimentation biologique,
- ➔ La poursuite du Plan de Déplacement d'Entreprise.

➔ DÉPENSES DE PERSONNEL

Les dépenses de personnel s'établissent à 132,9 M€ soit une augmentation limitée à 4% par rapport au budget 2009 qui s'établissait à 127,6 M€. Ce budget 2010 prévoit :

➤ La déprécarisation des agents d'entretien et de restauration des écoles et des animateurs. Ce choix politique de lutte contre la précarité se veut exemplaire afin d'assurer à chaque agent de la Ville de Montpellier une stabilité qui lui permet d'avoir ses projets d'avenir ainsi que de lui ouvrir des possibilités d'évolution de carrière. Rappelons bien qu'il ne s'agit pas ici de recrutement et que cette démarche est accompagnée d'une volonté affirmée d'amélioration de la qualité du service public. Sont inclus dans le chiffrage en matière de rémunération :

- le coût en année pleine des 505 agents ayant bénéficié de telles mesures depuis septembre ou novembre 2009.
- 234 agents à temps non complet (3/4 temps) sont passés à temps plein le 1^{er} septembre 2009
- 219 vacataires ont été engagés à temps complet dans les écoles ou les services le 1^{er} septembre 2009
- 52 vacataires bénéficient depuis le 1^{er} novembre 2009 d'un contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE), en renfort dans les services
 - le coût des 57 animateurs référents (3/4 temps) qui sont passés à temps complet au 1^{er} janvier 2010
 - le coût prévisionnel de mesures de déprécarisation dont bénéficieront certains animateurs vacataires pour la rentrée scolaire de septembre 2010.
- La poursuite du dispositif de réussite éducative pour 0,4 M€,
- L'évolution des traitements et charges intégrant les mesures nationales, les mesures locales (lutte contre la précarité, etc...), ainsi que les évolutions en matière de carrière, l'évolution de la valeur faciale des titres restaurant. Une provision est prévue pour donner suite au décret qui permettra de favoriser l'accès aux mutuelles santé pour les agents les plus modestes.

Ainsi, cette évolution maîtrisée de la masse salariale nous permet de mettre en œuvre de nouveaux services et de poursuivre notre politique sociale en faveur des personnels appartenant aux catégories les plus modestes.

Il convient de porter à la connaissance du Conseil Municipal que la part des dépenses de personnel dans les dépenses réelles de fonctionnement représentera pour Montpellier 53,5% en 2010 contre 54,6 % pour les villes de notre strate (*chiffres de la Direction Générale des Collectivités Locales pour le BP 2009*).

Ces chiffres démontrent notre souci d'une gestion solidaire et financièrement maîtrisée des dépenses de personnel.

➔ SUBVENTIONS

Les subventions qui seront soumises au vote s'élèvent pour 2010 à 29,7 M€. Nous poursuivrons donc une politique dynamique de soutien actif aux associations et partenaires de la Ville, qui représentent un vecteur majeur du lien social.

Les principales subventions sont les suivantes :

- ➔ Subvention au CCAS : 12 M€(soit +2% en année pleine),
- ➔ Subvention aux Maisons pour Tous : 5,8 M€(+1% en année pleine),
- ➔ Subvention à l'Office du Tourisme : 1,8 M€(+1% en année pleine).

➔ CHARGES FINANCIÈRES

L'évolution des charges financières prend en compte les intérêts de la dette actuelle et ceux du recours à l'emprunt prévu pour fin 2010. Ainsi, les intérêts prévus s'élèvent à 8 M€ soit 3% des dépenses réelles de fonctionnement.

Il convient de noter que Montpellier est la seule Ville de France de plus de 100 000 habitants à ne compter aucun produit structuré dans son encours de dette. Notre encours de dette est donc entièrement sécurisé.

En plus d'outils financiers lui permettant de ne pas subir les aléas actuels sur les marchés financiers en rendant possibles des arbitrages à moyen terme, la Ville de Montpellier a adopté un règlement intérieur sur les produits structurés le 22 juin 2009.

Afin de définir une ligne financière claire, tant pour les banquiers que pour les citoyens, Montpellier est la première et la seule grande ville française à définir une position volontariste quant à cette problématique. Ce règlement intérieur entérine les critères de gestion des risques à l'égard du recours aux produits structurés mis en œuvre depuis quelques années.

De surcroît, afin de sécuriser la gestion de la dette, l'utilisation de produits de couverture de risque de taux sera proposée au Conseil Municipal lors du 1^{er} trimestre 2010.

➔ ATTRIBUTION DE COMPENSATION

Le dernier poste important des dépenses de fonctionnement est constitué par l'Attribution de Compensation versée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 6,1 M€.

Par ce versement, la Ville de Montpellier compense en totalité les transferts de charges à l'agglomération. De fait notre structure, contrairement à l'Etat, accompagne les transferts de compétences de moyens financiers permettant de les exercer.

Pour 2010, ce montant prend en compte une estimation des charges transférées au titre du gymnase Pitot à la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1^{er} janvier dernier.

Il devra, en outre, intégrer la fin des conventions d'aménagement de parcs d'activités qui liaient le District de Montpellier et la Ville. L'attribution de compensation devra être réexaminée sur cet aspect.

2- Les dépenses d'investissement : un effort soutenu

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à 172,3 M€ qui se répartissent de la façon suivante :

➔ DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Les dépenses d'équipement du budget principal s'élèveront à 128,1 M€ (122 M€ pour les dépenses d'équipement direct et 6,1 M€ pour les subventions d'équipement) soit un taux d'investissement par habitant de 498 € (les autres communes de la même strate investissent 340 € par habitant).

Ce sont 2500 emplois, donc 2500 familles qui sont concernés par notre action volontaire.

➔ REMBOURSEMENT DU CAPITAL DE LA DETTE

Les charges liées au remboursement du capital de la dette sont prévues à hauteur de 7,8 M€.

En outre, 26,6 M€ sont budgétés en dépenses et en recettes pour pouvoir procéder à des opérations infra-annuelles de gestion active de la dette.

D - DES FINANCES SAINES ET MAÎTRISÉES

Le budget dégagera en tout état de cause une capacité d'épargne qui permettra de financer un niveau

d'équipement soutenu en 2010. Ce niveau d'épargne satisfaisant se traduira par un autofinancement de 129 € par habitant, soit 36% de plus que la moyenne nationale de la strate au BP 2009 (95 € Source Direction Générale des Collectivités Locales).

Le tableau ci-après démontre que notre gestion rigoureuse aboutit à une maîtrise financière et à une dynamique d'investissement pour notre Ville dans un contexte de désengagement financier de l'Etat.

II- LES ACTIONS DE LA VILLE DE MONTPELLIER EN 2010, POUR UNE QUALITÉ DE VIE DURABLE

Solidaire, active, innovante, entreprenante, respectueuse de son environnement et de son histoire, la Ville de Montpellier a le souci d'être en permanence au plus proche des Montpelliéraines et des Montpelliérains.

La Ville affiche sa volonté de maintenir un soutien aux acteurs économiques locaux et une politique de soutien à l'emploi en poursuivant sa dynamique d'investissement et de commande publique, même si l'année 2009 a été difficile, marquée par une grave crise économique dont nous n'avons pas fini de mesurer les effets.

Le budget 2010 sera énergique et déterminé. En voici les principales actions.

A - MONTPELLIER : UNE VILLE QUI SE DÉVELOPPE DURABLEMENT

En 2010, dans un contexte de crise avéré du système économique et social actuel, le choix en faveur de l'investissement est d'autant plus pertinent qu'il contribue à soutenir l'activité économique locale dans notre Ville. Même si le développement du vivre ensemble est primordial, en parallèle, le maintien d'un niveau d'investissement élevé est nécessaire pour pouvoir lutter contre le chômage en aidant les entreprises locales. La commande publique reste l'un des facteurs de sauvegarde de l'emploi dans le tissu économique local.

1-Inventer un avenir équilibré pour Montpellier

Depuis le début du mandat une politique ambitieuse et innovante a été entreprise en matière d'investissements publics. La Ville va développer un nouvel axe nord-sud pour donner toute sa cohérence au projet urbain. Il intègre la requalification de la Citadelle, en passant par le site de l'actuel Hôtel de Ville jusqu'au Nouveau Saint-Roch et au-delà vers la Restanque et le quartier du futur Hôtel de Ville.

Alors que 10 nouveaux habitants arrivent chaque jour à Montpellier, la Ville a fait le choix de créer des « lieux de vies » pour répondre aux besoins de logements et d'emplois.

La politique volontaire de la Ville en faveur du logement continuera à prendre en compte :

✓ Le fort accroissement de notre population qui vient d'être confirmé par l'Insee (257092 habitants à fin 2007).

✓ L'objectif de maintenir 20% de logements sociaux, fixés par la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU). Montpellier apparaît comme la seule Ville du grand sud à atteindre ce seuil.

En complément de la politique volontariste de la Ville en matière de production de logements sociaux et de logements à prix maîtrisés, Montpellier accompagne les jeunes actifs et les personnes modestes, à l'accès au logement.

Pour cela, l'action Clé Montpellier Logement a été mise en place. Il s'agit d'accompagner l'accès au logement en améliorant la solvabilité par le financement, sous forme d'un prêt à taux zéro, du 1^{er} mois de loyer, d'équipements ménagers indispensables et, exceptionnellement, du dépôt de garantie, sans se substituer pour autant au dispositif du 1% logement. Coût du dispositif en 2010 : 0,2 M€.

Face à l'accroissement de la population Montpelliéraine, l'aménagement de nouveaux « lieux de vies » est une obligation.

Ces quartiers ont été conçus pour être des quartiers où il fait bon vivre, mêlant mixité urbaine et sociale. L'émergence d'un nouveau Montpellier est en train de voir le jour, tant le long du Lez que dans le centre de la Ville. Ces nouveaux lieux de vies doivent répondre, également, à un critère qui est aujourd'hui indispensable de prendre en compte : le développement durable. La construction de ces nouveaux quartiers est réalisée dans une démarche éco-responsable.

Ces nouveaux lieux de vies s'articuleront entre autre autour :

- ✓ de l'Avenue Raymond Dugrand, projet labellisé éco-cités par le Ministère de l'Ecologie.
- ✓ du bassin Jacques Cœur, dans le quartier Rive Gauche, le premier quartier « 100% développement durable » de Montpellier. Les toits seront équipés d'éoliennes, de capteurs solaires et de récupérateur d'eau de pluie, des galeries piétonnes recouvertes d'ombrières photovoltaïques et une orientation au plus juste des bâtiments pour éviter les déperditions d'énergies. Ce sont ainsi plus d'un millier de nouveaux logements qui seront accueillis sur ce quartier notamment.

Cette démarche représente *une nécessité économique autant qu'un impératif écologique*. La prochaine commande d'éco-quartier est programmée sur l'opération d'aménagement République.

En 2010 se sont près de 23 M€ qui seront investis dans le développement des quartiers, avec notamment :

- Consul de Mer 9,4 M€
- Avenue Raymond Dugrand 3,4 M€
- Nouveau Saint-Roch 3,2 M€
- Ovalie 1,0 M€

Cette politique d'aménagement permet en densifiant l'habitat sur des zones dédiées de protéger les espaces naturels Montpelliérains.

« 7 quartiers qui font l'unité d'une ville, 7 quartiers qui ont leur personnalité et qui forment un ensemble unique qui s'appelle Montpellier. »

Pour trouver un équilibre fondamental entre tous les quartiers de la Ville, outre le fait de procéder à des constructions nouvelles, il est important de rénover les quartiers déjà existants.

Montpellier poursuit son Programme de Requalification Urbaine (PRU) de trois quartiers prioritaires pour un total de 7 M€:

- ✓ Les Cévennes,
- ✓ La Mosson,
- ✓ Le Centre.

Les objectifs de la Ville sont :

- l'amélioration des conditions de logement,
- la lutte contre l'insalubrité,
- l'embellissement des quartiers,
- l'ouverture de ces lieux de vie sur le reste de la Ville
- favoriser la création d'emplois.

Afin de répondre à des situations d'urgences, suite aux travaux d'offices dans les logements insalubres, la Ville prendra en charge les frais d'hébergement à l'hôtel des familles concernées. Coût 0,1 M€.

Pour favoriser la réalisation de logements sociaux dans les quartiers, tout en favorisant la mixité et l'accès à la propriété, la Ville a choisi de baisser de 1/3 le prix de vente de terrains aux bailleurs sociaux.

Cette action, portée à hauteur de 6 M€ par an par la Ville, pourra, en 2010, se décliner sous des schémas différents dont la finalité restera la même : permettre aux plus modestes d'accéder à la propriété.

En outre, nous poursuivrons notre politique d'action foncière pour freiner la spéculation immobilière à Montpellier. Crédits alloués : 4,5 M€.

A Montpellier, le développement durable trouve sa traduction dans sa volonté d'organiser l'espace tout en préservant l'environnement, la diversité et la richesse biologique.

A Montpellier, les espaces verts sont fréquentés au quotidien, en voisinage immédiat des lieux d'habitation. Le bien être de tout Montpellierain nécessite une action d'équilibre entre bâti et espaces verts, engagement que nous tenons dans tous les nouveaux quartiers créés. Ainsi, dans chaque quartier, la ville offre des parenthèses de verdure, des aménagements harmonieux pour les enfants, les sportifs ou encore les promeneurs.

Montpellier est une Ville verte avec :

- ✓ ses 805 hectares d'espaces verts publics (parcs, jardins et bois classés). Cette année, nous pouvons constater que les espaces verts gérés par la Ville sont en nette augmentation suite à la création des ZAC.

- ✓ le Parc Zoologique de Lunaret et ses 80 hectares. C'est aujourd'hui l'espace vert le plus vaste de Montpellier et le lieu de promenade privilégié de tous les Montpellierains, sans distinction d'âge. Avec son entrée gratuite il offre de longues heures de promenades et d'enrichissement scientifique. Il abrite également la réserve naturelle du Lez et la serre amazonienne.

- ✓ ses jardins familiaux. En plus d'être des lieux d'expression, ils sont avant tout de véritables lieux de rencontres, de vies et d'échanges intergénérationnels.

En 2010, le loyer annuel sera diminué afin que l'accès au jardinage puisse être à la portée de tous.

Permettre aux Montpellierains de bien circuler est essentiel pour notre municipalité. Pour la préservation de l'environnement et le bien être de tous, la priorité est aujourd'hui accordée aux modes doux de déplacement que sont les transports en commun, le vélo et la marche à pied.

⇒ Un réseau de transports en commun performants

Un important maillage du territoire qui fait référence en matière d'inter-modalité, accompagne le développement urbain de Montpellier au travers d'un réseau de bus en site propre et de 2 lignes de Tramway, les travaux de la 3^{ème} ligne de Tramway étant en cours de réalisation par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Ville de Montpellier participe à la facilitation du trafic par :

- ✓ le biais du dispositif de coordination de la circulation entre le tramway et les véhicules.

- ✓ le début des aménagements connexes au lancement des travaux de la 3^{ème} ligne de Tramway.

⇒ Les pistes cyclables

Faciliter la pratique du vélo est une priorité pour notre équipe. C'est pour cela qu'elle apporte autant d'importance au :

- maillage du réseau des pistes cyclables dans les nouveaux quartiers,
- sur les opérations de voirie en cours,
- sur la mise en conformité du réseau communal existant.

Contrairement aux idées reçues et même si nous sommes conscients des progrès à accomplir, nous avons eu le plaisir d'être classé huitième ville de France en matière de pistes cyclables. (*Source l'Expansion*).

⇒ La voirie et le stationnement

La Ville de Montpellier assure le bon état et la continuité du réseau de voirie sur le territoire communal et engage à ce titre de nombreuses études et travaux de construction ou de requalification. Les objectifs principaux des opérations de voirie et de stationnement pour 2010 se concentrent autour d'un nouveau Plan Local de Déplacements, centralisant :

- ✓ La circulation de tous les modes de véhicules,
- ✓ Le stationnement,
- ✓ La sécurité des usagers et des riverains.

Les Objectifs :

- dissuader les flux de transit au centre ville,
- garantir un accès efficace vers le centre ville et ses parkings,
- adapter le stationnement aux besoins,
- donner davantage d'espace aux piétons,
- donner davantage de place aux vélos et transports en commun,
- apaiser la circulation dans les quartiers résidentiels grâce à des ralentisseurs urbains et paysagers.

En 2010, le chantier de la future Mairie de Montpellier va arriver à son terme. Au bout de 2 ans de mandat, cet ouvrage sera financé à près de 90%. Ce ne sont pas moins de 300 personnes, de différents corps de métiers qui œuvrent pour ouvrir en 2011, une nouvelle maison commune à tous les Montpelliérains.

Cette Mairie sera l'emblème de notre Ville, capitale régionale. Il permettra de regrouper, dans un souci d'efficacité et d'économies, la quasi-totalité des services municipaux aujourd'hui dispersés en divers lieux de la commune. Il répondra aux attentes et exigences des habitants, dans un bâtiment structurant le projet urbain de la Ville, remarquable sur le plan architectural, écologique dans sa conception et économe dans son fonctionnement.

Crédits alloués : 52 M€ en 2010 pour la poursuite du chantier.

Prévenir les phénomènes météorologiques majeurs est une priorité. La Ville est ainsi engagée dans une politique de lutte contre les inondations en aménageant des bassins de rétention et en recalibrant le réseau pluvial.

Mieux anticiper les événements pluvieux permet de suivre au plus près la réaction des cours d'eau. C'est dans cette position que la Ville souhaite à présent investir, et ainsi moderniser le système d'alerte de crue. Depuis toutes ces années d'investissement, la Ville tire un premier bilan positif de son action préventive, destinée à lutter contre les phénomènes pluvieux diluviens.

Cette surveillance est majorée, en cas de fortes précipitations, d'un PC Crise performant, fonctionnant à l'aide d'employés municipaux, pour la sécurité de tous.

La Ville de Montpellier renforce cette année les ouvrages d'assainissement pluvial de l'avenue Maréchal Leclerc pour réduire les ruissellements affectant ponctuellement le quartier des Près

d'Arènes.

La Ville de Montpellier porte une logique environnementale assumée dans sa stratégie de développement, et place le développement durable au cœur de son action.

Montpellier a été identifiée, par la Commission Européenne, comme ville pionnière depuis plus de 2 ans, en matière d'économies d'énergies. En 2009, la Ville a signé le Pacte des Maires d'Energies Cités. Cette convention européenne a pour objectif de réduire nos émissions de CO₂ de plus de 20% d'ici 2020, cela grâce à des mesures améliorant l'efficacité énergétique et l'accroissement de l'utilisation des énergies renouvelables. La Ville s'engage, d'ici 2020, sur le pari des 3 x 20 :

- Réduire de 20% ses émissions de CO₂,
- Réduire de 20 % ses factures énergétiques,
- Créer 20 % de ressources supplémentaires en énergies durables.

Selon une étude comparative réalisée en 2007 entre 162 villes de France, Montpellier obtient le meilleur ratio coût/énergie (bâtiments, carburants, éclairage public) : 23,4 € par an et par habitant, contre 47 € en moyenne dans les autres villes.

- La thermographie

La thermographie aérienne infrarouge est un outil de diagnostic permettant de visualiser des défauts d'isolation thermique, tant sur les bâtiments communaux que sur les habitations privées.

La Ville de Montpellier s'efforce, depuis de nombreuses années, de maîtriser ses consommations d'énergie. Cette politique se traduit par une réduction des coûts en dépenses énergétiques d'environ 2 M€ par an.

Notons que l'actuel Hôtel de Ville est un bâtiment où la déperdition énergétique est importante.

- Les achats durables de la Ville de Montpellier

Le mobilier, l'informatique et l'électroménager, les véhicules, l'eau et les produits divers, l'électricité.

- Mise en évidence du patrimoine par la lumière

A Montpellier, les illuminations de fin d'année sont peu consommatrices en énergie. Economie ne rimaient pas forcément avec austérité, elles apparaissent d'année en année toujours aussi resplendissantes. La Ville utilise à présent des ampoules basse consommation, qui ont une puissance consommée de 1 watt/h. L'économie réalisée est de 40% pendant les 50 jours que durent les illuminations des fêtes de fin d'année grâce, cette année, à un éclairage à 100% en LED.

De plus, la Ville s'est employée depuis quelques années à mettre en évidence le patrimoine architectural de la cité par la lumière, tout en employant des éclairages de très basse consommation. C'est dans cette optique que les Arceaux, le Château d'Eau ou encore la Place de la Comédie ont été valorisés par l'artiste Yann Kersalé.

Au-delà de ces actions visant à créer un environnement harmonieux, la lutte contre la pollution lumineuse est une préoccupation importante de notre équipe.

2 – Soutenir l'emploi

Montpellier confirme cette année encore sa politique d'investissement afin de soutenir les entreprises locales et ainsi maintenir l'emploi régional. 128 M€ vont être investis en 2010 et viendront contribuer à la lutte pour l'emploi.

Il est impératif que les collectivités territoriales jouent ce rôle d'acteur économique dans ces périodes difficiles. L'action de la Ville de Montpellier permet de pérenniser la situation financière de plus de 2500 familles, suite à la création d'emplois liés aux investissements entrepris.

Pouvoir se projeter dans l'avenir, avoir un emploi sont autant de critères indispensables pour pouvoir se construire et s'insérer dans la société. La Ville sait que son devoir est d'être volontaire en matière d'insertion par l'emploi. Dans la continuité de ses actions sociales, la Ville de Montpellier a développé des actions concrètes pour faire avancer les choses, et souhaite ainsi réduire les inégalités dans l'accès à l'emploi.

Les engagements de la Ville se traduisent par :

- ✓ Des chantiers écoles mis en œuvre sur le territoire,
- ✓ L'instauration d'une clause d'insertion des marchés publics qui facilitent l'accès à l'emploi des personnes en difficulté,
- ✓ L'instauration de marchés de commande de fournitures de bureaux et de travaux de pliage confiés à des Centres d'Aide par le Travail (CAT)
- ✓ Le projet de création en 2010 d'une Maison pour l'Emploi, en inscrivant 0,5 M€ d'investissement, permettant d'offrir aux Montpelliérains, un lieu de ressources où les démarches seront plus accessibles.

3 - Le développement économique : Concilier la position de capitale régionale et la vie des quartiers

→ Les commerces de proximité :

Pour répondre aux attentes de tous les Montpelliérains, la Ville conforte cette année encore son maillage en termes de halles, grands marchés, marchés de quartiers et marchés à thèmes, pour que chacun puisse accéder facilement à un commerce de proximité et de qualité. Un nouveau marché s'est ouvert à Saint Martin, dans le quartier Près d'Arènes. En 2010, de nouveaux marchés seront mis en place dans les quartiers Malbosc et Port Marianne.

→ Le développement touristique :

L'office du tourisme est la vitrine de la Ville auprès des touristes français et étrangers ; ses actions ont permis à la Ville d'aboutir à l'obtention d'une 3^{ème} étoile au guide de tourisme Michelin. Montant de la subvention 2010 : 1,8 M€.

→ Des rencontres montpelliéraines :

La Ville renouvellera en 2010, les manifestations qui connaissent un fort succès populaire. Ces manifestations rencontrent, d'année en année, un public de plus en plus nombreux autour d'événements culturels, artisanaux et gastronomiques, que se soit en hiver ou en été (Estivales, Hivernales, Antigone de l'Artisanat...).

B - VIVRE ENSEMBLE A MONTPELLIER : SOLIDARITE, RESPECT ET ECOUTE

Montpellier, la Ville aux milles et une vies sait demeurer solidaire, citoyenne et conserve cette humanité, cette tolérance qui font d'elle à travers son histoire une Ville à part. Egalité et universalité sont des valeurs auxquelles Montpellier est attachée, et elle veut ainsi rester cette Ville qui refuse l'indifférence, l'intolérance et l'isolement.

1-Montpellier, mille et un partages, à tous les ages

L'action Montpelliéraine est guidée par le lien intergénérationnel qui se tisse entre les habitants de la Ville. Montpellier est une Ville de tous les partages, où l'expérience et l'audace sont appréciées et

encouragées. La Ville est soucieuse d'apporter des solutions, afin que chacun, selon son âge, puisse s'épanouir dans sa Ville.

L'accueil de la Petite Enfance est l'une des priorités de la Ville. Bien être, harmonie, qualité de service et accueil des jeunes enfants dans les structures municipales sont des priorités pour les différentes équipes.

Nouveaux projets :

- ✓ Début les études relatives à la construction d'une nouvelle crèche sur le quartier qui accueillera la Mairie de Montpellier,
- ✓ poursuite des travaux concernant la crèche Joséphine Baker à Ovalie.

Afin que les chances soient les mêmes pour tous, nous devons plus que jamais maintenir le cap sur notre mot d'ordre qui est la réussite éducative.

La *réussite éducative* ➔ soutenir le citoyen en devenir dans chaque enfant, afin qu'il noue avec le monde, une relation à son bénéfice et celui de la société toute entière.

La Ville s'impose un devoir d'engagement en terme d'équipements et de moyens mis à la disposition des équipes éducatives dans ses 116 écoles publiques.

Pour pallier la suppression de l'école le samedi matin, depuis septembre 2009 nous avons pérennisé les 5 pôles éducatifs permettant des apprentissages et renforçant notre dispositif visant à réduire les difficultés scolaires trop souvent rencontrées par les enfants. Crédits alloués : 0,6 M€.

Enfin, 2010, verra le lancement de la première école de la Ville de type BEPOS (Bâtiment à Energies POSitives), dans le futur quartier République. Ce sont des bâtiments énergiquement performants, et d'avenir, puisqu'ils produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

C'est dans le secteur de l'éducation que la Ville a notamment mis en œuvre sa politique de dé-précarisation. Elle concerne à ce jour 507 agents municipaux, principalement des agents d'entretien et des animateurs vacataires. Cela a pour but de pérenniser la situation de 507 familles montpelliéraines.

La Ville s'efforce de concevoir des repas de qualité pour les élèves des différents groupes scolaires de la Ville, tout en conservant un prix abordable. Le tarif des repas est adapté aux ressources familiales, pour que ce service public soit accessible au plus grand nombre de nos enfants.

Aucune augmentation du tarif des repas délivrés dans les écoles par les Restaurants Scolaires en 2010 ne sera appliquée, même si une hausse du coût des denrées, et matières premières, est constatée. La Cuisine Centrale Municipale est titulaire d'un agrément sanitaire européen, et réalise, au quotidien quelques 9000 repas équilibrés pour les enfants.

Nouveauté 2010 : il est prévu que les menus proposés dans les crèches soient constitués de 20% de denrées issues de l'agriculture biologique et que chaque catégorie de denrées réponde à des gammes et labels qualitatifs. La Ville étudie par ailleurs la possibilité d'introduire des produits labellisés biologiques dans les restaurants scolaires, mais la fabrication de 8500 repas par jour demande des filières adaptées, permettant de répondre quotidiennement à la demande, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

La Cité de la Jeunesse. Ce sera un lieu d'accueil et de rencontre évolutif et novateur à destination de tous les jeunes et des partenaires du secteur de la jeunesse. Les services associés à ce projet devraient s'articuler selon les volets suivants : s'exprimer, s'informer, se faire aider et se détendre. Crédits alloués : 0,2 M€ pour les études préalables du projet.

Le tarif de la Carte Eté Jeunes baissera de 10,7%. Cette carte permet à la jeunesse montpelliéraine d'accéder, à des coûts moindres, à une trentaine d'activités culturelles, sportives ou de loisirs à pratiquer dans la Ville.

L'Aide au Permis de Conduire. Cette aide permettra de financer une partie du permis de conduire, sous certaines conditions, et notamment ceux pour qui le permis est un outil indispensable pour décrocher un travail.

Au travers de toutes les structures que la Ville de Montpellier fait fonctionner tout au long de l'année, on peut ressentir l'affirmation d'une politique créatrice d'un lien social. Il n'est pas concevable qu'un service public ne lutte pas contre la solitude, le rejet, la précarité et l'inquiétude.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est une entité essentielle qui propose des prestations afin de remédier aux situations de précarité et de grande difficulté sociale (suivi des personnes isolées, des personnes en situation d'exclusion et domiciliation des SDF), et qui intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides, aux services et à l'emploi des personnes handicapées.

Aussi, au travers du budget 2010, la Ville de Montpellier assurera à nouveau un soutien fort au CCAS, qui a en charge, également les principales actions à destination des seniors.

Montant de la subvention : 12M€

2010 sera l'année du lancement des travaux de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Françoise Gauffier, ce qui permettra l'ouverture de 75 lits à Ovalie. Le travail sur les établissements existants se poursuivra avec la réfection des salles de bain pour les personnes en grande dépendance, ainsi qu'un embellissement des espaces verts, jouxtant les bâtiments.

2 – Montpellier, une politique affirmée en faveur de la santé

La Ville mène une dynamique participative et de développement en matière de politique de prévention et de la santé au travers de différents acteurs, notamment la Maison de la prévention Santé, la Comédie de la Santé et le Service Communal d'Hygiène et de Santé.

- La Maison de la Prévention Santé se veut être un lieu participatif, réunissant les différents partenaires institutionnels et associatifs sur toutes les questions relatives à la santé et au bien être. Ce lieu accueille 17.000 personnes par an.
- La Ville organisera pour la 5^{ème} année consécutive la Comédie de la Santé en Juin prochain.
- Montpellier accueillera en 2010, le colloque francophone des Villes de santé de l'OMS.
- Le 17 octobre 2010, Montpellier se positionnera, lors de la journée mondiale du don d'organes, comme la capitale nationale des donneurs et receveurs.

Chaque jour, la vie de plusieurs familles est totalement transformée par la possibilité d'une greffe. Etendre cette possibilité d'améliorer des vies nécessite un effort majeur d'information et une valorisation accrue de l'acte courageux qui consiste à accepter le don d'organes d'un proche dans des circonstances difficiles. Montpellier, Ville de dialogue et d'écoute, lancera le débat, portera cet idéal de partage, si difficile à accepter pour certains d'entre nous car il touche à nos convictions les plus intimes. Le 17 octobre 2010, nous relèverons le défi !

Dotation au Service Communal d'Hygiène et de Santé = 0,7 M€ afin de développer ses actions de préventions.

3 – Culture, sport et loisirs : mille et une activités à vivre ensemble

Montpellier est une des grandes villes qui sait conjuguer des manifestations, tant culturelles que sportives, de retentissement international avec une vie culturelle quotidienne variée. Son souhait est de rester un pôle de création artistique. La Ville veut offrir à chaque Montpelliérain des services publics qui leur permettront de pratiquer une activité créative, sportive ou de détente.

La Ville de Montpellier garde une ambition intacte dans l'organisation des manifestations culturelles et scientifiques. Non seulement certaines manifestations perdurent, garantes de leur succès, comme la Comédie du Livre, la Fête de la Musique et les expositions au Carré Saint Anne, à la Galerie Saint Ravy ou encore au Pavillon Populaire, mais d'autres ont vu le jour et verront leur poursuite sur 2010 : il s'agit de l'organisation de Scènes Publiques, des spectacles vivants gratuits et ouverts à tous, ainsi que **l'Agora des Savoirs**, des conférences scientifiques en accès libre, pour que la science soit à la portée de tous.

Le patrimoine de la Ville n'est pas oublié, puisqu'il est proposé un parcours muséographique inédit permettant de découvrir l'histoire de Montpellier à travers trois musées, remarquables et singuliers : le Musée de l'histoire de Montpellier, le Musée du Vieux Montpellier et le Musée de la Pharmacie.

Un nouveau lieu est entrain de voir le jour : La Panacée un lieu de création dans le domaine des arts visuels. Ce sera :

- un lieu attractif dans un quartier en pleine mutation,
- un lieu de ressources dans une Ville qui fait de la culture une priorité,
- un lieu ambitieux pour accompagner des artistes émergents vers la reconnaissance nationale et européenne,
- un lieu d'excellence pour offrir aux étudiants résidents des conditions uniques d'accompagnement de leurs recherches et projets en lien avec l'art et la culture.

Des travaux au Rockstore sont prévus pour améliorer la sécurité, l'acoustique, l'isolation phonique et thermique et les accès aux personnes à mobilité réduite.

2010 verra les lancement des études suite à l'appel à idée lancé par la municipalité concernant la requalification des 38 hectares de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), où la cité Hippocrate devrait voir le jour, afin de faire du site actuel un lieu innovant en plein de cœur de Montpellier, tout en préservant le parc qu'il offre actuellement, afin que les Montpelliérain puisse en profiter.

➔ 59 dossiers déposés montrent que ce projet suscite tant l'intérêt de professionnels locaux qu'internationaux. 6 dossiers seront retenus par le jury qui se réunira le 31 mars 2010.

Forte de plusieurs centaines d'associations sportives, dont les plus renommées évoluent chaque année dans l'élite du sport français et européen, Montpellier est, par excellence, une ville sportive !

- le prix de la Carte Montpellier Sport, permettant aux jeunes Montpelliérains d'accéder aux activités encadrées par des éducateurs sportifs de la Ville, dans plus de 50 disciplines, va diminuer.

- le 17 octobre prochain, sera organisé le 1^{er} marathon de Montpellier. Cette épreuve de course à pied se déroulera intégralement à Montpellier sur une distance réglementaire de 42,195 kilomètres, avec un départ et une arrivée sur la Place de la Comédie, soit une boucle desservant anciens et nouveaux quartiers permettant aux athlètes et aux spectateurs de découvrir une grande partie de la Ville.

- Montpellier – Sport Solidaire.

Dans le cadre du sport solidaire, 400 personnes bénéficiaires de minima sociaux participent à des ateliers animés gratuitement par les éducateurs sportifs municipaux.

Dans les quartiers, plus de 12 000 enfants, ados et jeunes adultes participent gratuitement, pendant les vacances scolaires, à des stages d'activités physiques et sportives, avec les associations partenaires.

La Ville met à la disposition des associations, des écoles et des clubs 247structures et équipements sportifs :

- | | |
|----------------------------|--|
| - 44 plateaux sportifs, | - 6 terrains de rugby |
| - 38 terrains de tennis, | - 5 parcours sportifs, |
| - 32 terrains de football, | - 5 murs d'escalade, |
| - 29 boulodromes, | - 4 bases nautiques et de pleine nature, |

- 19 gymnases,
- 18 salles des sports,
- 16 terrains multisports,
- 8 plaines de jeux et mini-foot,
- 2 pistes d'athlétisme,
- 2 skate-parks,
- 1 salle de boxe.

Les 27 Maisons Pour Tous de la Ville sont situées au cœur des bassins de vie. Elles œuvrent en faveur du mieux vivre ensemble et ainsi permettent aux acteurs de la démocratie et de la solidarité de rencontrer les Montpelliérains.

Elles offrent des espaces de détente, de loisirs et de rencontres entre les citoyens, en renforçant une convivialité entre les utilisateurs afin de prévenir les risques et les conséquences de l'exclusion sociale.

Fin 2009 ➔ ouverture de la Maison Pour Tous « Rosa Lee Parks ». Les Maisons pour Tous assurent le rôle d'un véritable service public.

4- La tranquillité publique, vivre Montpellier sereinement

La Ville de Montpellier œuvre au quotidien pour que chaque Montpelliérain puisse vivre sa Ville de manière sereine. 2010 verra se poursuivre nos actions avec un esprit de dialogue, une détermination et une sérénité nécessaires dans ces domaines d'intervention.

La Police Municipale contribue à la tranquillité et la sûreté des Montpelliérains par ses missions de prévention, de médiation et de contrôle. Son action au quotidien et dans toutes les manifestations festives est appréciée par chacun.

Ses activités recouvrent notamment des actions en faveur de la prévention telles que :

- un rapprochement avec la population, une présence sécurisante dans les quartiers,
 - La sécurité des enfants aux abords des écoles,
 - Le contrôle et la réglementation de la circulation et du stationnement,
 - L'exécution des arrêtés du maire,
- la prise en charge des frais vétérinaires des animaux blessés et errants trouvés sur la voie publique,
 - La lutte contre les nuisances sonores, avec la création en 2009 d'une brigade antibruit.

➔ 2010 est l'année de la mise en place :

- ✓ du paiement par cartes bancaires sur les horodateurs de la Ville, afin de diversifier les modes de règlement présentés aux usagers.
- ✓ du Parcmètre Individuel Embarqué (PIE), un appareil permettant d'éviter aux professionnels de santé, intervenant régulièrement au domicile de leurs patients, de se rendre à l'horodateur et ainsi d'intervenir plus rapidement sans perdre de temps. Les bénéficiaires de ce nouveau mode de paiement du stationnement se verront offrir les quarante premières minutes d'arrêt dès le déclenchement du PIE.

Pour mettre en œuvre ses actions, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) associe l'ensemble des structures intervenant dans le domaine de la sécurité : Police Nationale, Police Municipale, TAM, SNCF, CCI, bailleurs, Education Nationale, Associations, Services de la Justice...

Les missions : consistent à centraliser l'ensemble des informations relatives à la sécurité et à la prévention à Montpellier, analyser et mettre en cohérence les données, et informer la population.

Les actions : quant à elles, sont engagées et confortées sur certaines thématiques retenues, comme la lutte contre les incivilités, la sécurité dans les transports, la lutte contre l'absentéisme à l'école et les

violences scolaires, et la prévention spécialisée et les personnes en rupture de socialisation.

Depuis 2007, la mise en place de cette structure a fait ses preuves puisque la Ville a vu une baisse de 15% des faits délictueux et une diminution de 31% des violences urbaines.

5- un cadre de vie agréable, la propreté : un service public central et un devoir de citoyen

Du nettoyage des voies à la lutte contre les tags, la propreté est une action primordiale pour le bien être de chacun en Ville. Ce budget 2010 confirmera nos efforts dans ce domaine.

Chacun d'entre nous doit être conscient de sa responsabilité citoyenne et des économies qui pourraient être générées par un comportement respectueux de l'espace public.

« Montpellier, Ville propre » est un slogan de la volonté de notre action politique forte sur ce point. Le nettoyage des voies, des rues, des espaces verts participe à la qualité de vie de chacun et met en valeur notre patrimoine.

Afin de préserver au mieux l'espace public, la Ville a décidé de procéder en 2010 à l'enterrement des conteneurs de collecte des déchets ménagers en Centre Ville, afin de ne plus incommoder les Montpelliérains, les commerçants et les personnes de passage dans notre Ville, et mettre en valeur notre patrimoine.

En 2010 se seront 1,2 M€ qui seront prévus pour lutter contre les graffitis sur les portes, volets et devantures sur le périmètre du centre ville « élargi ». Le traitement préventif appliqué et les actions menées permettent de réduire la pollution visuelle et de faire respecter le bien de chacun.

6- La démocratie de proximité, les montpelliérains ont la parole

Il est essentiel pour une Ville de tisser des liens avec ses citoyens. Montpellier sait qu'elle doit être en permanence attentive, à l'écoute de ses habitants. En créant des instances de concertation, la Ville favorise le débat citoyen et l'implication de chacun dans la vie de la cité.

Il est nécessaire de créer des lieux de paroles, débat et échanges d'idées pour tous les acteurs de la Ville. Ainsi, la jeunesse montpelliéraine a la parole au travers de 2 lieux de concertations, qui sont le Conseil Municipal des Enfants, et le Conseil Municipal de la Jeunesse.

L'objectif est de développer des échanges plus importants, plus fréquents et plus étroits avec la population afin de se donner ensuite les moyens d'agir, au plus près des attentes quotidiennes des Montpelliérains. Crédits alloués pour les aménagements décidés avec les conseils consultatifs et via Montpellier au Quotidien: 2 M€ en 2010.

Le numéro vert à l'attention des Montpelliérains (appel gratuit depuis un appareil fixe), permet de répondre rapidement aux problèmes de la vie quotidienne : tags, lampadaire grillé, trottoir endommagé, banc cassé... c'est un outil de liaison entre la population et les services techniques de la Ville qui est ouvert du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30.

La Maison de la Démocratie est une structure mise au service des Montpelliéraines et Montpelliérains. Elle abrite plusieurs services municipaux à destination des associations et des instances de concertation, acteurs centraux de la démocratie de proximité : coût de fonctionnement 0,3 M€.

2010 verra une nouvelle fois l'organisation du Printemps de la Démocratie, suite au fort succès de la première édition. Les citoyens montpelliérains pourront donner leur avis, proposer des projets liés à la vie de la cité, au logement, à la réussite éducative, l'emploi, l'urbanisme ou encore le développement durable.

2010, sera à nouveau marqué par l'Antigone des Associations qui fêtera ses 25 ans, une manifestation

citoyenne, conviviale et festive, qui est sans conteste l'un des événements majeurs de la rentrée.

Egalité et Universalité sont des valeurs fondamentales de la Ville de Montpellier. C'est pour cela qu'il est nécessaire plus que jamais de lutter contre toutes les formes de discriminations relatives au racisme, aux problèmes d'handicap et encore à l'homophobie.

Montpellier a lancé un appel pour que chaque couple puisse avoir accès au mariage quelle que soit son orientation sexuelle. Cet appel est lancé au nom de la nécessité d'aller d'avantage vers l'autre et d'accepter les différences.

Il est indispensable de rester mobilisé dans la solidarité avec ceux pour qui l'isolement et les difficultés peuvent être des obstacles de partages :

Montpellier ne reconnaît qu'une seule communauté : la République !

Vous l'aurez compris, ce budget primitif 2010 traduira la cohérence des choix de l'équipe municipale en place. Vous l'aurez constaté, 2010 sera l'année de choix budgétaires ambitieux pour garantir le présent, et surtout construire l'avenir de Montpellier.

Ce Budget Primitif 2010 préserve les fondamentaux financiers de la Ville, et il permettra de dégager une capacité d'épargne permettant de financer un fort niveau d'équipement.

Notre action met les Montpelliérains au centre de notre politique, afin que personne ne soit exclu, et que l'on puisse apprécier notre vivre ensemble.

Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2010.

Le budget principal de la Ville de Montpellier (le budget annexe de l'eau ayant été transféré au 1^{er} janvier 2010 à la Communauté d'Agglomération de Montpellier) se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 457 534 153,00€, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 172 315 922,00 €.
- Section de fonctionnement : 285 218 231,00 €.

Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 172 315 922,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	57 070 024.00	80 000.00
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	231 800.00	
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	6 007 100.00	12 000.00
903	CULTURE	3 495 000.00	2 234 348.00
904	SPORT ET JEUNESSE	2 718 060.00	165 000.00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	570 000.00	30 150.00
906	FAMILLE	1 831 500.00	47 492.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	55 938 153.00	5 648 515.00
909	ACTION ECONOMIQUE	205 000.00	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	44 189 285.00	109 512 732.92
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		18 240 000.00
913	TAXES NON AFFECTEES		1 385 000.00
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	8 605 808.78
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	60 000.00	60 000.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		24 492 775.30
95	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		1 802 100.00
TOTAL		172 315 922.00	172 315 922.00

Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 285 218 231,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	50 746 863.00	5 530 718.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	9 593 007.00	217 790.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	43 625 983.00	4 155 354.00
923	CULTURE	7 208 513.00	49 880.00
924	SPORT ET JEUNESSE	21 811 461.00	749 113.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 172 732.00	207 665.00
926	FAMILLE	24 609 167.00	2 992 203.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	57 787 452.00	12 343 535.00
929	ACTION ECONOMIQUE	7 379 690.92	3 458 802.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	8 714 820.00	33 600.00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		83 327 071.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 232 000.00	172 152 500.00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	8 605 808.78	-
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	237 958.00	-
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	24 492 775.30	
TOTAL		285 218 231.00	285 218 231.00

Mme le Maire : Je remercie M. LEVITA, ainsi que les services qui, en collaboration avec M. NYSSSEN et M. DOMEIZEL, ont travaillé pour vous présenter ce budget primitif. Vous l'avez compris, il s'agit d'une gestion solidaire et financièrement maîtrisée, donnée essentielle dans le

contexte économique que nous connaissons. Je tiens à souligner qu'il y a 0% d'augmentation des taux, et vous avez également noté que le recours à l'emprunt est modéré, que l'investissement nous permet de maintenir 2500 emplois. Je rappelle à ce titre qu'en 2009 – et j'en remercie M. FLEURENCE et M. NYSSSEN – 250 agents de la Ville ont été déprécarisés. Nous ne pensions pas être en mesure de réaliser cette promesse datant de la première année de notre mandat, et la déprécarisation de ces 250 agents de catégorie C au sein de la mairie représente pour nous une forte avancée.

Je vous informe également qu'au vu des classements, Montpellier est l'une des villes de France les moins endettées dans sa catégorie, puisque nous sommes trente-deuxième sur trente-huit. Vous voyez que la gestion est parfaitement saine, ce qui nous permet d'envisager l'avenir de manière sereine.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, nous sommes appelés aujourd'hui à nous prononcer sur le budget de la Ville de Montpellier, dans des circonstances particulières sur le plan politique, mais nous examinerons ce budget de la même façon que nous l'avons examiné les années précédentes, c'est à dire pour ce qu'il est en lui même, en faisant abstraction de la situation politique,

Mme le Maire : Et de façon objective.

Jean-Louis ROUMEGAS : Oui, de façon objective, parce qu'il ne faut pas tout mélanger. J'en profite pour préciser publiquement que nous n'avons en rien participé à la préparation de ce budget, cette année pas plus que les années précédentes. J'espère qu'en revanche vos adjoints de la majorité, qui ont participé, eux, à l'élaboration de ce budget, seront solidaires, comme il semblerait que le mot d'ordre en a été lancé dans les médias. Ces questions préliminaires mises à part, je pense que nous sommes face à un budget qui se situe dans la continuité de ceux que vous nous avez présentés les années précédentes. Je souhaite mettre en exergue quelques éléments.

A propos de la problématique urbaine essentiellement, je ne cesse de vous demander, dans les budgets et la politique de la Ville, une véritable réorientation de cette politique urbaine : notamment un arrêt de cette politique d'étalement urbain mise en œuvre par M. Georges FRECHE et M. Raymond DUGRAND. Vous poursuivez en grande partie cette politique, sous la férule de M. SAUREL – qui d'ailleurs se revendique élève de M. DUGRAND – et nous souhaitons un arrêt net de cet étalement urbain. Cela constitue selon nous une nécessité, notamment afin de protéger la ceinture verte (je pense ici particulièrement au secteur nord de Montpellier, Thomassy). Nous voulons un engagement profond et fondamental dans une politique de rénovation urbaine. J'ai bien noté que quelques quartiers sont en rénovation : Saint-Roch, Pagézy... néanmoins cette politique manque de globalité, et vous poursuivez l'étalement urbain initié par M. DUGRAND et M. FRECHE.

Afin de nous situer dans une réelle politique de développement durable, nous attendons un véritable plan de rénovation, d'isolation et de qualité environnementale de l'habitat. Nous voulons une rénovation d'abord de l'habitat social, parce qu'il s'agit de constructions anciennes et mal isolées, aux factures énergétiques très élevées pour les locataires. Cet objectif est social tout autant qu'environnemental, et doit se traiter urgemment – ce qui est vrai aussi pour l'ensemble de l'habitat. Aucune révision, pas même du PLU, n'a été effectuée pour permettre une politique globale de rénovation, d'isolation de l'habitat dans le privé comme dans le collectif. Nous n'avons pas d'objectifs massifs aujourd'hui, mais nous engageons simplement des mesures que vous proposez à titre de prototype et d'exemple dans les bâtiments publics - et il est vrai que Montpellier produit des efforts depuis de nombreuses années dans ce domaine. Néanmoins, la politique n'est pas encore massive en ce qui concerne les habitats privés, qu'ils soient collectifs ou individuels. Si nous voulons atteindre l'objectif des 20 % que vous annoncez, cela paraît indispensable.

Même chose pour la politique de l'urbanisme commercial : il reste des ambiguïtés au sein de la majorité municipale. J'ai bien noté, Mme Le Maire, que vous avez à titre personnel clairement indiqué que vous vous positionniez contre le Village des marques et contre l'extension d'Odysseum 2, mais j'ai cru comprendre que le sujet faisait débat dans la majorité et que M. l'Adjoint aux affaires commerciales était beaucoup plus réservé à ce propos. Donc, à ce sujet du village des marques ou de

l'extension d'Odysseum 2, est-ce que la politique d'Hélène MANDROUX sera mise en place ou bien cela sera-t-il, encore une fois, une continuation de la politique de M. Georges FRECHE ? Je crois qu'il s'agit d'un problème interne à la majorité, et nous attendons que les choses soient totalement clarifiées sur ce plan là.

Il est important que le budget soit le reflet d'une véritable inflexion de la politique, qu'il ne se résume pas à des annonces – certes positives – mais bien plutôt que les discours se traduisent dans la réalité, qu'une rupture soit effectuée non seulement dans les pratiques et la façon de gouverner, mais aussi dans les politiques de fond. Vous le savez, nous ne nous positionnons pas seulement sur la gouvernance de cette ville – certes, Mme Hélène MANDROUX ne peut se confondre avec M. Georges FRECHE – mais nous aimerions une réelle inflexion de la politique que nous ne voyons pas se traduire aujourd'hui dans le budget. Aussi, conformément aux années précédentes, nous nous abstiendrons sur le vote de ce budget.

Francis VIGUIE : Il est difficile de résumer en quelques minutes une intervention qui a été très longue de la part de M. LEVITA – ce que je peux évidemment comprendre. Mais je souhaite donner tout de même les grandes lignes de nos indications.

Le premier point que nous notons et que nous considérons comme positif est le taux de 20 % de logements sociaux, et la volonté de poursuivre cette politique. Le deuxième point positif est la déprécarisation des personnels, dont nous souhaitons qu'elle commence et s'achève le plus rapidement possible.

A présent, je cernerai autour de trois points, que j'appellerai urgence sociale, urgence écologique et urgence démocratique, ce en quoi le bilan n'est pas satisfaisant de notre point de vue.

Premier problème à propos de l'urgence sociale. Comme je l'ai déjà dit à différentes reprises – mais je souhaite que vous entendiez à quel point cet élément est majeur, essentiel – vous ne vous opposez pas réellement à la droite. Vous nous avez d'ores et déjà expliqué que les régions et les villes que vous tenez constitueraient des contre-pouvoirs. Où sont ces contre-pouvoirs ?

Durant l'année précédente, vous nous avez exposé tout au long de l'année qu'il existait des engagements de la part de l'Etat. Comment cela s'est-il terminé ? Par la hausse des impôts, par la hausse du prix des cantines et des transports. La situation, vous avez raison M. LEVITA, est extrêmement grave, la crise économique frappe durement à tous les niveaux, la suppression de la taxe professionnelle est un nouveau cadeau de 12 milliards d'euros au patronat, et finalement, si aucune bataille globale et générale n'est engagée, ce seront les ménages qui paieront. Nous retrouvons cette politique comme une continuité, et vous êtes optimistes lorsque vous annoncez un taux de 0% d'augmentation d'impôts. Je veux bien admettre que tel est votre état d'esprit aujourd'hui, mais selon le déploiement de la crise et l'attitude du gouvernement, sans mobilisation, sans création de rapports de force, vous augmenterez les impôts, vous augmenterez les cantines, vous augmenterez les transports.

La question centrale aujourd'hui, selon nous, est la suivante : comment se traduit une opposition ? Pas seulement à travers des discours, mais dans la rue, en mobilisant sur des enjeux majeurs. Vous vous refusez à le faire. Un autre exemple : vous nous avez transmis, à l'occasion du dernier Conseil Municipal, une étude menée sur les quartiers populaires de Montpellier. Il y a une prise de conscience sur le fait que Montpellier est une ville pauvre, dans une situation très difficile, qui connaît des taux de chômage extrêmement importants dans ses quartiers populaires. Est-ce que cela devient une priorité ? Je regrette, je ne l'observe pas dans votre budget. Ainsi, aucun blocage de loyer n'est prévu pour ces secteurs, alors que les taux de chômage s'élèvent dans certains quartiers à 40%. Accompagner ces personnes en difficulté, les sortir de l'isolement, mener une bataille pour l'emploi, pour en finir avec la précarité, cela ne constitue pas pour vous une priorité !

Dernier point à propos de l'urgence sociale : nous sommes en faveur d'une gratuité des transports publics. Si j'ai toujours noté un léger amusement à l'évocation de cette question, je crois qu'aujourd'hui ce sujet est en progression. Comme je l'avais indiqué lors du dernier Conseil Municipal, dans le Gard, dans les Pyrénées Orientales, des choix politiques ont été effectués en ce sens. J'ai même eu l'heureuse surprise de constater que la liste de M. Georges FRECHE envisageait de faire payer les billets de train express régionaux à un euro.

La logique, pour nous essentielle, serait de sortir de la loi du marché et du profit, en faveur des besoins sociaux fondamentaux (comme les transports) qui sont une nécessité à Montpellier, une ville pauvre, où il y a beaucoup de jeunes. Chaque individu, qu'il se rende à son travail, à son université ou qu'il soit à la recherche d'un emploi, doit pouvoir voyager gratuitement. Aussi, sur ce point, je le regrette mais Montpellier est en retard, d'autant que les transports gratuits favoriseraient une meilleure gestion écologique.

A propos de la dimension écologique, justement, quels sont les choix politiques effectués vis à vis de l'encombrement des voiries ? Selon nous, des parkings publics gratuits doivent être créés à la périphérie de la ville, un maillage de tramway et de minibus doit être développé, afin de stopper les embouteillages du centre-ville, à l'inverse par exemple de la logique des chèques parkings (un nouveau cadeau sans doute aux entreprises). Je n'ai pas le temps de m'attarder, mais nous reviendrons sur cet élément qui nous paraît fondamental.

Le seul projet réel de la municipalité est le développement de l'urbanisme et l'arrivée de nouvelles populations – nous pouvons d'ailleurs l'observer dès à présent en se déplaçant dans Montpellier. Nous préférons au contraire consolider l'existant. Nous avons plusieurs quartiers en situation de difficulté extrême – je remarque d'ailleurs que lorsque la population de ces quartiers se mobilise lors de manifestations, tous les élus ne sont pas présents – aussi nous souhaitons concevoir un nouvel aménagement du territoire à l'échelle départementale, défendre la ceinture verte et aménager l'habitat existant.

Je conclurai en évoquant une véritable divergence – du point de vue démocratique – sur l'élaboration du budget. Selon nous, un budget s'établit en lien avec les populations. Nous considérons que la population doit pouvoir décider des grands choix. M. SAUREL y reviendra sans doute, mais il existe une question essentielle à propos de la délibération n°9. Nous devons consulter la population, les courants politiques du Conseil Municipal de la Ville doivent présenter leur projet, puis la population de Montpellier doit décider des grands choix du budget. Selon nous, d'autres choix économiques sont possibles : nous ne financerons pas des écoles privées, nous ne financerons pas la vidéo-surveillance qui coûte tout de même 1 million d'euros (ne serait-ce que pour la maintenance).

La situation actuelle est caricaturale : s'il est possible de voyager aujourd'hui en avion, vers l'étranger, à des prix ridiculement bas, les tarifs des transports publics n'évoluent pas ! Tout le monde sait que des entreprises du type Ryan Air vivent des subventions publiques. Cette injustice sociale est pour nous inacceptable.

Ainsi, bien que quelques points me paraissent significatifs, je ne voterais pas ce budget.

Martine PETITOUT : Selon vous Mme le Maire, ici, nous sommes dans le meilleur des mondes, mais ce budget primitif est voté dans un contexte économique inquiétant. Après la crise financière, c'est la crise sociale et la menace d'une crise beaucoup plus profonde liée à la dette des états. Ainsi la Grèce, le Portugal, l'Espagne sont au bord de la faillite et la France n'est pas à l'abri avec ses 23 000 euros de dette par habitant, y compris le bébé dès sa naissance !

La dette de la France cumulée depuis 30 ans par les gouvernements de gauche et de droite devient abyssale. Comment va-t-on faire si notre économie ne repart pas ? Nos enfants devront rembourser la dette ce qui signifie : hausse des impôts et rationalisation des services publics. C'est pourquoi les contribuables soutiennent la réforme territoriale initiée par la gouvernement qui permettra à terme de faire des économies.

Mesdames et Messieurs, au lieu de passer votre temps à la « guéguerre » politique, je vous invite à lire le dernier rapport de Philippe SEGUIN à la Cour des Comptes très édifiant sur le mauvais usage de l'argent public dans le cadre d'une décentralisation anarchique.

En ce qui concerne le budget fonctionnement : 2008 : 229 millions d'euros - 2009 : 245 millions d'euros - 2010 : 252 millions d'euros + 2,9 %.

Pour les recettes, me voilà soulagée ! Les taux ne seront pas réévalués, mais les bases augmenteront de 1,20 % selon la loi de finances 2010 et les impôts des Montpelliérains augmenteront d'autant.

Les recettes fiscales passeront de 153,6 millions d'euros à 159,2 millions d'euros, soit + 5,6 millions d'euros, 3,6 % de plus que l'année dernière. On peut donc en conclure que le dynamisme des bases

est bien soutenu par la promotion immobilière. Cette situation devrait permettre des économies d'échelle, mais force est de constater que ce n'est pas votre objectif !

Il est bon de rappeler que les Montpelliérains ont vu leurs impôts augmenter de 10 % pour la taxe foncière et 12 % pour la taxe d'habitation (part communale). Augmentations qui placent notre ville pour la taxe foncière sur le bâti : 1^{ère} sur le podium des grandes villes les plus taxées de toutes les collectivités + Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères avec un taux de 60,98 %, suivie par Lille avec 54,88 %, Bordeaux avec 48,53 %, Toulouse 48,49 %, Nice : 45,06 %, Lyon : 32,44 %, Paris : 17,77 % et une moyenne France de 40, 14 % Montpellier est 60 % plus chère que la moyenne !

La taxe d'habitation est aussi dans le peloton de tête !

Vous en voulez aux propriétaires de leur résidence principale ? Car pour eux, c'est la double peine taxe foncière et taxe professionnelle... L'augmentation 2009 s'est traduite pour un logement de 100 m² par une augmentation de 350 euros, une somme considérable qui ne sera pas mise dans le commerce local !

Nombreux sont les Montpelliérains qui envisagent de quitter notre ville.

Je voudrais préciser que dans vos démonstrations, vous trompez les Montpelliérains en présentant un graphique d'évolution des taux par rapport à l'inflation qui ne tient pas compte de la réactualisation annuelle des bases laquelle progresse déjà de l'inflation...

L'Etat, c'est-à-dire, nous tous, est le plus gros contributeur des collectivités territoriales par le biais des compensations pour exonérations, des dotations de fonctionnements et des subventions. Il n'est pas sérieux de toujours se plaindre du désengagement de l'Etat sans manifester la moindre intention de faire des efforts de gestion. Il est temps aujourd'hui de suivre les recommandations de l'Etat et plus largement de l'Europe pour maîtriser la dépense publique. Une chose est certaine vous ne pouvez pas vous plaindre de l'Etat cette année puisque le total des dotations et compensations de l'Etat augmente de 3,9 %, pour une inflation à 1,20 ! Certes, vous perdez la subvention région, mais celle du département augmente !

Pour les dépenses réelles : 2008 : 229 millions d'euros - 2009 : 245 millions d'euros - 2010 : 252 millions d'euros + 2,8 %

Les frais de personnel sont le poste le plus important en hausse permanente. Pour une fois, je vous engage à suivre les conseils de votre meilleur ennemi, Georges FRECHE lorsqu'il estime qu'il y a trop de fonctionnaires à la Mairie et vous suggère de ne pas remplacer les 500 prochains départs à la retraite (dont il faudra tout de même payer les retraites !). C'est très facile, car les principales compétences ont été transférées à l'Agglo et vu le taux d'absentéisme (20 %), il est possible d'optimiser la gestion du personnel.

Prenez exemple sur votre homologue de Lyon, Gérard COLLOMB : en 2009, la masse salariale de sa mairie n'a pas bougé – simple volonté politique.

Je rappelle qu'au budget primitif 2009 les dépenses de personnel (129 millions d'euros) avaient déjà augmenté de 8,40 %, soit 10 millions d'euros de plus. En 2010, vous prévoyiez une dépense de 134,5 millions d'euros en augmentation de 5,5 millions d'euros, soit 4,2 %.

Cela n'est plus supportable et je ne voudrais pas que vous soyez tentée d'accroître le personnel pour occuper les nouveaux bureaux de votre futur palais sur le Lez

Toujours plus de frais généraux pour mener grand train de vie avec votre cour ! Alors que les Montpelliérains sont pris dans la tourmente de la crise et font de gros efforts pour payer leurs impôts, Il est temps, pour vous, de montrer l'exemple et d'éviter les dépenses superflues avec des déplacements dans le monde entier. La ville a besoin d'être administrée sérieusement.

Les dépenses de communication/propagande aussi font scandale dans toute la ville. Sachez que de nombreux Montpelliérains n'ont pas apprécié que vous utilisiez l'argent de la ville pour diffuser vos messages personnels dans la presse et par voie d'affichage pour soutenir la cause du mariage homosexuel, cause qui n'a rien à voir avec votre mission de Maire. L'honnêteté devrait vous pousser à rembourser ces sommes à la Mairie.

Globalement, les subventions baissent en 2010, sauf pour le CCAS en progression, ce qui me semble naturel compte tenu du contexte social, je note l'effort pour mieux contrôler la distribution des subventions à la multitude d'associations, cet effort doit être poursuivi et amplifié.

Un poste en constante augmentation : l'intérêt de la dette + 6,65 % cette année

En ce qui concerne les budgets investissement et équipement 2010 : 122 millions d'euros + 5,9 %. Subventions d'équipement = 128 millions d'euros. Annonce : 110 millions d'euros. 2009 : 129 + 8 = 137 millions d'euros.

En matière de recettes et d'emprunt : 52,4 millions d'euros en 2008 – 79,3 millions d'euros en 2009 – 73,6 millions d'euros en 2010. En nette progression ces deux dernières années, sous prétexte de soutenir l'emploi ! Ce n'est pas un argument crédible pour les contribuables. Il serait raisonnable d'en rester aux 110 millions d'euros annoncés au cours du Débat d'Orientations Budgetaire.

Cet emprunt 2010 vient s'ajouter à la dette en progression constante depuis que vous êtes Maire. La dette à fin 2010 approchera les 200 millions d'euros.

Est-ce raisonnable ? Non. Je vous rappelle que Georges FRECHE vous avait laissé un endettement zéro, lorsqu'il vous a laissé sa place de Maire.

Malgré une hausse des taux d'impôts et le niveau déjà atteint par la fiscalité de la ville, vous maintenez un niveau d'emprunt très élevé. Or, l'emprunt d'aujourd'hui, c'est l'impôt de demain, cette dette finance des opérations dont certaines ne sont pas indispensables ou pas urgentes : opérations somptuaires ou clientélistes qui par définition sont improductives financièrement et souvent inutiles pour le service public.

Pour les dépenses d'équipement, quelques économies pourraient être faites en supprimant ou différant certaines dépenses d'équipement

Le nouvel hôtel de Ville, votre palais à 150 millions d'euros pour loger des fonctionnaires et des élus alors qu'il y a tant de Montpelliérains mal logés fait scandale dans la ville !

Il serait bienvenu de faire des économies dans le second œuvre. J'attends que vous fassiez l'effort de chiffrer les modifications à la baisse en signe de bonne volonté !

La panacée devient une vraie purge financière, il serait bon de réduire les dépenses de finitions comme ralentir l'aménagement de la ZAC du grand Saint-Roch et différer les études pour le lancement :

- de la ZAC Port Marianne Rive Gauche ;
- de la ZAC Pagézy ;
- de la Cité Hippocrate ;
- de la Cité de la jeunesse.

Il existe suffisamment d'offres pour les promoteurs avec une quinzaine de ZAC en cours. Il convient de différer dans le temps ces projets... Les Montpelliérains n'ont pas les moyens de les financer. Faut-il souligner qu'il est toujours facile de concrétiser ses idées avec l'argent des autres !

Moins et mieux dépenser ! Cela devrait être votre principale préoccupation. Mais de nombreux Montpelliérains constatent régulièrement que malgré les budgets importants consacrés à la gestion de la ville, d'année en année, rien ne s'améliore notamment en terme de saleté de la ville et d'insécurité. Vous détenez le pouvoir de police et que faites vous ? Là encore, je me fais l'écho de nombreux Montpelliérains qui disent qu'il faudrait davantage de police dans les rues la nuit, et moins de police aux parcmètres. Un redéploiement pourrait s'opérer sans grever davantage le budget.

Les embouteillages sont de pire en pire avec les travaux de la 3^{ème} ligne du tramway. Toujours pas de rocade de contournement. Je n'ai jamais entendu Mme MANDROUX se prononcer sur le sujet.... Au mépris total des automobilistes. Faute d'une offre suffisante et adaptée de transports en commun, il n'y a aucune raison de maltraiter ceux qui n'ont que leur auto pour arriver près de leur lieu de travail ou des commerces. Que voulez-vous ? Asphyxier les commerçants du centre-ville ?

Je voterai contre ce budget car il était possible de maîtriser les charges de personnel – économie de 5,5 millions d'euros et de baisser les dépenses d'équipement de 12 millions d'euros qui pourrait se traduire par une baisse de l'emprunt de 12 millions d'euros et une baisse des taux de nos impôts de 3,5 %. Un budget beaucoup plus responsable.

Au final, Mme MANDROUX, vous semblez davantage préoccupée par votre image que par la qualité de la vie à Montpellier. Une ville dont le rapport qualité/prix s'amenuise au fil du temps avec dans beaucoup de domaines un service public cher et inefficace désolant pour ceux qui payent des impôts les plus chers de France !

Décidemment, Mme le Maire, mon meilleur des mondes n'est pas le vôtre !

Mme le Maire : Oui, je suis d'accord avec votre conclusion Mme PETITOUT : les mondes dans lesquels nous vivons sont très différents ! M. DOMERGUE, vous avez la parole.

Jacques DOMERGUE : Mme le Maire, mes chers collègues, vous voulez nous faire croire qu'il s'agit d'un Conseil Municipal ordinaire. Mais au vu de la présence des caméras, nous comprenons qu'un autre enjeu est en cours à Montpellier ! Une question d'ailleurs se pose pour tous : Mme Le Maire, s'agit-il de votre dernier Conseil Municipal ? J'ai pu constater que la prochaine convocation aura lieu le 29 mars, c'est à dire le lendemain de l'élection du président du Conseil régional, dont nul ne sait à l'avance sa couleur politique – à moins qu'il s'agisse de M. Georges FRECHE !

Le budget que vous nous présentez est clairement un budget de crise. Cette crise comporte une double connotation : une crise financière et économique en ce qui concerne la mairie, mais elle comporte également une dimension politique dont on ne peut faire abstraction aujourd'hui - même si M. ROUMEGAS semble être en mesure d'en faire abstraction, j'en serai pour ma part incapable.

Je veux d'abord vous féliciter sur une mesure : la sécurisation et la titularisation des emplois précaires, il n'existe plus d'emplois précaires au sein de la Ville, à l'exception d'un seul : celui de Maire !

Comme vous le rappelez, la crise financière n'épargne personne, et la ville de Montpellier est durement touchée. Nous avons constaté que vos recettes augmentent : par l'augmentation de la fiscalité directe de 3,53 %. D'autre part, les Montpelliérains n'ont pas oublié la contrainte très lourde que vous avez fait peser sur la ville en augmentant de 11 % la pression fiscale. Aussi, s'il est bon de ne pas augmenter les impôts cette année, l'augmentation de l'an passé est difficile à supporter ! Les habitants ont des difficultés à s'acquitter de ces impôts, je vous renvoie à l'intervention de Mme PETITOUT qui a donné beaucoup de détails quant au budget.

Vous ne pouvez plus rejeter la faute sur l'Etat, comme le fait M. LEVITA, en affirmant que l'Etat s'exonère de toutes ces compensations vis à vis de la Ville. C'est faux. Il compense largement les exonérations de la taxe d'habitation (5,83 millions d'euros), et contrairement à ce que vous dites, la Dotation Globale de Fonctionnement est en augmentation de 3,58 % de même que la Dotation de Solidarité Urbaine qui augmente de 1,53 %. Aujourd'hui, ces chiffres sont calculés sur le recensement de 2006, et sont donc à jour.

Malgré les difficultés budgétaires, vous dépensez sans compter et vos frais de communication représentent des sommes colossales : 5,5 millions d'euros ! En dépit de vos annonces depuis 2 ans en faveur de l'emploi, l'investissement est à la baisse. En valeur absolue, le montant de l'investissement passe de 173,7 millions d'euros à 172,3 millions d'euros, c'est-à-dire une baisse significative de 1,4 millions d'euros. Ainsi, l'investissement dans le secteur enseignement et formation est de 65 % moindre, l'hébergement et la scolarité de 63 % moindre, la sécurité publique de 73 % moindre, le sport et la jeunesse de 65 %, les voiries 31 %, les espaces verts 49 %, l'action économique enfin, déjà faible à 800 000 euros, passe à 205 000 euros. Comment s'étonner alors que le chômage à Montpellier atteigne un taux de 18 % ?

Nous constatons que nombre de postes d'investissement diminuent et qu'un seul pôle attire tous les investissements : la mairie ! La presse s'en fait d'ailleurs l'écho ces jours-ci. Par exemple, le surcoût du gros œuvre, sur une somme de 25 millions d'euros s'élève à 8,95 %. Vous nous expliquez que la faute en est à l'architecte qui n'a pas dimensionné correctement la salle du Conseil Municipal, ce qui est difficilement crédible. Pour vous donner un exemple comparatif, la ville de Marseille, de 800 000 habitants, crée une extension de la mairie qui coûte 50 millions d'euros, et Montpellier va investir 150 millions d'euros, alors qu'elle compte 253 000 habitants ! Nous savons, par les indiscretions de la presse, que l'architecte a également oublié les archives de la mairie : est-ce que les Montpelliérains devront payer pour un bâtiment supplémentaire, qui peut coûter cher ?

Mme le Maire, les habitants doivent savoir que les pôles d'investissement prioritaires et fondamentaux sont diminués au profit de la mairie, fait d'autant plus lourd en période de crise. Mais il ne nous faut pas oublier une autre crise : la crise politique au sein de votre majorité. Nous avons pu constater, au cours de la réunion préparatoire à l'élaboration du budget, en début de semaine, quels étaient les rapports de force. A ce titre, 30 élus se sont abstenus d'assister à cette réunion, pour marquer leur désaccord avec vous et manifester leur soutien au président sortant de la Région.

M. Georges FRECHE aurait pu bloquer le budget, mais il s'agissait d'un mauvais calcul en cette période électorale. Voilà la raison pour laquelle tous les colistiers voteront aujourd'hui pour le budget. Aujourd'hui, nous devons regarder la réalité en face et convenir de ce duel fratricide. Mme le Maire, vous avez été élue grâce à un concept que vous avez vendu auprès des Montpelliérains : le mandat unique. Aujourd'hui, vous êtes en train de vous trahir.

Mme le Maire : M. DOMERGUE, excusez-moi, mais ce terme de « trahison », je vous demanderai de le retirer.

Jacques DOMERGUE : Vous avez trahi les Montpelliérains en affirmant ce mandat unique, alors qu'aujourd'hui vous vous engagez dans un combat effréné. Cet engagement crée un doute au sein du Conseil Municipal. Mme MANDROUX, je vous dirai en toute honnêteté et en toute amitié que vous avez mal mesuré l'ampleur du combat dans lequel vous vous lancez. On ne saurait en effet s'attaquer à un dictateur avec des pétales de rose. Vos soutiens sont bien pâles, et je pense notamment au soutien du Président du Conseil Général.

Mme le Maire : M. DOMERGUE, pourriez-vous s'il vous plaît revenir à la présentation du budget ?

Jacques DOMERGUE : Aujourd'hui, l'instabilité de votre majorité fait planer un risque sur le fonctionnement. Aussi, vous pensez qu'avec l'abstention des Verts sur cette question du budget, vous trouverez une voie de salut. Mais je vous affirme qu'il existe nombre de divergences, notamment vis à vis de la ceinture verte que vous continuez de bétonner. Eux s'opposent au doublement de l'A 9, tandis que vous vous adressez à M. BORLOO afin qu'il intervienne pour que ce doublement se fasse au plus vite.

Mme le Maire : Et quel est votre propre avis sur le sujet ?

Jacques DOMERGUE : Je ne souhaite pas ce doublement de l'A 9. Les Verts défendent les tarifs sociaux pour le tramway, et je demande aux journalistes présents de noter cet élément notoire : aujourd'hui, les tickets de tramway sont au tarif plein pour les titulaires du RSA !

Mme le Maire : M. SUBRA vous répondra sur ce sujet.

Jacques DOMERGUE : Les bénéficiaires du RMI et les chômeurs pouvaient bénéficier de la carte à 3,5 euros, mais j'ai appris ce week-end, sur le marché, que les Montpelliérains les plus modestes, qui cherchent un emploi, se voient pénalisés par une majorité indigne du mandat pour lequel elle a été élue ! Voilà pourquoi, Mme le Maire, ce Conseil Municipal n'est pas ordinaire, une tension règne, certains n'osent pas prendre la parole. Nous en avons assez d'entendre parler de Montpellier uniquement à l'aune des frasques de M. FRECHE. Heureusement qu'il y a le football !

Mme le Maire : Vous oubliez le handball !

Jacques DOMERGUE : Nous sommes les seuls à nous opposer aujourd'hui. Aussi, UMP, Nouveau Centre, Gauche Moderne et Non Inscrits, nous ne voterons pas votre budget.

Mme le Maire : Vous avez un point commun : le souhait de la gratuité des transports ! M. PASSET, vous avez la parole.

Michel PASSET : Mme le Maire, Mesdames, Messieurs, le groupe communiste a exprimé ses préoccupations concernant le débat d'orientation budgétaire. Nous avons travaillé dans nos mandats respectifs suite à cela, puis globalement avec M. l'Adjoint aux finances et vous-même, à l'établissement de ce budget. Et nous, le groupe communiste, voterons pour ce budget, après avoir œuvré sereinement au sein d'une majorité élue par les Montpelliérains, et dont il appartient à eux

seuls de la juger – et non à quelques uns qui veulent un peu de publicité en raison de la présence de la presse !

Je ferai trois remarques... Mme le Maire, si M. DUMONT ne me laisse pas la parole, faites-le expulser ou je quitterai la séance ! Laissez-moi parler ! La République implique certaines contraintes, et vous êtes malpoli !

Mme le Maire : Excusez-moi, mais je m'adresserai aux élèves présents en ce soir : vous constatez que la démocratie ne s'établit pas toujours dans le calme ! Ce modèle, à mon sens, n'est pas à reproduire ! M. PASSET, je vous laisse la parole.

Michel PASSET : Je partirai donc des remarques de M. ROUMEGAS et de Mme PETITOUT. A mon sens, le contexte du vote de ce budget est particulièrement dramatique pour les Montpelliérains. Je ne crois pas que la crise économique aille en direction d'une décélération, bien au contraire. D'abord parce que, si cette crise est due au gonflement de masses et bulles financières, comme remède, elle les a gonflé davantage encore. J'espère me tromper, mais la situation sera dramatique en 2010 et 2011. Ensuite, contrairement à ce que vous affirmiez Mme PETITOUT, le rôle des services publics et des collectivités territoriales est fondamental en France. Mais aujourd'hui, les services publics sont mis à mal et la législation réduit les pouvoirs d'action des collectivités territoriales. Aussi, les possibilités pour le français moyen d'avancer s'amenuisent, et je citerai à ce propos trois exemples :

- Je soutiens le budget d'investissement de la ville de Montpellier. Car les 2000 emplois créés par la Ville – donc par les contribuables ! – ne compensent pas les emplois détruits par DELL, SANOFI et certainement la perte d'arrivants – 2300 emplois en tout. Ainsi, l'action publique est mise à mal par la crise et par le privé.

- La Ville fait des efforts dans le domaine du social : réduction des impôts, et tarifs sociaux privilégiés. Mais le chômage atteint 40 % dans les quartiers populaires, quand les salaires continuent à baisser et quand des centaines de personnes dorment dans leur véhicule, à quoi servent les réductions sociales ?

- Dans la dynamique du Grenelle de l'environnement et du sommet de Copenhague, sans considérer les résultats au niveau national ou international, les collectivités territoriales se sont engagées, telle la Ville de Montpellier, à la fois sur des actions immédiates en matière d'environnement et sur le long terme. Mais qui paie ? Tandis qu'on réduit les ressources des collectivités territoriales, il leur appartient d'assumer des tâches qui devraient dépendre à bien des points de vue de l'Etat ou de la communauté internationale. Je citerai un exemple concret, puisque nous allons voter une subvention concernant Haïti – et je la voterai des deux mains car je suis profondément en faveur de cette aide, je me félicite que les Montpelliérains contribuent à aider ce peuple qui souffre à travers cette subvention. Mais qu'attendons-nous pour annuler la dette ? La subvention que nous votons sert à rembourser cette dette auprès du FMI, et je ne suis pas d'accord ! Cela est profondément injuste. Je rejoins donc M. VIGUIE sur un point : il faut se mobiliser dans la rue, mais je crois aussi que les élus doivent affirmer des volontés et affirmer des moyens de résistance par rapport aux couts qui pèsent sur les populations. En ce sens, je ne suis pas dérangé par un élu qui se mettrait hors la loi pour défendre ces préceptes.

Marc DUFOUR : Mme le Maire, nombre de propos ont été tenus sur ce budget, et il est intéressant par exemple d'observer M. DOMERGUE faire la campagne de M. FRECHE, ou l'embarras de M. ROUMEGAS qui critique le budget sans vouloir critiquer Mme le Maire. Il argumente ainsi de mon prétendu soutien au Village des marques ou d'Odysseum 2, mais il devrait mettre à jour ses informations !

De mon point de vue, ce budget est bien construit et je félicite M. LEVITA ainsi que tous les services de la mairie pour leur travail considérable, car la période est effectivement complexe. Il s'agit d'un

budget courageux, dans un contexte de crise où l'on parvient à contenir les dépenses, et notamment de fonctionnement. Ce budget est solidaire parce qu'il prévoit des abattements et des transferts qui viennent en aide aux plus démunis qui ont besoin de l'aide de la collectivité, tels ces salariés de la mairie dont vous avez assuré la déprécarisation, comme nous nous y étions engagés. Ce budget est respectueux de l'environnement, au niveau des constructions que nous avons lancées, des diverses dispositions en matière de développement durable. Ce budget soutient aussi la croissance. Je sais qu'aujourd'hui, dans certaines options politiques, l'écologie plaide pour une décroissance – mais celle-ci implique plus de chômage, plus de misère, plus de précarité, plus de dettes. L'écologie est fondamentale, néanmoins l'économie et le social le sont tout autant. Ce budget est donc un budget d'équilibre dans ces différentes tendances et le MODEM votera en sa faveur.

Philippe THINES : Le Parti Radical de Gauche soutient et votera sans ambiguïtés ni arrière-pensées le budget de la ville de Montpellier. Malgré le désengagement de l'Etat dans tous les domaines, nous proposons en effet un budget du vivre-ensemble, de la solidarité, du développement des déplacements doux, qui comprend aussi un investissement courageux pour l'avenir en encourageant la croissance, tout en évitant l'endettement. Le PRG votera donc le budget d'avenir, pour le mieux-vivre des Montpelliérains.

Jacques TOUCHON : Mme le Maire, je voudrais en exergue souligner deux choses : il me semble que, même à Montpellier, même dans le Languedoc-Roussillon, nous pouvons argumenter sans injurier, sans humilier, sans menacer. Ma deuxième remarque est que je m'étonne que M. Jacques DOMERGUE puisse donner des ordres aux journalistes. Mme le Maire, vous avez toujours défendu la liberté de la presse et il me semble que là est le fondement de notre action municipale : nous réfléchissons, puis nous agissons, et la presse est témoin de cette action.

Je voudrai souligner que ce budget a trois impacts : l'investissement, qui est maintenu - alors que la situation nationale et régionale est extrêmement fragile sur le plan économique - dans l'objectif de l'emploi. Celui-ci est déprécarisé, du moins à la Mairie : lorsque nous avons le pouvoir d'agir, nous agissons. Le but ultime est le bouclier social, qui s'oppose à d'autres boucliers de sinistre réputation. Et ce budget sera voté, non pas parce qu'il aura été imposé, mais parce qu'il correspond aux engagements de notre majorité, ceux que nous avons pris devant les Montpelliérains.

Mme le Maire : Avant de laisser intervenir le rapporteur M. LEVITA, je voudrais donner quelques petites réponses. M. ROUMEGAS nous a attaqués à propos de l'étalement urbain, mais la réflexion menée depuis un certain temps se positionne justement contre l'étalement urbain, aménagement qui nécessite davantage de transports comme la voiture. Vous savez que pour toutes les nouvelles ZAC, comme Rive-Gauche ou République, nous demandons une redensification en hauteur du logement, ainsi que des voiries plus larges. Ainsi, M. FLEURENCE s'occupe d'un projet de déplacement urbain et M. SAUREL mène une réflexion sur l'urbanisme futur de la ville, qui prévoit des artères où peuvent se côtoyer voitures, vélos, transports en commun, de manière à ce que les conflits n'existent pas – je sais par exemple que les pistes cyclables représentent aujourd'hui un vrai problème. Car si le plus évident a été fait, il manque aujourd'hui des jonctions.

Je voudrai dire à M. DOMERGUE ceci : je n'accepterai pas le terme qu'il a employé de « trahison », je respecte ma conviction du mandat unique – et la loi nous l'impose quoi qu'il arrive. Je reviens sur ses propos au sujet de l'enveloppe DGF : M. DOMERGUE a menti, il s'agit d'un chiffre reconnu qui n'augmente pas de 3,85 % comme il l'imagine mais bien de 0,6 %, c'est à dire la moitié de l'inflation prévisionnelle.

Quant à la communication, votre chiffre est également erroné, car le montant, stable depuis plusieurs années, est de 3 millions d'euros. Je répondrai aussi à vos questions concernant les travaux de la mairie : nous avons bien demandé un agrandissement de la salle du Conseil Municipal de Montpellier et cela coûte uniquement 130 millions d'euros. Il nous faut anticiper car dans le futur, le nombre de conseillers passera de 61 à 100, et peut-être que la salle devra accueillir les Conseillers d'agglomération. D'autant que ce bâtiment sera construit pour le long terme, contrairement à ce qui a été fait auparavant – la salle construite il y a 40 ans est aujourd'hui inutilisable ! La prévision permet

ainsi une gestion optimisée.

Quant à deux autres de vos questions, je laisse la parole à M. DELAFOSSE en ce qui concerne les archives et à M. SUBRA au sujet du tarif du tramway.

Michaël DELAFOSSE : Merci Mme le Maire. Avant de répondre à propos des archives, problématique dont nous venons d'être saisis, j'aimerais vous informer que les Victoires de la musique se tiendront au Corum – voici un signe du dynamisme culturel de cette ville.

Je poserais une question à l'intervenant : savez vous que les archives font partie du patrimoine de la Nation, qu'elles relèvent d'une compétence obligatoire de la municipalité, et savez-vous où peut-on consulter ces archives ? Savez-vous où les Montpelliérains se rendent pour leur généalogie, la connaissance de leur quartier, l'histoire de leur ville, savez-vous où se trouve cette salle de consultation ? A la médiathèque Emile Zola, où nous partageons nos locaux, où se tient l'essentiel du linéaire des archives de la Ville. Cela se déroule fort bien, la consultation y est gratuite et le public bien accueilli – le problème réside dans le stockage d'archives contemporaines, que nous recevons aujourd'hui dans des conditions dégradantes, au sous-sol de cette mairie. Aussi se pose la question de l'unité du service des archives, dans l'idée d'une qualité de service public auprès des Montpelliérains. Car s'il aurait pu être envisagé de positionner le service des archives dans la nouvelle mairie, Mme le Maire souhaite donner une importance accrue à la connaissance du patrimoine de notre ville et favoriser les conditions d'accueil du public, pour des archives modernes et dynamiques, avec une muséographie particulière.

Je trouve en ce sens que pour un prétendant au poste de premier magistrat de la ville, ne pas connaître cette compétence obligatoire, ni où se situe ce service, est fort regrettable.

Robert SUBRA : Mme le Maire, chers collègues, il ne s'agit pas d'un fait nouveau : M. DOMERGUE n'aime ni ne connaît les transports en commun montpelliérains. Aucun changement n'a affecté la tarification des tramways, et si tel était le cas, nous l'aurions voté ensemble. De même, contrairement à ce qu'a dit M. VIGUIE, la tarification de l'agglomération sur les transports est une tarification sociale. A titre d'exemple, un demandeur d'emploi ne paie pas le tramway ; il paie 3 euros par mois, et ce afin d'assurer un suivi et une responsabilité. Pour les moins de 26 ans, la tarification est de 31 euros par mois mais les scolaires sont subventionnés en fonction du coefficient familial, et ce en accord avec le Département. Aussi, les plus démunis ne paient pas pour emprunter ce moyen de transport. Pour les seniors (plus de 65 ans), la gratuité est également une possibilité, en fonction des revenus. Cette aide de l'agglomération était en place pour les bénéficiaires du RMI, elle l'est toujours pour les bénéficiaires du RSA – cela n'a pas été voté ! Aussi, sachez que chaque jour 220 000 personnes empruntent les transports en commun au sein de cette ville, bientôt 300 000 usagers avec la nouvelle ligne 3. Cela aboutit à un total d'usager par an de 70 millions d'usagers, ce qui prouve que les habitants ne sont pas mécontents de la tarification, auquel cas cet afflux ne se produirait pas !

Cela étant, nous réfléchissons à des évolutions, mais aujourd'hui la tarification n'a pas changé – elle est définitivement axée sur le social.

Philippe SAUREL : Merci Mme le Maire de me laisser la parole. Je prendrai la suite de ce qu'a dit mon collègue M. DELAFOSSE à propos des archives et pour rappeler la nécessité d'une intelligence entre les collectivités. Vous n'êtes pas sans ignorer, M. DOMERGUE l'a cité dans son discours, que les archives départementales de l'Hérault iront à Pierre Vive (à la Paillade), laissant derrière elles le grand bâtiment des archives départementales de l'avenue de Castelnau. Dans le cadre du développement durable, vous n'êtes pas sans ignorer non plus que nous souhaitons récupérer les bâtiments publics. Aussi, j'ai l'accord de principe de tout le monde afin de récupérer ce bâtiment et d'y installer dans une même unité de lieu l'ensemble des archives, municipales historiques ou municipales contemporaines, ou les archives de l'agglomération - votre ministre, M. DOMERGUE, Mme ALBANEL a modifié la loi sur les archives et demandé aux agglomérations d'être titulaires d'un service d'archives -, et pourquoi pas de la Région. Dans ce bâtiment déjà prédisposé pour les recevoir, nous pourrions rassembler l'ensemble des archives et ainsi libérer la salle du 4^{ème} étage de

la médiathèque Emile Zola. Voici une utilisation maximale et intelligente de l'ensemble des locaux à moindre coût dans l'intérêt de la conservation du patrimoine.

Mme le Maire : M. SAUREL vient en effet de vous exposer l'une des hypothèses à exploiter que M. DELAFOSSE est en train d'étudier. M. le Rapporteur, vous avez la parole.

Max LEVITA : Mme le Maire, quand je pense au travail que vos services ont effectué, aux fiches que j'ai à disposition afin de répondre à des observations que j'espérais pertinentes... M. DOMEIZEL, vous avez travaillé en vain, aucune interrogation ne me laisse la possibilité de répondre !

M. VIGUIE, je vous répondrai que j'ai élaboré ce budget en collaboration avec Mme le Maire, le premier adjoint, et tous les adjoints, je peux vous assurer que ce fut un long processus, complexe de surcroît. Si vous voulez y faire participer les 250 000 Montpelliérains, cela prouve votre méconnaissance de ce processus !

M. DOMERGUE, vous atteignez les abysses : je pensais que vous auriez lu le budget en lieu et place de parler de duel fratricide ! Cher ami, vos problèmes ne sont pas les miens !

Finalement, la seule observation intéressante est celle de Mme PETITOUT, car elle révèle une vision cohérente que je condamne, mais la discussion est au moins possible sur le sujet qui nous rassemble ce soir ! Aux citoyens de choisir ! Par exemple, vous nous exposez la vision d'une ville fermée, où le développement démographique est contraint. Je vous accorde que nous avons un projet inverse, et nous recherchons au contraire à favoriser le développement de cette ville, et pour cette raison nous avons signé le programme Campus, pour cette raison nous faisons une nouvelle mairie. Oui nous sommes ambitieux ! Votre projet, aussi joli qu'il soit, ne peut s'effectuer avec l'argent des autres ! Je pensais que vos connaissances seraient plus pointues en gestion des entreprises... Lorsque je suis arrivé à Montpellier, cette ville comprenait 90 000 habitants alors qu'elle en compte aujourd'hui 257 000. Voilà notre projet pour la ville. Ainsi, vous dites que le budget de fonctionnement a augmenté de 2,9 % contre 1,2 % : mais la raison en est aux habitants supplémentaires ! Vous voudriez que le budget de fonctionnement diminue !

M. DOMERGUE, vous êtes député de la République, et voici la seule observation que vous pourriez m'opposer : pourquoi ne tenons-nous pas compte de nos dépenses ? Parce qu'il y a des villes qui perdent des habitants... M. DOMERGUE, laissez-moi parler ! Mme le Maire, je ne puis continuer.

J'ajoute une remarque : oui, le parti socialiste - et non la majorité municipale - rencontrent des problèmes internes que nous essayons de résoudre avec amitié et avec intelligence. L'intelligence triomphera ce soir et j'en remercie mes amis.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Budget Primitif 2010 qui vous est proposé au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 47
 - Abstention : 4 (Les Verts)
 - Contre : 9 (Groupe UMP-NI-GM + M.VIGUIE)
- Adopté à la majorité

Mme PETITOUT quitte définitivement la séance. M.ROUMEGAS quitte définitivement la séance et donne procuration à Mme MOSCHETTI-STAMM.

2 - Attribution d'une subvention exceptionnelle pour la population haïtienne suite au séisme du 12 janvier 2010

Mme le Maire :

La République d'Haïti, déjà économiquement et socialement très fragile, vient à nouveau de subir un terrible séisme le 12 janvier 2010. D'amplitude 7 sur l'échelle de Richter, il a détruit habitations et infrastructures dans la capitale Port au Prince et les villes environnantes.

Le chiffre de 70 000 victimes sera dépassé, pour une population de moins de 10 millions d'habitants.

Le peuple haïtien est plongé en plein désarroi. Une intervention d'urgence d'envergure est indispensable, pour sauver des vies et reconstruire le pays, à long terme. Face à une telle catastrophe, chacun a le devoir de s'engager auprès des victimes et de donner un sens concret aux mots Partage et Fraternité.

Les citoyens montpelliérains ont témoigné leur soutien et une forte volonté d'être des acteurs de l'aide internationale destinée aux haïtiens.

La Ville de Montpellier, pour répondre à cette attente, a déjà offert un important soutien logistique et humain pour faciliter l'organisation d'opérations de collecte de fonds.

De plus, une subvention exceptionnelle de 50 000 euros sera attribuée à l'association UNICEF. Celle-ci offre toutes les garanties d'efficacité et de transparence, pour la réalisation de cette opération humanitaire.

Christiane FOURTEAU : Merci de me laisser la parole Mme le Maire. Les travailleurs sociaux du CCAS ont reçu les étudiants haïtiens, une étude sur leur situation actuelle est menée en liaison avec le CROUS qui apportera également une aide financière. Dans le cadre du règlement d'attribution des aides financières, nous avons apporté une aide à sept étudiants haïtiens.

Francis VIGUIE : Je voterai sans aucune difficulté, bien entendu, cette aide d'urgence, mais je souhaite faire une remarque sur deux aspects qui me semblent essentiels : je vous rappelle que lorsqu'Haïti s'est libéré, la France a exigé des subventions pour indemniser les esclavagistes, subventions qui représentent des sommes considérables... Il serait souhaitable qu'un mouvement exige l'annulation de la dette pour Haïti, et j'aurai voulu que nous nous en fassions l'écho au sein de cette délibération. Je souhaiterais également indiquer à l'UMP – qui de manière générale n'a pas de scrupules à expulser ou extraditer les étrangers – que le dictateur M. DUVALIER qui a volé 900 millions d'euros au peuple haïtien se trouve toujours sur notre territoire. Je crois qu'il serait bienvenu de saisir cet argent, et de rendre ce dictateur à la justice d'Haïti qui souhaite le juger depuis longtemps.

Jacques DOMERGUE : A mon sens, cette subvention reste très modique par rapport à l'ampleur des subventions que distribue la Ville. D'autre part, nous avons rencontré les associations d'Haïti, qui sont heureuses de cette subvention, mais qui auraient préféré qu'elle concerne un programme ou un projet concret. Je répondrai ensuite à M. VIGUIE : il est aisé de donner avec l'argent des autres, mais il est également possible de donner à titre personnel.

Mme le Maire : J'indique à M. VIGUIE que la somme que nous allouons servira notamment à construire une école.

Jacques TOUCHON : En effet, nous avons déjà eu des contacts avec les conseillers de l'ambassade de France à Haïti afin que Montpellier puisse participer à un projet de co-développement, en particulier pour la reconstruction des écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'allouer une subvention de 50 000 euros à l'UNICEF.
- de dire que la dépense sera prélevée sur le budget 2010 de la Ville (chapitre 920)
- d'autoriser Madame le Maire, ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 59
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

Mme DOMBRE-COSTE sort de séance.

3 - Report d'affectation de subventions votées en 2009 et ajustement de cotisation

Max LEVITA :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2009, certaines subventions n'ont pas pu être versées sur l'exercice. Une partie concerne les subventions d'équipement pour lesquelles les travaux envisagés n'ont pu être terminés.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de :

1) réaffecter ces montants de subventions d'équipement aux associations suivantes, pour un montant de 328 686.70 € (nature 2042 ; chapitre 900) et de proroger pour un an la convention conclue avec les structures bénéficiaires :

Avitarelle	64 791,70 €
JAM Jazz Action Montpellier	80 000,00 €
Amis de l'Orgue des Saint François	53 895,00 €
Eglise Réformée de Montpellier	10 000,00 €
Amicale du Nid	10 000,00 €
Association La Gerbe	10 000,00 €
Université Montpellier I	100 000,00 €

2) réaffecter les subventions de fonctionnement suivantes, pour un montant total de 606 894 € et de proroger pour un an la convention conclue avec les structures bénéficiaires dont la liste est jointe en annexe :

Chapitre	Nature	Montant
920 Services généraux des administrations publiques locales	6574	79 200 €
921 Sécurité et salubrité publique	6574	2 600 €
922 Enseignement formation	6574	34 580 €

923 Culture	6574	185 300 €
924 Sport et jeunesse	6574	75 750 €
925 Interventions sociales et santé	6574	101 050 €
926 Famille	6574	8 600 €
928 Aménagement et services urbains, environnement	6574	108 414 €
929 Action économique	6574	11 400 €

Ajustement de cotisation :

L'adhésion à l'Association Française des Parcs Zoologiques nécessite un ajustement du montant de la cotisation pour 2009. Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir accepter de porter le montant de cette cotisation prévu en 2009 à hauteur de 350 € (chapitre 920) à 550 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser les reports d'affectation de subventions d'investissement et de fonctionnement tels que précisés ci dessus,
 - autoriser l'ajustement à 550 € de la cotisation à l'Association Française des Parcs Zoologiques
 - dire que ces dépenses seront inscrites au budget 2010 aux chapitres suivants : 900, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926 et 929
 - autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
 - Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

4 - Exercice 2010 - Attributions de Subventions

Max LEVITA :

La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et partenaires dont l'activité constitue un élément fondamental du vivre ensemble à Montpellier

Pour aider ces associations et partenaires à mener à bien leur activité et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention dont la liste est jointe en annexe et récapitulée ci-après.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 2 000 €, transmettrons, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération,
- les structures bénéficiaires d'une subvention strictement supérieure à 2 000 €, s'engageront sur la base d'une convention bi-partite avec la Ville de Montpellier. Trois modèles de conventions (selon le type de subvention : fonctionnement, projet ou équipement) sont annexés à la présente délibération.

Les sommes allouées sont prévues dans le budget de la Ville et sont réparties ainsi :

Chapitre	Libellé Chapitre	Montant
920	Cotisations municipales	265 569 €
920	Services généraux des administrations publiques locales	659 050 €
922	Enseignement formation	471 899 €
923	Action culturelle	1 104 250 €
924	Sport et jeunesse	7 181 740 €
925	Interventions sociales et santé	12 704 530 €
926	Famille	59 650 €
928	Aménagement et services urbains, environnement	264 751 €
929	Action économique	2 036 800 €
92211	Ecoles privées maternelles	724 320 €
92212	Ecoles privées élémentaires	1 180 575 €
TOTAL		26 653 134 €

Chapitre	Libellé Chapitre	Objet	Montant
900	Services généraux des administrations publiques locales	Subvention commission participation travaux	30 000 €
908	Aménagement et services urbains, environnement	Ravalement subventions	480 000 €
908	Aménagement et services urbains, environnement	PRU Cévennes	1 836 897 €
908	Aménagement et services urbains, environnement	ANRU Centre	400 000 €
908	Aménagement et services urbains, environnement	OPAH – RU Aides particuliers	200 000 €
908	Aménagement et services urbains, environnement	CPA Grand Cœur	3 000 000 €
TOTAL			5 946 897 €

Il est précisé que les montants alloués intègrent les montants déjà affectés lors du Conseil Municipal du 14 décembre 2009 au titre des acomptes de subventions aux partenaires de la Ville de Montpellier. Rappelons que ces acomptes ont permis d'assurer la continuité des structures concernées.

Marc DUFOUR : Mme le Maire, à propos des attributions de subventions, je voudrai attirer votre attention ainsi que celle de mes collègues sur la situation d'une association : « Le Refuge ». Elle vient d'être primée au niveau national pour son action en faveur de la solidarité. Elle accueille des jeunes adolescents homosexuels en rupture avec leur famille et leur apporte un soutien psychologique, un

accompagnement en matière de logement afin qu'ils puissent se réinsérer. Suite à une défection de l'Etat, cette association a fait une demande de subvention à la Ville de 150 euros par mois et par jeune accueilli (soit un total de 25 000 €) et elles'est vue attribuer une attribution de 5 300 euros. Si nous n'aidons pas cette association, elle devra fermer deux appartements qui accueillent des jeunes et licencier la seule employée de cette association – tous les autres étant bénévoles.

Mme le Maire, suite à votre soutien à la communauté et à l'appel que vous avez lancé en faveur du mariage homosexuel, je pense que nous ne pouvons nous désintéresser de la détresse qui saisit les dirigeants de cette association, qui se battent de manière bénévole et exemplaire pour une cause qui touche à Montpellier 350 jeunes. Aujourd'hui, l'Etat fait une loi pour 350 personnes – que la presse a recensées – pour les personnes qui portent la burqa dans notre pays. 350 jeunes frappent à la porte de cette association, dont plusieurs grandes villes aimeraient voir l'extension de son action. Aussi je demande à Mme le Maire et à mes collègues les Conseillers d'étudier cette question afin de déterminer comment nous pouvons suppléer la défaillance de l'Etat.

Mme le Maire : Voilà, une fois encore, un exemple du désengagement de l'Etat vis-à-vis des associations. Après l'engagement que j'ai pris au nom de l'égalité des droits pour le mariage homosexuel, personne ne peut en effet imaginer que la subvention ne soit pas à la hauteur de la demande. Néanmoins, j'ai entendu ce que vous venez d'exprimer et je demanderai à mes services de réétudier le dossier, mais je déplore que, dès que l'Etat se désengage (je pense aux crèches, aux emplois-jeunes...), il incombe aux collectivités d'en payer le prix.

Jacques DOMERGUE : Mme le Maire, je suis d'accord avec M. DUFOUR, cette cause mérite d'être défendue et à titre parlementaire, j'aide « Le Refuge » depuis mon élection de 2002. Je voudrai rendre hommage au travail accompli auprès de ces jeunes en détresse. Il faut que la Ville investisse beaucoup dans ce secteur car ces jeunes ont besoin d'aide. Non seulement j'interviendrai auprès de l'Etat si réellement des coupures de subvention ont été engagées, mais en tant que parlementaire, j'aide cette association – comme je souhaiterai que chaque parlementaire s'engage dans l'aide aux associations.

Mme Le Maire : Je vous remercierai d'intervenir auprès de l'Etat, tout comme nous intervenons localement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions et cotisations telles qu'annexées à la présente délibération, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant,
 - approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération,
 - autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire
-
- Pour : 57
 - Abstention : 1 (M.VIGUIE)
 - Contre : /

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Mme DOMBRE-COSTE revient en séance.

5 - Convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à FREE. Avenant n°5

Michaël DELAFOSSE :

Par délibération du Conseil municipal dans sa séance du 25 juillet 2003 modifié par les délibérations du Conseil municipal dans ses séances du 7 octobre 2004, du 22 novembre 2004, du 31 janvier 2006 et du 14 décembre 2009, la Ville de Montpellier a, par convention mis à disposition de l'opérateur de télécommunication FREE des liaisons optiques de son réseau haut débit Pégase. Celles-ci permettent à l'opérateur de construire son réseau sur toute la commune et de proposer ainsi des accès Internet aux montpelliérains.

Pour les besoins de développement de son réseau de télécommunication, la société FREE a sollicité de la Ville la mise à disposition de nouvelles liaisons optiques du réseau PEGASE.

Les liaisons mises à disposition représentent un linéaire supplémentaire d'environ 4 400 mètres de paires de fibres optiques, ce qui correspond à un linéaire total d'environ 79 169 mètres de paire de fibres optiques pour l'ensemble du réseau.

Il convient donc d'établir un avenant n°5 définissant les conditions techniques et financières de ces nouvelles liaisons optiques.

Après négociation, FREE a accepté les conditions présentées par la Ville, se résumant comme suit;

- frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement, dont le montant est de 958 €
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002, soit environ 158 338 €.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver l'avenant n°5 à passer entre FREE et la Ville;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cet avenant ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 59
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité.

6 - Convention d'accès à la boucle locale optique de la Ville de Montpellier dans la zone d'influence du nœud de raccordement optique Eurêka Ville - Groupe MIT

Michaël DELAFOSSE :

La Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Eurêka avec une infrastructure de télécommunication très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un

ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Euréka. Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique.

Pour les besoins de ses clients sur le parc Euréka, le Groupe MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase.

Après négociation, le Groupe MIT a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :

- Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique : 1 000 €HT/baie/an
- Utilisation de connectivité optiques, prise optique, : 75€HT/prise/mois
- Frais d'accès au service de la prise optique 100€HT/prise, frais de couverture supplémentaire 4 200€TTC
- Durée dix ans

En conséquence, nous vous proposons:

- d'approuver la convention à passer entre le Groupe MIT et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 59
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité.

7 - Convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à la Société Hérault Télécom. Avenant n°1

Michaël DELAFOSSE :

Par délibération du Conseil municipal dans sa séance du 23 septembre 2008 la Ville de Montpellier a, par convention mis à disposition de l'opérateur de télécommunication Hérault Télécom une liaison optique de son réseau haut débit Pégase. Celle-ci permet à l'opérateur de desservir la société Ubisoft.

Pour les besoins de développement de son réseau de télécommunication, la société Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une nouvelle liaison optique de son réseau PEGASE.

La liaison mise à disposition représente un linéaire supplémentaire d'environ 300 mètres de paires de fibres optiques, ce qui correspond à un linéaire total d'environ 2 100 mètres de paire de fibres optiques pour l'ensemble du réseau.

Il convient donc d'établir un avenant n°1 définissant les conditions techniques et financières de cette nouvelle liaison optique.

Après négociation, Hérault Télécom a accepté les conditions présentées par la Ville, se résumant comme suit ;

- frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement, dont le montant est de 600 €
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002, soit environ 4 200 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à passer entre Hérault Télécom et la Ville;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cet avenant ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 59
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité.

Mme DOMBRE-COSTE quitte définitivement la séance. Mme BIGAS quitte définitivement la séance et donne procuration à M.ABBOU.

8 - INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - Désignation du représentant de la Ville

Mme le Maire :

Par courrier en date 18 décembre 2009, l'Administratrice de l'institut des Technologies de l'Information et de la communication (ITIC) sollicite la Ville de Montpellier pour désigner un représentant au sein de son conseil, conformément à l'article 3 de ses statuts.

Le mandat des personnalités extérieures désignées est de 4 ans.

L'ITIC a pour objet de développer la culture et l'information scientifique et technique dans le domaine des sciences de l'information et de la communication. Cet institut procède à la recherche de méthodes et moyens permettant aux étudiants de recevoir un enseignement de haut niveau, afin de leur ouvrir l'accès à des fonctions d'encadrement dans les domaines précités.

A été élu :

- Michaël Delafosse

- Pour : 58
- Abstention : /
- Contre : /

Elu à l'unanimité.

9 - Lancement d'une nouvelle démarche d'élaboration du PROJET URBAIN de la Ville de Montpellier - Approbation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage

Mme le Maire : Il s'agit d'un dossier extrêmement important – nous parlions tout à l'heure du projet de déplacement urbain, celui-ci est également fondamental dans le cadre de l'aménagement de la ville. Nous avons engagé cette nouvelle démarche il y a deux ans, et elle évolue aujourd'hui dans le sens de la ville durable. Ce projet est bien entendu en harmonie avec le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération, ce nouvel équilibre étant primordial pour l'avenir urbain de Montpellier.

Philippe SAUREL : Le projet urbain de la Ville de Montpellier a été conçu par R. DUGRAND et G. FRECHE dans les années 80. Ce projet visionnaire a orienté depuis, avec un incontestable succès, la croissance urbaine de Montpellier. Les principes fondateurs de ce projet sont l'extension du centre et l'organisation du développement sous forme de quartiers denses et diversifiés le long des axes de transport en commun et tournés vers la mer à Port Marianne. Ces principes, inaugurés avec l'acte fondateur d'Antigone, ont été respectés dans les opérations qui ont suivi, dans le cadre de Port Marianne à l'Est mais aussi des nouveaux quartiers réalisés à l'Ouest (Malbosc, Ovalie, Grisettes). Ce grand dessein urbain n'est pas achevé et se prolonge dans beaucoup des opérations d'urbanisme en cours ou programmées dans les années à venir.

L'accès, en si peu d'années, de Montpellier au statut incontestable de métropole est à porter au crédit de ce projet urbain. Mais l'acquisition de ce rang et la volonté de le tenir crée de nouveaux devoirs, de nouvelles attentes, de nouveaux problèmes, de nouvelles opportunités. Loin de se contenter de gérer ce capital, il nous appartient de le faire fructifier, de développer la ville, d'innover encore et toujours, dans un contexte environnemental, économique et social en profonde mutation.

Par ailleurs, plusieurs événements majeurs (désignation de Montpellier parmi les dix premières villes lauréates du plan Campus, déploiement du réseau de tramway, signature du Pacte des Maires contre le changement climatique, perspective d'un élargissement de l'agglomération, départ des écoles militaires) modifient en profondeur les hypothèses qui fondent le projet urbain montpelliérain.

Il est donc aujourd'hui nécessaire de donner un nouveau souffle au projet urbain conçu il y a plus de vingt ans en engageant une large réflexion qui entend dépasser les seules politiques d'urbanisme pour embrasser la totalité des politiques publiques dans leur inscription spatiale.

Cette démarche ne prendra son sens que dans le cadre d'une large concertation qui concernera toutes les phases du processus d'élaboration de ce nouveau projet urbain.

Le projet urbain ne pourra en effet être mis en œuvre que s'il est partagé et fondé sur ce qui constitue l'identité profonde de cette ville au sein du territoire dans lequel elle s'inscrit.

Face à la concurrence de ses voisines et au risque résurgent de voir remis en cause son statut de capitale régionale, Montpellier se doit de se distinguer en jouant des atouts qui sont les siens, en faisant entendre sa musique propre dans le concert des métropoles.

Ce sont évidemment ceux de sa situation géographique stratégique, de son climat exceptionnel, des attraits de la côte et d'un arrière-pays magnifique. Ce sont donc ceux d'une ville naturellement touristique et douce à vivre, qui doit révéler tout le potentiel de son patrimoine et de sa tradition d'accueil. C'est son statut reconnu de ville de congrès que le développement de l'offre hôtelière ne peut qu'affermir.

A ces atouts géographiques, notre ville ajoute ceux d'une histoire riche, dont les plus beaux moments sont liés à une culture d'hospitalité, de tolérance, d'ouverture à l'autre. La recherche du « vivre ensemble » est au cœur des politiques municipales et doit transparaître aussi dans la façon dont est construite et animée la ville : mixité fonctionnelle, sociale et générationnelle, rôle fédérateur de l'espace public, mise en valeur de celui-ci par les événements culturels et sportifs, équipements ouverts à tous et générateurs de solidarité.

L'autre acquis fondateur de l'identité montpelliéraine, c'est son Université et, au-delà, son rapport particulier avec le monde du savoir et de l'intelligence, tout particulièrement dans le domaine

médical. A l'heure où l'économie de la connaissance s'affirme comme le principal vecteur de croissance des décennies à venir, Montpellier, appauvrie au 20^{ème} siècle par son absence de tradition industrielle, a une carte exceptionnelle à jouer dans l'économie du 21^{ème}, celle de la matière grise. L'utopie d'une « ville-campus », d'une capitale de la connaissance, formulée à l'occasion du projet de l'Université de Montpellier Sud de France, doit irriguer l'ensemble de notre territoire, bien au-delà du seul périmètre des facultés.

Mais le principal atout de Montpellier, c'est sa population, son dynamisme, sa jeunesse, sa diversité. Face aux illusoire tentations d'un repli malthusien, le choix de la croissance démographique, rendue possible par notre attractivité, est nécessaire au renforcement de notre rang de métropole (comme en témoigne l'injuste éviction de notre ville des propositions de la Commission Balladur) et constitue le gage d'un dynamisme renouvelé. C'est donc une politique de croissance, soutenue mais maîtrisée, qu'il faut organiser.

Cependant, l'espace disponible pour de nouveaux développements urbains s'est considérablement restreint. Les réserves foncières stratégiques constituées permettent certes de répondre pour quelques décennies encore aux besoins de logement des Montpelliérains mais, inexorablement, ce stock s'épuisera, tant à l'échelle de Montpellier qu'à celle de son agglomération. Qui plus est, le SCOT de Montpellier a fort justement mis l'accent sur la richesse que représentent les espaces naturels et agricoles et sur la nécessité de cesser leur grignotage par l'urbanisation.

Symétriquement, la nature et l'agriculture doivent retrouver un « droit de cité » en pénétrant davantage les espaces urbains, en offrant à chaque habitant leur présence quotidienne. La redécouverte de la ville comme écosystème, son rôle majeur dans la préservation de la biodiversité ouvrent un champ nouveau à la réflexion.

C'est donc sur la ville existante que doit porter l'essentiel de notre réflexion et c'est en la repensant, en la restructurant, en l'intensifiant, en la reverdissant que se poursuivra le développement durable de Montpellier. C'est le dénominateur commun des principaux projets lancés depuis 5 ans : rénovation urbaine des quartiers en difficulté, amplification du projet Grand Cœur, ZAC de la Restanque et du nouveau Saint Roch, îlot Duguesclin, restructuration du site de l'actuel hôtel de ville dans le cadre de la ZAC Pagézy, reconquête de la citadelle et bien sûr réflexion sur l'intégration de l'université dans la ville, en accompagnement du projet Campus, projet à plus d'un titre stratégique pour notre cité.

Au-delà de ces sites à enjeux spécifiques, c'est l'ensemble de la ville qui doit être réinterrogée, afin qu'aucun quartier ne reste à l'écart du dynamisme de notre ville et que tous bénéficient d'une meilleure qualité de vie. Cela passe notamment par l'affirmation de pôles de centralité dans chacun de nos quartiers, en cohérence avec la montée en puissance de l'intercommunalité et le renforcement corrélatif de la territorialisation de l'action publique. Chaque cœur de quartier doit ainsi pouvoir bénéficier des équipements de proximité de base, mais aussi de commerces, d'espaces publics accueillants et animés.

Le centre ville, quartier de tous les Montpelliérains (mais aussi de tous les habitants de l'agglomération et de ceux qui visitent notre ville), constitue bien entendu un cas à part, méritant une réflexion spécifique. Lieu privilégié de représentation et d'échanges de toutes natures, il doit s'agrandir à la dimension métropolitaine. C'est l'objectif du projet Grand Cœur, encore inachevé, notamment dans sa dimension commerciale. L'implantation des grands équipements qui seront créés dans les années à venir (Panacée, Cité Hippocrate, Maison des projets, Cité de la Jeunesse) doit être l'occasion d'une vraie réflexion urbaine stratégique sur leur rôle structurant dans l'animation et l'usage du centre-ville. De même, la perspective d'un maillage complet du centre-ville par le réseau de tramway doit conduire à repenser de fond en comble notre politique des déplacements, pour préfigurer la ville de « l'après pétrole ». C'est le sens de la démarche engagée sous le titre de Plan Local de Déplacements.

Mais la Ville ne se construit pas qu'avec des pierres. Elle est avant tout tissée par les liens entre les hommes et les femmes qui la composent. Leur rapprochement dans l'espace n'a de sens que s'il intensifie et enrichit leurs échanges. C'est pourquoi notre projet urbain doit être l'occasion d'une mise en synergie de l'ensemble des politiques publiques conduites par la Ville, mais aussi par ses partenaires.

L'espace public est au cœur de la plupart de ces politiques : lieu où les individus se croisent et se

rencontrent, il est chargé de toutes les attentes, avec les contradictions que cela peut créer, parfois aussi de toutes les craintes. L'objectif d'une « réappropriation participative » de l'espace public vise à satisfaire les uns tout en conjurant les autres. Les différentes formes d'animation (culturelle, sportive, commerciale, festive) doivent profiter à l'ensemble des quartiers de la ville et permettre à tous de se sentir concernés par ce qui se passe en bas de chez eux et si possible acteurs de leur quartier.

L'espace public, espace offert gratuitement à tous, est également le lieu où s'exprime le caractère plus ou moins solidaire d'une société : la place faite aux handicapés, aux personnes âgées, aux enfants, aux marginaux, plus largement l'attention accordée aux plus faibles d'entre nous sont l'indice du niveau de civilisation d'une communauté humaine.

Enfin, l'avance prise par notre ville en matière de technologies de l'information et de la communication doit nous permettre de préfigurer dans bon nombre de domaines ce que pourra être, demain, la « cité numérique », autour des espaces publics virtuels que rend possible Internet et ses avatars. Nous devons imaginer les nouveaux services publics rendus possibles par ces technologies.

Les équipements publics sont l'autre lieu majeur de la présence municipale dans la cité. Globalement bien développés à Montpellier, ils méritent une nouvelle réflexion de fond sur leur localisation, leur rayonnement, leur accessibilité, leur amplitude horaire, leurs usages. Les maisons pour tous, les mairies annexes de proximité et les écoles, qui maillent finement le territoire communal, apparaissent comme autant d'opportunités pour tisser des liens avec les quartiers au service de la cohésion sociale et de la réussite éducative.

A travers l'espace public et les équipements, notre projet urbain doit notamment donner de la chair à deux de nos rêves : celui d'une culture « par tous et partout » et celui d'une « ville éducative ».

L'ampleur et l'ambition de cette démarche justifient la définition d'un mode opératoire dont le processus n'est pas encore figé mais qui devra respecter les principes suivants :

- L'élaboration du projet urbain devra faire appel à des compétences multiples issues de professions et de disciplines variées : architectes, urbanistes, paysagistes, géographes, sociologues, économistes, écologues... ;
- Cette transversalité des compétences mobilisées devra s'accompagner d'un foisonnement d'idées : au développement progressif d'un parti, sera privilégiée l'émergence de scénarios contrastés pouvant se compléter et se contredire et susceptibles d'assurer un débat ouvert ;
- La population, le grand public, les associations, les comités de quartiers, la « société civile » seront étroitement associés à toutes les étapes de l'élaboration du projet urbain.

Pour mener cette démarche, la Ville a souhaité disposer d'un appui méthodologique, conceptuel et logistique. Un appel d'offres a donc été lancé afin de désigner un groupement de bureaux d'études spécialistes du pilotage de projets complexes et experts en matière de stratégie urbaine.

Cet assistant à maîtrise d'ouvrage aura pour principales missions la formalisation d'un diagnostic urbain, l'organisation des consultations de concepteurs devant contribuer à l'élaboration du projet urbain et l'accompagnement de la Ville tout au long de cette élaboration.

Au terme de cet appel d'offres, la Commission d'appel d'offres de la Ville a retenu lors de sa réunion du 19 Janvier 2010 l'offre du groupement Algoé consultants-Brainstorming pour un montant forfaitaire de 234 460 euros HT.

Francis VIGUIE : Je reprendrai certaines de mes interventions déjà prononcées en ce lieu, en direction de M. SAUREL puisque cela relève de sa responsabilité, et au sujet desquelles nous n'avons toujours pas de réponse. Malheureusement, la méthode proposée provoque davantage d'inquiétude qu'elle ne témoigne d'un souffle démocratique.

L'augmentation de la population de Montpellier et de ses quartiers est significative – l'intensification de l'urbanisme à Montpellier fait beaucoup parler. Comment la population peut se rendre maître du projet de sa ville ? Je vous ai demandé d'ores et déjà une vision cohérente et globale du projet, l'organisation d'un débat public contradictoire, pour définir ensemble les meilleurs choix possibles. M. LEVITA ne semble pas croire en ma proposition ; et au niveau régional je connais au moins une

liste qui porte ce projet. La démarche proposée est la suivante : collaborer avec un cabinet d'étude, dans un premier temps, pour monter le projet. Nous ne disposons pas à ce jour de lieu qui rassemble les grandes lignes des propositions. Je lis dans votre proposition que les associations, les conseils de quartier, les populations seront étroitement associés au projet. Mais de quelle manière, dans quel lieu ? Jusqu'à présent, le service de communication était réduit au minimum. Aussi nous demandons l'ouverture immédiate d'un débat public contradictoire, et une première réunion des comités de quartier nous semble constituer une autre nécessité. Seule cette démarche permettrait à notre sens une réelle maîtrise de l'évolution de la ville par les Montpelliérains.

Mme le Maire : M. VIGUIE, voilà exactement notre proposition. Il s'agit de créer un débat participatif dans tous les quartiers.

Patrick VIGNAL : Mme le Maire, je me félicite que nous menions une prospective sur les trente années à venir de la ville, car n'oublions pas que le tramway fera évoluer la donne avec 80 000 usagers supplémentaires et cinq quartiers traversés. Je pense ainsi que la problématique du partage de la ville et de la vie des habitants est fondamentale. Il faut alors questionner la possibilité de rayonnement dans une démarche de couture urbaine. Mme le Maire m'avait confié ce contrat urbain de cohésion sociale qui permet de mener une autre vision de la ville en lien avec ses habitants. M. VIGUIE, rassurez-vous, nous interrogerons davantage encore l'ensemble des conseils consultatifs. Récemment, avec Mme BENEZECH et M. le Premier adjoint, nous avons tenu une réunion sur le quartier Près d'Arènes. La démarche est bien d'inscrire dans cette ville une réflexion sur le choix de l'évolution urbaine, du déplacement urbain, ici où le terme de ghetto est parfois employé. Chacun s'appropriera l'évolution de cette ville par le biais du contrat urbain de cohésion sociale.

Philippe SAUREL : Cette démarche, déjà engagée par d'autres villes en France, n'est en aucun cas une démarche solitaire mais bien solidaire, qui s'adresse aux associatifs, à mes collègues élus, et la population. Bien entendu, l'ensemble des réunions organisées seront annoncées au préalable. Aussi, je déplore que, dans toute la ville, vous n'ayez remarqué qu'une seule annonce de réunion, M. VIGUIE, d'autant que toutes les réunions étaient inscrites sur « Montpellier notre ville ». Vous auriez été le bienvenu.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver le lancement d'une démarche d'élaboration du projet urbain,
- d'approuver le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du projet urbain proposé par le groupement Algoé consultants-Brainstorming pour un montant de 234 460 euros HT,
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'adjoint compétent, à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 57
 - Abstention : /
 - Contre : 1 (M.VIGUIE)
- Adopté à la majorité.

M.THINES sort de la séance. Mme le Maire sort de la séance et donne la présidence à M.FLEURENCE.

10 - Opération CAMPUS - Etude urbaine pré-opérationnelle et de programmation du SITE LA GAILLARDE - LA CONDAMINE - Approbation de la convention financière entre la Ville de Montpellier et Montpellier Sup'Agro

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'opération Campus, Montpellier Sup'Agro s'est associée aux trois universités montpelliéraines pour développer le projet de l'université unique « Université Montpellier Sud de France ».

Fortement soutenu par les collectivités territoriales, ce projet propose la rénovation, l'extension, l'amélioration et la valorisation des sites universitaires, dans un souci d'intégration urbaine et de cohérence d'ensemble en lien avec les équipements et aménagements urbains proposés par la Ville de Montpellier, l'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

L'École supérieure d'agronomie (Montpellier Sup'Agro) se développe principalement sur deux sites du territoire communal géographiquement distincts : celui de La Gaillarde – La Condamine et celui d'Agropolis - La Valette.

La Ville de Montpellier a commandé en 2008, en collaboration avec les établissements et universités concernés, une étude urbaine et un diagnostic réalisés par l'agence d'urbanisme Antoine Garcia-Diaz, portant sur l'état actuel des sites universitaires et de leur tissu urbain environnant. La commande portait également sur des propositions de réaménagement du secteur Campus, formalisées au travers d'un schéma directeur validé par l'ensemble des partenaires du projet Campus.

Compte tenu du projet de développement et de requalification du site de La Gaillarde porté par Montpellier Sup'Agro, ainsi que des projets de construction de logements étudiants sur le site voisin de La Condamine, il apparaît nécessaire d'engager en priorité sur ces secteurs une phase d'étude pré-opérationnelle et de programmation, cohérente avec les principes du schéma directeur d'aménagement et en lien avec l'environnement urbain.

Il est décidé de confier cette mission d'étude pré-opérationnelle et de programmation à un prestataire extérieur dans le cadre d'une consultation de type marché à procédure adaptée (MAPA).

La Ville de Montpellier sera le maître d'ouvrage et l'adjudicateur de ce marché dont la durée est estimée de 4 à 6 mois.

Le coût de cette étude pré-opérationnelle et de programmation est *a priori* évalué à environ 80 000 euros HT. Il sera pris en charge dans le cadre d'un cofinancement à hauteur de 60 % par la Ville de Montpellier et de 40 % par Montpellier Sup'Agro sous forme de subvention versée à la Ville, en tant qu'adjudicateur du marché.

Les modalités de versement de la participation financière de Montpellier Sup'Agro à la Ville de Montpellier ainsi que les conditions du pilotage conjoint par la Ville et Sup'Agro de cette étude sont définies dans la convention financière jointe à la présente délibération.

Nathalie GAUTIER-MEDEIROS : J'ai eu quelques difficultés à comprendre l'objet réel de cette délibération. La Condamine, une ancienne vigne de Sup'Agro, a connu des constructions de logements étudiants aujourd'hui achevées. Il semble que le reste du terrain fasse l'objet de nombreuses convoitises. Que prétendez-vous faire de ce terrain, M. BOUILLE, vous qui cumulez les promesses à ce sujet ? Ainsi, il a été promis aux riverains un espace vert, puis une maison de quartier – indispensable en effet. Vous ne pouvez promettre de réaliser ces vœux pieux, et pour cause : l'Etat n'a toujours pas donné son accord pour vendre ce terrain. Quel est l'objet réel de cette étude sur le terrain de la Condamine ? Prévoyez-vous une piste cyclable qui joindrait les deux sites, ou au contraire une nouvelle bétonisation – dont vous semblez si friand ?

Christian BOUILLE : Je suis élu dans ce quartier, et m'accorde avec vous sur un point : le béton est trop présent, comme je l'avais indiqué lorsque les habitants du quartier envisageaient de créer une

crèche ou une maison de quartier. Cela n'a pas été réalisé au vu du prix astronomique du terrain. Pour l'instant, la seule hypothèse possible serait de développer le logement étudiant. Les habitants se sont mobilisés pour défendre ce qui avait été promis – 2 000 m², comme Mme le Maire s'y était engagée – et je suis partie prenante pour la préservation de cet espace.

Je n'ai pas promis l'impossible, simplement l'évolution n'est pas à un espace vert si la cité étudiante se développe.

Philippe SAUREL : Je rappelle qu'à la demande des habitants et du conseiller M. BOUILLE sur ce dossier, nous avons positionné sur l'ensemble de la terre de La Condamine une réserve pour équipements publics, qui pouvait être utilisable pour une maison de quartier et un espace vert. Aujourd'hui, la situation a changé : nous sommes dans la création du plan Campus et de transversalités, y compris pour les circulations douces, afin de faciliter les interconnexions des sites du campus.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention financière établie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Sup'Agro, relative au cofinancement de l'étude urbaine du site La Gaillarde – La Condamine,
- d'accepter la perception d'une subvention de Montpellier Sup'Agro, à hauteur de 40 % du coût total de l'étude, destinée à son cofinancement,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 55

- Abstention : 1 (M.VIGUIE)

- Contre : /

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

11 - Requalification de l'Avenue Raymond Dugrand - Demande de subventions

Philippe SAUREL : Le réaménagement de l'avenue Raymond Dugrand, entrée de ville majeure et épine dorsale du projet urbain Port Marianne, vise à réaliser un grand axe urbain le long des quartiers Jacques Cœur, Parc Marianne, Rive gauche et République en accompagnant le passage de la ligne 3 du tramway dont les travaux ont démarré à l'été 2009 pour se terminer en 2012.

La maîtrise d'ouvrage de cet aménagement a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2005. Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre du cabinet d'architecture Architecture Studio.

La totalité des emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet n'étant pas maîtrisée par la collectivité ou son aménageur, une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) de l'opération et une enquête parcellaire ont été organisées conjointement du 1^{er} septembre au 7 octobre 2009. En application des dispositions des articles L.123-1 et R.123-1 du code de l'environnement, les travaux routiers envisagés portant sur un montant d'investissement supérieur à 1 900 000 euros HT, l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valait enquête pour la protection de l'environnement.

Soulignant l'utilité publique de l'opération engagée par la Ville, le Commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a conclu son rapport en formulant un avis favorable sur le projet de requalification de l'avenue Raymond Dugrand, sur la demande de déclaration d'utilité publique de

l'opération et sur l'enquête parcellaire.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a adopté la déclaration de projet relative à l'opération et s'est prononcé sur son intérêt général.

Le réaménagement de l'avenue Raymond Dugrand consiste à réaliser une grande voie urbaine, structurante à l'échelle de la ville et de l'agglomération, renforçant le lien entre la cité et son littoral et développant de larges espaces publics de grande qualité. Aujourd'hui affectée à la seule circulation automobile entre ville et littoral, l'avenue Raymond Dugrand doit devenir :

- un axe structurant de diffusion des flux de circulation entre le centre ville et la mer, mais aussi vers les quartiers en cours de développement de part et d'autre de l'avenue ;
- un axe partagé, mêlant les différents usages et faisant la part belle aux transports en commun et aux modes de déplacements doux. L'avenue Raymond Dugrand accueillera la ligne 3 du tramway dont la mise en service est prévue pour 2012. Cet équipement de première importance à l'échelle de l'agglomération confèrera à cette avenue un rôle majeur dans le dispositif général des déplacements intra et périurbains de Montpellier ;
- un axe qualifiant, tant dans son rôle d'entrée sur le nouveau centre ville constitué des quartiers centraux de Port Marianne, que dans son rôle d'espace public paysager.

Le projet de requalification de l'avenue Raymond Dugrand concerne un linéaire de 900 mètres, entre la place Ernest Granier et le pont de l'autoroute A9, avec une largeur d'espace public comprise entre 60 et 64 mètres. L'espace central de l'avenue sera aménagé sous forme de rambla piétonne de 11 mètres de large, partiellement arborée, de part et d'autre de laquelle fileront les voies du tramway. Ces dernières seront bordées par les chaussées à deux voies de 5,70 m de large, accompagnées de stationnements longitudinaux. Les espaces latéraux de l'avenue seront largement arborés de sujets de haute tige et comprendront de vastes trottoirs avec itinéraires cyclables intégrés.

Compte tenu de ses caractéristiques, le projet de requalification de l'avenue Raymond Dugrand revêt un intérêt supra communal incontestable, notamment en matière de transport en commun et d'intermodalité des modes de déplacement. Dans ce contexte, la Ville souhaite solliciter l'octroi de subventions à un niveau le plus élevé possible de la part de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de toutes autres collectivités susceptibles de participer au financement de l'opération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de solliciter de la Communauté d'agglomération de Montpellier, et plus largement de toutes autres collectivités, l'obtention d'une subvention à un niveau le plus élevé possible au bénéfice des aménagements envisagés dans le cadre de la requalification de l'avenue Raymond Dugrand,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.
- Pour : 56
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

M.VIGUIE sort de la séance.

12 - ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 2 - lot 14B - C ICADE PROMOTION LOGEMENT

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ICADE PROMOTION LOGEMENT – Société A.G.I.R.

Maître d'ouvrage : ICADE PROMOTION LOGEMENT – Société A.G.I.R.

Immeuble « le Belem »
355, rue Vendémiaire
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PA n°105p et section PB n°36p, 76p et 180p

Surface du lot : 3102 m²

Nature du projet : 130 logement collectifs en accession libre et accession aidée
locaux commerciaux
locaux professionnels

SHON envisagée : 9700 m² SHON
700 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature d'ICADE PROMOTION LOGEMENT,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 55
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

13 - ZAC des Grisettes (2ème tranche) Agrément de candidature CALIFORNIA PROMOTION lot 2b

Philippe SAUREL : La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CALIFORNIA PROMOTION en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements individuels superposés dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :

CALIFORNIA PROMOTION

Résidence « les Patios d'Antequera »

1, Impasse de Cordoue

34300 AGDE

Localisation :

ZAC des Grisettes (2^{ème} tranche)

Lot n°2 b

Parcelle cadastrée : Section EK n°277 partie

Surface du lot : 4 022 m² environ

Nature du projet : 49 logements individuels superposés.

SHON envisagée : 3 500 m²

SHON maximale autorisée : 3 675 m²

La SERM précise que la candidature de CALIFORNIA PROMOTION prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de CALIFORNIA PROMOTION pour la réalisation de

- logements individuels superposés sur le lot 2 b de la 2^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
 - d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 55
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

14 - ZAC des Grisettes (2ème tranche) Agrément de candidature COGIM (lot 2 c)

Philippe SAUREL : La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature COGIM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements individuels superposés dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :

COGIM

Résidence « Port d'Attache »

245, avenue Marie de Montpellier

34000 Montpellier

Localisation :

ZAC des Grisettes (2^{ème} tranche)

Lot n°2 c

Parcelle cadastrée : Section EK n°277 partie

Surface du lot : 3 893 m² environ

Nature du projet : 46 logements individuels superposés.

SHON envisagée : 3 200 m²

SHON maximale autorisée : 3 360 m²

La SERM précise que la candidature de COGIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de COGIM pour la réalisation de logements individuels superposés sur le lot 2 c de la 2^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 55
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

15 - ZAC des Grisettes (2ème tranche) Agrément de candidature CIRMAD GRAND SUD (lot 2 d)

Philippe SAUREL : La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de CIRMAD GRAND SUD en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'une résidence étudiante dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :

CIRMAD GRAND SUD

Immeuble « Le Gaïa »

52 rue d'Odin

BP 11067

34000 Montpellier

Localisation :

ZAC des Grisettes (2^{ème} tranche)

Lot n°2 d

Parcelle cadastrée : Section EK n°277 partie et section DZ n°124 partie

Surface du lot : 1 713 m² environ

Nature du projet : résidence étudiante de 108 logements collectifs et locaux de services.

SHON envisagée : 5 100 m²

SHON maximale autorisée : 5 355 m²

La SERM précise que la candidature de CIRMAD GRAND SUD prend en considération les

prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de CIRMAD GRAND SUD pour la réalisation d'une résidence étudiante de 108 logements sur le lot 2 de la 2^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
 - d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 55
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

M.THINES revient en séance.

16 - Maison d'Accueil Spécialisé de Fontcolombe Vente à l'A.D.A.G.E.S d'un terrain - rue de Château Bon - parcelle PY 258p

Philippe SAUREL : L'Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés (A.D.A.G.E.S.) projette de construire une Maison d'Accueil Spécialisé pour enfants autistes sur un terrain d'une superficie de 3251 m² légué par M. Charras et contigu au parc de Fontcolombe, que la Ville a elle-même acquis auprès de l'indivision Charras en 2006.

Pour assurer la cohérence et la faisabilité de ce projet à forte vocation sociale, l'association a demandé à la Ville la cession d'une bande de terrain d'environ 448 m² issue de l'emprise du parc.

Compte tenu de l'intérêt général de cette opération, nous proposons de céder cette bande de terrain à l'association avec constitution, néanmoins, d'une servitude de passage au profit de la Ville pour permettre d'une part la réalisation d'une liaison piétonne publique entre le parc du Mas de Prunet et le parc Jacques Roseau dans le cadre du plan des réseaux verts et d'autre part l'entretien par les services de la Ville d'un fossé recevant des eaux pluviales. En effet, l'association ne construira pas dans cette emprise située en espace boisé classé au Plan Local d'Urbanisme.

A ce jour, cette bande de terrain, bien que située dans l'emprise cadastrale du parc, n'a pas encore reçu son affectation publique dans le cadre du projet "La Marathonienne" (réseau vert) et le fossé est accessible par un autre passage.

Les services fiscaux ont émis un avis favorable pour une cession de ce terrain situé en espace boisé classé au PLU au prix de 15 euros/m², soit à la valeur d'acquisition par la Ville.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation du domaine public communal d'une partie de la parcelle cadastrée PY 258 représentant une superficie d'environ 448 m²,
- de vendre à l'Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements spécialisés (A.D.A.G.E.S.) cette emprise de terrain de 448 m² environ issue de la parcelle

- cadastrée PY 258 au prix d'environ 6720 €, et de constituer une servitude de passage au profit de la Ville,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
 - de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente constatant cette cession et la création d'une servitude de passage, aux frais de l'acquéreur,
 - d'autoriser Madame la Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.
-
- Pour : 56
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

17 - Opération de rénovation urbaine du quartier Cévennes-Petit Bard Cession par la Ville à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de huit lots de la copropriété n° 8

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine concernant l'ensemble immobilier du Petit Bard, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), va mettre en œuvre une procédure d'enquête parcellaire complémentaire sur l'ensemble des lots de la copropriété n° 8 et aboutir à terme à la dissolution de cette copropriété.

Dans ce cadre, la SERM nous demande de lui rétrocéder huit lots acquis en 1993 et 1995 dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique préalable à la réalisation de la desserte du nouveau groupe scolaire Joseph Delteil.

Il s'agit des lots 1 876 à 1 883, anciennement à usage de parkings, et identifiés dans la nouvelle copropriété (n°8), après scission de la copropriété initiale, sous les numéros de lots actuels 419 à 426. La SERM ultérieurement, à l'issue de l'opération, rétrocédera à la Ville l'ensemble du foncier qui constitue les espaces publics de l'opération et notamment ces lots, destinés à l'aménagement d'une voirie déjà réalisée. Cette cession s'effectuerait à titre gratuit.

Christian DUMONT : Je voudrais interroger M. SAUREL sur un point. Mme MANDROUX, lors de sa déclaration de candidature aux régionales à Grammont, lundi 8 février 2010, rapportée dans *Montpellier plus*, a fait part de cette anecdote (sur le Petit Bard, concernant M. FRECHE) : « Il m'a dit une fois : « Ne fais rien pour ces gens-là, car ils ne votent pas. Ce jour-là, j'ai compris qui il était vraiment. » Qu'en pensez vous, messieurs SAUREL et BOUILLE ?

Philippe SAUREL : Je n'ai pas lu *Montpellier plus* ce matin, je regrette.

Christian BOUILLE : Cette interprétation rapportée par M. DUMONT me paraît tout à fait étonnante moi qui suis élu dans ce quartier.

En conséquence, conformément à l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :

- d'accepter la cession par la Ville à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), à titre gratuit, des anciens lots 1876 à 1883, et identifiés dans la nouvelle copropriété (n°8), après scission de la copropriété initiale, sous les numéros de lots actuels 419 à 426,
- de dire que cette cession fera l'objet d'un acte établi par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier,

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.
 - Pour : 56
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

18 - Zone d'Aménagement Concerté Malbosc - Ecole François Rabelais Constitution d'une servitude de passage au profit de la Ville par la Société "SCCV COTE PARC" sur la parcelle TO 239, lot 38 G bis de la ZAC

Philippe SAUREL : Par acte en date du 7 septembre 2009, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 4 mai 2009, la Ville a acquis à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine des bâtiments modulaires sis sur la parcelle TO 240, constituant le lot 38 E de la Zone d'Aménagement Concerté Malbosc, affectés à l'école « François Rabelais ».

Dans l'acte susvisé, il était indiqué que le vendeur (la SERM), informait l'acquéreur (la Ville), de la nécessité de constituer une servitude à son profit avec le propriétaire de la parcelle voisine TO 239, soit le lot 38 G bis de la ZAC, afin de permettre l'accès au groupe scolaire pour les services de la Ville.

Le propriétaire du fonds servant, la société « SCCV COTE PARC », consent au propriétaire du fonds dominant, la Ville, un droit de passage en tous temps et heures, et à l'usage de tous véhicules et piétons, mais pour les besoins exclusifs des services techniques de la Ville de Montpellier, des entreprises mandatées par leurs soins et des pompiers. Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande d'une largeur de 5 m, telle que son emprise est figurée sur un plan.

L'acte de constitution de cette servitude, consentie à titre gratuit compte tenu de l'intérêt général qui s'y attache, sera rédigé par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, aux frais de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la constitution d'une servitude de passage au profit de la parcelle TO 239, propriété de la Ville de Montpellier, fonds dominant, sur la parcelle TO 240, propriété de la société « SCCV COTE PARC », fonds servant,
 - de dire que ladite servitude, établie sous les conditions susvisées, sera rédigée, aux frais de la Ville, par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier,
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.
 - Pour : 56
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

19 - Acquisition de la propriété de M. et Mme Hubert EUZET - Avenue Albert Einstein parcelle cadastrée RW 33

Philippe SAUREL : Monsieur et Madame Hubert EUZET, domiciliés au Domaine de Montaubérou, sont propriétaires de la parcelle cadastrée RW 33 d'une superficie de 47.210 m2 située, avenue Albert Einstein.

Cette parcelle, actuellement plantée de vignes et classée en zone A au Plan Local d'Urbanisme, pourrait intéresser la Ville à titre de réserve foncière dans le cadre du développement de ce secteur classé au Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) en zone d'extension urbaine.

Les époux EUZET ont donné un mandat exclusif de vente à l'agence immobilière « Intelligence-Management-Ingénierie ». Dans le cadre de ce mandat et après négociation, les propriétaires acceptent la cession à la Ville pour un montant de 550.610 €. Ce montant est conforme à l'estimation des services fiscaux du 28/12/2009. En sus de ce prix, la Ville devra payer les frais d'agence à la charge de l'acquéreur d'un montant de 49.389,71 €.

Cette propriété viticole fait l'objet d'un bail à ferme daté du 1^{er} novembre 2006 se terminant le 31 octobre 2015 au profit de Monsieur Pierre de COLBERT moyennant un loyer annuel de 3.400 € actualisé chaque année en fonction de la variation de l'indice des fermages constaté annuellement par arrêté préfectoral. La Ville reprendra donc à son compte ce contrat de bail à ferme et fera son affaire de sa résiliation avant l'échéance au 31 octobre 2015 le cas échéant, ou de son non-renouvellement ou sa reconduction à cette date.

Le code rural (article L 411-32) prévoit la possibilité, avec l'autorisation du Préfet, de résilier le bail avant son terme ou bien de ne pas le renouveler, en cas de changement de la destination agricole des terrains, le fermier ayant alors droit à indemnisation.

En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition de la parcelle cadastrée RW 33 d'une superficie de 47.210 m2, propriété de M. et Mme Hubert EUZET située avenue Albert Einstein, au prix de 550.610 €, augmenté des honoraires de négociation d'un montant de 49.389,71 € dus à l'agence immobilière « Intelligence-Management-Ingénierie »,
- de demander à Maître BOTTA, notaire à Frontignan, de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville,
- de dire que les dépenses seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser la Ville à percevoir le montant annuel de 3.400 € (actualisé chaque année en fonction de la variation de l'indice des fermages) correspondant au loyer dû par le fermier Monsieur Pierre de COLBERT et de dire que cette recette sera imputée au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 56
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

20 - Foncier - Acquisition d'un cheminement piéton - Lotissement le Mas du Vigan - Réserve C 66 du PLU

Philippe SAUREL : Dans le cadre des aménagements de la ZAC (zone d'aménagement concerté) Ovalie et notamment du stade de rugby Yves du Manoir, une réserve C 66 est inscrite au plan local d'urbanisme pour la création d'un cheminement piéton inclus dans l'emprise de la copropriété « Le Victoria », parcelle cadastrée IM 100, située dans le lotissement « Le Mas du Vigan ».

Ce cheminement piéton d'une superficie de 219 m² environ est déjà aménagé, et ouvert au public. Il constitue un accès important aux futurs aménagements de la ZAC Ovalie, notamment au stade de rugby Yves du Manoir.

A ce jour, les voiries du lotissement sont classées dans le domaine public communal et le classement de ce passage piéton pourra permettre d'officialiser la desserte piétonne du quartier.

Il s'agit d'acquérir ce cheminement piéton à titre gratuit compte tenu de la nature du bien cédé. Après réalisation du découpage cadastral par un géomètre, l'emprise concernée est cadastrée IM 252 pour 219 m².

Les copropriétaires de la résidence « Le Victoria » ont donné leur accord en assemblée générale du 30 juin 2008 pour la cession gratuite de ce chemin piéton, et ont décidé de mandater le syndic « COGESIM » pour la signature de l'acte notarié.

Maître VIALLA, notaire à Montpellier, a été désigné par le syndic « COGESIM » pour rédiger l'acte de transfert de propriété, aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'acquérir, à titre gratuit, une emprise de 219 m², nouvellement cadastrée IM 252, pour permettre l'incorporation d'un cheminement piéton dans le domaine public communal,
- de confier la rédaction de l'acte à Maître VIALLA, notaire, aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

- Pour : 56
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

21 - Foncier - Impasse Louis Charles Eymar - Projet d'élargissement - Acquisition propriété TERRA NOSTRA

Philippe SAUREL : Afin d'améliorer la desserte du site du Collège des Ecossais, un projet d'élargissement de l'impasse Eymar à 12m a été étudié pour créer les trottoirs inexistants à cet endroit, et organiser le stationnement des véhicules actuellement anarchique.

Les négociations ont été engagées auprès des deux propriétaires concernés, afin d'acquérir les emprises nécessaires de part et d'autre.

La Société TERRA NOSTRA, représentée par Monsieur Philippe BASCOUL, est propriétaire de la parcelle AR 263 de 143 m².

Compte tenu du fait que cette impasse ne fait l'objet d'aucune réserve au PLU, des négociations ont abouti à un accord amiable sur la base d'une acquisition à 70 €/m², conformément à l'estimation des services fiscaux.

Il est donc proposé d'acquérir la parcelle AR 263 de 143 m², pour un montant de 10 010 € auprès de la Société TERRA NOSTRA.

Les crédits nécessaires à cette acquisition sont disponibles sur le budget de la Ville, ligne « *Acquisition terrain* ».

Maître Jean-Jacques PEREZ est le notaire désigné par Monsieur BASCOUL. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

Après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'acquérir la parcelle AR 263 de 143 m² pour un montant de 10 010 € auprès de la Société TERRA NOSTRA, montant conforme à l'estimation des services fiscaux,
 - de saisir Maître Jean-Jacques PEREZ, Notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.
-
- Pour : 56
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

22 - Déclassement du domaine public communal - Délaissé de voirie Carrefour des rues Puech Villa et Croix de Lavit

Philippe SAUREL : Suite aux mutations d'activités dans le secteur situé entre la ZAC Euromédecine, la rue Saint-Priest et l'avenue des Moulins, et en vue d'améliorer la qualité de vie et des déplacements des habitants, la Ville souhaite réaménager la rue de la Galéra et la rue Croix de Lavit.

Dans cette perspective et afin de régler des problèmes de sécurité routière, la Ville a déjà modifié le carrefour situé à la jonction de la rue Croix de Lavit et de la rue Puech Villa, au droit des parcelles cadastrées TC 81 et TC 128.

Dans le cadre de cet aménagement, la voie a été reprofilée et un délaissé de voie a été créé de fait. Aujourd'hui, cet espace d'une superficie d'environ 617 m² n'a plus d'usage particulier et ne présente pas d'intérêt pour la Ville dans l'avenir.

Par conséquent, il a été décidé de procéder au déclassement de cette emprise par procédure d'enquête publique. L'enquête publique préalable au déclassement du domaine public a eu lieu du mardi 13 octobre au mardi 27 octobre 2009 inclus. Madame le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable à ce déclassement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de désaffecter et de déclasser du domaine public communal une emprise d'environ 617 m² située à la jonction de la rue Croix de Lavit et de la rue Puech Villa pour permettre le classement de cette emprise dans le domaine privé de la Ville,
- de faire procéder au numérotage de cette nouvelle parcelle par un géomètre auprès des services du cadastre,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

- Pour : 56
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

23 - Cession gratuite suite permis de construire pour Elargissement rue Favre de Saint-Castor - Propriété "SANOFI - AVENTIS"

Philippe SAUREL : La société « SANOFI AVENTIS » a déposé et obtenu un permis de construire sur de multiples parcelles, d'une contenance totale de 304 877 m², situées au nord de la Ville, afin de réaliser des locaux supplémentaires.

L'arrêté du permis de construire n° 34 172 07V0070, délivré le 31 juillet 2007, prévoit la cession gratuite au titre du permis, du terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Favre Saint-Castor, à extraire des parcelles TX 20, TX 31 et TX 45, conformément à l'opération C61 du Plan Local d'Urbanisme.

Il s'agit maintenant, d'acquérir une emprise de terrain, nouvellement cadastrée TX 54 pour 491 m² et TX 58 pour 475 m².

Les services fiscaux ont évalué le terrain à 10 €/m² soit 9 660 € pour 966 m², montant donné à titre indicatif, qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques (cession gratuite).

La société « SANOFI AVENTIS » a donné son accord à la cession gratuite, par courrier.

Maître Thierry VERGNE, notaire à Nîmes, a en charge les intérêts de la société « SANOFI AVENTIS ».

En conséquence, il est proposé :

- d'acquérir gratuitement les parcelles TX 54 pour 491 m² et TX 58 pour 475 m², au titre du permis de construire, afin de permettre l'élargissement et l'aménagement de la rue Favre Saint-Castor, conformément à l'opération C61 du Plan Local d'Urbanisme.
- de saisir Maître Thierry VERGNE, notaire à Nîmes, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 56
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à la l'unanimité.

24 - Cession gratuite suite permis de construire Elargissement Rue de la Roqueturière - Propriété "SARL L'Atelier de Bazille"

Philippe SAUREL : La SARL l'Atelier de Bazille a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle BE 668, d'une contenance de 4 227 m², située rue de la Roqueturière, afin de réaliser un immeuble d'habitation.

L'arrêté du permis de construire n° 34 172 07V0288, délivré le 14 janvier 2008, prévoit la cession

gratuite au titre du permis, du terrain nécessaire à l'élargissement de la rue de la Roqueturière, voie annexée au Plan Local d'Urbanisme.

Il s'agit maintenant, d'acquérir une emprise de terrain, nouvellement cadastrée BE 753, d'une contenance de 26 m², déjà intégrée de fait dans le domaine public.

Les services fiscaux ont évalué le terrain à 6,65 €/m² soit 172.90 € pour 26 m², montant donné à titre indicatif, qui servira de base de calcul pour le salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques (**cession gratuite**).

La SARL l'Atelier de Bazille a donné son accord à la cession gratuite par courrier.

Maître Didier CALMEL, notaire à Millau, a en charge les intérêts de SARL l'Atelier de Bazille.

En conséquence, il est proposé :

- d'acquérir gratuitement la parcelle BE 753 d'une contenance de 26 m², au titre du permis de construire, afin de régulariser l'élargissement de la rue de la Roqueturière, conformément au plan d'alignement annexé au Plan Local d'Urbanisme.
- de saisir Maître Didier CALMEL, notaire à Millau, pour rédiger l'acte notarié, aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 56
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

Mme le Maire revient en séance et reprend la présidence.

25 - Z.A.C. Hippocrate - Vente d'un terrain à la S.E.R.M. - Boulevard Pénélope - parcelles cadastrées SK 220p et SK 214p

Philippe SAUREL : Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de la zone d'aménagement concerté « Hippocrate » sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires notamment dans le domaine de la santé offrant une surface constructible de 48.000 m² dont 24.000 m² dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22.000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers, et enfin 2.000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville à la Communauté d'agglomération de Montpellier par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Ville est propriétaire d'un terrain situé au niveau du boulevard Pénélope et contigu à la clinique du Millénaire d'une superficie d'environ 3400 m² acquis en 1993 à titre de réserve foncière. Il est cadastré SK 220 partie et SK 214 partie, et est inscrit en zone 4AU 5 du plan local d'urbanisme.

Désormais, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.), concessionnaire de la Z.A.C. « Hippocrate » souhaite acquérir cette parcelle afin de poursuivre la réalisation des objectifs de cette Z.A.C..

Conformément à l'estimation des services fiscaux, ces terrains seront vendus à la S.E.R.M. pour un montant de 40 €/m² soit un total d'environ 136.000€.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de vendre à la S.E.R.M. les parcelles cadastrées SK 220 partie et SK 214 partie représentant une superficie d'environ 3400 m² au prix de 40 €/m², soit un montant total d'environ 136.000 €,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
- de demander à Maître BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte de vente aux frais de la S.E.R.M.,
- d'autoriser Madame la Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatifs à cette affaire.

- Pour : 57
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

26 - MISSION GRAND CŒUR Changement de statut de l'entreprise ROMANO - Avenants de transfert des marchés en cours (grilles d'entrée et château d'eau du Peyrou)

Philippe SAUREL : Les marchés 6E25285B (Promenade du Peyrou – Restauration des grilles Est, de la statue équestre et de l'aqueduc aux 3 arches) et 8F43285D (Place royale du Peyrou - Restauration du château d'eau) ont été attribués pour le lot ferronnerie à BRUNO ROMANO entreprise artisanale.

Or, cette entreprise a changé de statut juridique pour devenir une société à responsabilité limitée : SERRURERIE ROMANO SARL.

Cette société est donc le nouveau titulaire de ces 2 marchés et, à ce titre, s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations résultant des contrats initiaux. Pour ce faire, il convient de passer un avenant de transfert pour chacun des 2 marchés.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de :

- prendre acte du changement du titulaire des marchés suite au changement de statut de l'entreprise attributaire,
- autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

- Pour : 57
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

27 - MONTPELLIER GRAND CŒUR Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Philippe SAUREL : Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009 et du 22 juin 2009.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

O.T.I., 2 rue Hippolyte	13.141,85 €
Association Foyer du Carmel, 10 bis rue Moquin Tandon	12.264,75 €
M. SALVAT ou Mme METAIS, 7 rue Jugan	6.883,37 €
M. PARISSET Jean, 21 rue Thérèse	2.264,92 €
M. PARISSET Jean, 19 rue Thérèse	788,21 €
RAYNAUD Immobilier, 11 rue de la Garenne	4.200,00 €
Association Méridionale de l'Enclos Tissié Sarrus, 4 impasse Tissié Sarrus	59.800,00 €
SINE QUA NON, 22 rue Thérèse	3.281,63 €
M. LAUSSEL Roger – SCI VERDANSON, 43 quai du Verdanson	7.716,88 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 57
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à la l'unanimité.

M.VIGUIE revient en séance.

28 - Port Marianne - Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer l'Avenant n° 1 - Lot A : Structures et Fondations

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil Municipal en date du 4 mai 2007, le groupement d'entreprises : Castel & Fromaget / Bec Construction Languedoc - Roussillon / Franki, a été attributaire du marché de travaux pour la réalisation du lot A : Structures et Fondations.

Le marché a été notifié le 20 juin 2007 pour un montant de 24 415 698,25 € H.T.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, il a été nécessaire de prendre en compte techniquement et financièrement les éléments suivants :

1 – Réalisation de divers travaux supplémentaires, liés principalement au renforcement de la sécurité incendie, l'adaptation du bâtiment à la nouvelle réglementation handicapés, et à l'aménagement de l'aire de livraison qui jouxte le bâtiment principal ;

2 – La réalisation de réservations supplémentaires au marché dans les poutres intérieures pour le passage des réseaux ;

3 – La mise en place de moyens complémentaires pour la réalisation des planchers de la salle du conseil dont la capacité a été adaptée aux futures évolutions institutionnelles ;

4 – Le transfert, en tranche conditionnelle, de la réalisation des passerelles Ouest et Est prévues initialement en tranche ferme.

Il est donc proposé de passer un avenant n° 1 au groupement : Castel & Fromaget / Bec Construction Languedoc – Roussillon / Franki, titulaire du lot A : Structures et fondations.

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, le nouveau montant du marché s'élève à :

Le délai d'exécution, propre au lot A, dans le cadre d'un délai global maximum d'exécution de 42 mois (y.c. la période de préparation), est fixé à 23 mois. Il est fixé à 3 mois pour la tranche conditionnelle.

En € H.T.	Tranche ferme			Tranche conditionnelle		
Marché initial	24 370 852,25 €			24 066,00 €		
	Part Castel & Fromaget	Part Bec Construction L.-R.	Part Franki	Part Castel & Fromaget	Part Bec Construction L.-R.	Part Franki
1 – Travaux supplémentaires	424 485,80	1 023 090,69	62 465,00	43 923,00		
2 – Réservations supplémentaires	500 000,00					
3 – Incidence Salle du Conseil	130 000,00					
4 – Tranches : tranche ferme / tranche conditionnelle	- 20 000,00			20 000,00		
Total Avenant n°1	1 034 485,80	1 023 090,69	62 465,00	63 923,00	0,00	0,00
Total par tranche	2 120 041,49			63 923,00		
Montant total du nouveau marché en Euros H.T.	26 490 893,74			87 989,00		
Soit une augmentation globale de 8 ;95%						

Jacques DOMERGUE : J'aimerais que M. SAUREL précise l'augmentation du budget, telle qu'elle a été exposée précédemment.

Philippe SAUREL : Le chiffre que vous avez donné tout à l'heure, vis-à-vis de la construction de la nouvelle mairie, est totalement erroné, le montant actuel étant de 125 millions d'euros et non de 150 millions d'euros. Nous nous sommes référés à un plafond maximum de 130 millions d'euros. Malgré cet avenant de 2 millions d'euros, nous restons dans l'épure du CRAC que nous avons voté en juillet de 125 millions d'euros et nous avons ménagé des réserves pour la modification utile et éventuelle des constructions. L'essentiel de cet avenant ne provient pas du projet de la salle du Conseil mais bien plutôt de l'aménagement de l'espace afin de faire passer gaines et réseaux que les infrastructures ont du supporter – les poutres ont du être perforées à plusieurs endroits, et il convient de leur donner une rigidité supplémentaire car la place des gaines et des réseaux avait été sous-estimée. Cet avenant de 2 millions d'euros reste néanmoins dans l'enveloppe de 125 millions d'euros que nous avons votée.

Jacques DOMERGUE : M. SAUREL, vous confirmez que la salle du Conseil justifie cet avenant ?

Philippe SAUREL : Comme l'a précisé Mme le Maire tout à l'heure, 130 000 euros sont prévus pour la salle du Conseil, le reste étant prévu pour le réaménagement des poutres.

En conséquence, après le passage à la commission d'appel d'offres en date du 19 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'avenant en plus-value de 2 120 041,49 € H.T. pour la tranche ferme et 63 923,00 € H.T. pour la tranche conditionnelle, au marché de groupement : Castel & Fromaget / Bec Construction Languedoc – Roussillon / Franki, dont le montant est ainsi porté à 26 490 893,74 € H.T. pour la tranche ferme et 87 989,00 € H.T. pour la tranche conditionnelle, le nouveau délai d'exécution, et la clause de non recours ;
 - d'autoriser Madame le maire, ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer l'avenant et plus généralement, à signer tous documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 57
 - Abstention : /
 - Contre : 1 (M.VIGUIE)
- Adopté à la majorité.

29 - Aire de stationnement des Gens du Voyage - Convention de Délégation de Service Public entre la Ville de Montpellier et GDV Sarl

Christian BOUILLE : Dans le cadre de la politique définie par les pouvoirs publics concernant les gens du voyage, la Ville de Montpellier, en application du schéma départemental des aires de stationnement des gens du voyage, a aménagé sur son territoire une aire de stationnement de 40 emplacements, située 514 avenue Léon Jouhaux, et destinée au stationnement des gens du voyage, titulaires d'un titre de circulation, vivant en caravane et transitant sur le territoire de la commune. Cet équipement d'accueil entre dans le cadre des dispositions relatives à l'application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, ainsi qu'à la circulaire UHC/IUH/12 n°2001-649 du 5 juillet 2001 s'y rapportant. Il a été ouvert en 1995 et est exploité depuis le 1^{er} janvier 2004 dans le cadre d'une convention de Délégation de Service Public renouvelée le 1^{er} janvier 2007 pour une durée de 3 ans.

Le choix du mode de gestion par délégation de service public mis en place à partir de 2004 a fait suite aux difficultés rencontrées jusqu'alors par la collectivité pour assurer la gestion de l'aire en régie directe. La mise en place d'une gestion déléguée permet notamment un suivi rigoureux du fonctionnement de l'équipement dont l'ouverture, la gestion et le gardiennage peuvent être effectués 365 jours par an, 24h sur 24h.

La précédente convention expirant au 31 décembre 2009, une procédure de renouvellement de la délégation de service public a donc été lancée pour la désignation d'un nouveau gestionnaire à compter du 1^{er} janvier 2010, pour une durée de 3 ans. Cependant, pour des raisons techniques, la convention, qui devait expirer au 31/12/09, a été prolongée par avenant pour une période de 3 mois, soit jusqu'au 31 mars 2010. La nouvelle convention prendra donc effet au 1^{er} avril 2010 pour une durée de 2 ans et 9 mois.

Le rappel de la procédure de renouvellement de la DSP est détaillé ci-après :

- 09/12/09 : Avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux sur le principe de renouvellement de la DSP
- 30/03/09 : Délibération du Conseil Municipal fixant le principe de délégation et constituant la commission spécialisée
- 25/04/09 : Envoi des avis de publicité de l'appel à candidatures
- 27/05/09 : Date limite de réception des candidatures
- 16/06/09 : 1^{ère} réunion de la commission spécialisée : ouverture des dossiers de candidatures

- 18/06/09 : 2^{ème} réunion de la commission : sélection des candidatures
- 03/08/09 : Date limite de réception des offres
- 14/09/09 : 3^{ème} réunion de la commission : ouverture des offres
- 13/10/09 : 4^{ème} réunion de la commission : sélection des offres
- 27/10/09 : Audition des 2 candidats retenus pour la phase de négociation : L'Hacienda SG2A et GDV Sarl
- 13/11/09 : Date limite de réception des nouvelles propositions des 2 candidats retenus

Après examen, il apparaît que l'offre définitive de GDV Sarl intègre les prescriptions du document programme et propose les éléments nécessaires à un fonctionnement efficient de l'aire. La convention retenue aura une durée de 2 ans et 9 mois, du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2012.

Sur le plan financier, le budget prévisionnel pour le fonctionnement de l'aire pour la durée totale de la convention s'élève à 884 849,08 € TTC. Ce montant inclut une participation prévisionnelle de la Ville d'un montant de 716 225,08 € TTC ainsi que les redevances des usagers pour un montant de 168 624 €. Il est à noter que la Ville sollicitera des aides de la Caisse d'Allocation Familiale estimées à 190 728 € et du Conseil Général de l'Hérault estimées à 90 000 €. GDV Sarl est l'actuel titulaire de la Délégation de Service Public de l'aire d'accueil des gens du voyage. Il assure actuellement sa mission avec rigueur à la satisfaction des usagers de l'aire.

L'offre de la société GDV Sarl répond de manière optimale aux attentes de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de Délégation de Service Public pour la gestion de l'aire de stationnement des gens du voyage entre la Ville de Montpellier et GDV Sarl, annexée à la présente délibération ainsi que le Règlement intérieur de l'aire d'accueil ;
- De solliciter les subventions concernant la gestion déléguée de cette activité auprès des principaux partenaires notamment la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil général ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 57
- Abstention : /
- Contre : 1 (M.VIGUIE)

Adopté à la majorité.

30 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions

Christian BOUILLE : Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la Concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

Mlle SEDARD Laure et M. ROQUEFORT Mathieu, 15 bd. Renouvier	1.648,80 €
Cabinet PECOUL, 12 rue Bornier	4.000,00 €

Mme GUISSART et Mme OLIVARES, 20 rue de la Verrerie	616,17 €
M. BOSC Rémi, 4 rue Serane	600,00 €
Mme JEANNERET Françoise, 31 rue de Metz	2.801,10 €
SOGICO syndic, 19 rue du père Fabre	4.000,00 €
Mme PENDRIÉ Anne-Marie, 1 rue Desmazes	362,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
 - d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

31 - Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier - Partenariat Ville de Montpellier - Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Convention d'application de la charte de relogement - Approbation

Christian BOUILLE : Afin de poursuivre la restructuration des quartiers classés en zone urbaine sensible, la Ville de Montpellier met en œuvre un projet de rénovation urbaine portant sur les quartiers Mosson (Hauts de Massane, La Paillade), Centre (Gély Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson) et Cévennes (Petit Bard, Pergola).

Ce projet est entré en pleine phase opérationnelle : démolition de tours à la Mosson, démarrage des démolitions au Petit Bard, lancement des opérations de reconstruction, aménagement d'espaces publics,... Il s'attache à améliorer les conditions de vie de tous les habitants concernés, à commencer par ceux qui seront le plus directement touchés, à travers la démolition de leur logement.

La charte de relogement approuvée par le Conseil municipal du 30 juin 2008 est venue préciser les objectifs stratégiques inscrits dans le projet de rénovation urbaine. Elle formalise, pour chaque opération génératrice de relogements, l'ambition commune des partenaires et leurs engagements vis-à-vis des habitants concernés. Elle place le ménage au cœur du dispositif en l'inscrivant dans un parcours résidentiel positif.

Le relogement constitue à la fois un élément fondamental de la réussite des projets de rénovation urbaine et un des freins à l'avancement plus rapide de ces projets. Afin d'accroître l'offre de logements correspondant aux besoins et aux capacités contributives des ménages, un partenariat a été proposé à l'ensemble des bailleurs sociaux actifs sur Montpellier.

Après plusieurs rencontres, un consensus a été trouvé autour d'un dispositif liant relogement et capacité à construire des logements neufs.

Il s'agit de proposer aux bailleurs partenaires de bénéficier d'un « droit à construire » trois logements en Zone d'Aménagement Concerté ou sur du foncier maîtrisé par la Ville dans le reste du territoire communal en contrepartie d'un relogement effectif au profit des opérations de rénovation urbaine.

La Ville attend de ce partenariat qu'il permette de démultiplier les offres de relogement et ainsi

d'accélérer la mise en œuvre du Projet de Rénovation Urbaine sur les trois quartiers Mosson, Cévennes et Centre.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, après avoir déjà souscrit aux objectifs partagés de la Charte de relogement et signé ladite charte, souhaite s'inscrire activement dans ce nouveau partenariat. Il démontre ainsi son attachement au développement de la Ville de Montpellier et en particulier son implication dans la réussite du projet de rénovation urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature d'une convention partenariale d'application de la charte de relogement avec l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

32 - Projet de Rénovation Urbaine de la Ville de Montpellier - Contrat Projet de développement urbain 2005/2009 de Montpellier Ville/Conseil Général (Quartiers Mosson – Centre – Cévennes) - Avenant n°2 à l'accord cadre

Christian BOUILLE : Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier mène des actions visant à l'amélioration des conditions de vie des habitants dans les quartiers inscrits au titre de la politique de la ville. Aujourd'hui, la Ville poursuit son engagement sur ces quartiers par un ambitieux projet de rénovation urbaine sur les quartiers de la Mosson, les Cévennes (Petit Bard – Pergola) et le Centre en partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les collectivités locales, les bailleurs sociaux et la Caisse des dépôts et consignations.

A ce titre, le Conseil Général a adopté le 20 novembre 2006, l'accord-cadre 2005-2009 du Contrat projet de développement urbain de Montpellier (quartiers Mosson-Centre-Cévennes) qui a pour objet la mise en œuvre du partenariat entre le Conseil Général de l'Hérault et la Ville de Montpellier autour de la thématique de la rénovation urbaine.

Les actions de rénovation urbaine développées dans ce contrat permettent d'intervenir fortement sur l'habitat, le cadre de vie et d'impulser une nouvelle dynamique économique.

Le Conseil municipal du 9 novembre 2009 a approuvé la prorogation de ce contrat jusqu'au 31 décembre 2011.

Il est proposé un avenant n° 2 à cet accord cadre, concernant des opérations du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola).

C'est avant tout un avenant technique qui a pour objet :

- le retrait de cet accord cadre de la convention relative à l'OPAH Appolinaire, dans la mesure où le Département attribue des subventions directement aux propriétaires et non à la collectivité. L'objectif étant de clarifier la gestion de cette convention, par ailleurs déjà contractualisée entre la Ville, l'ANAH, l'Agglomération et le Département.

- l'attribution de crédits supplémentaires (+193 800 €) au Plan de sauvegarde du Petit Bard par le retrait de deux opérations inscrites initialement dans cet accord cadre :
- L'aménagement du parc Alicanto : 165.000 € de subvention du Conseil Général à la Ville,
- La création d'une voirie de piquage Pergola-rue de l'Oasis : 40.000 € de subvention du Conseil Général à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n° 2 à l'accord cadre du contrat de projet de développement urbain de Montpellier,
 - d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

33 - QUARTIER CEVENNES - PROJET DE RENOVATION URBAINE CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) - Plan de Sauvegarde Petit Bard Attribution de subventions

Christian BOUILLE : Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au plan de sauvegarde du Petit Bard qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes. Le Plan de Sauvegarde du Petit Bard a été arrêté le 22 août 2007 et modifié par un nouvel arrêté préfectoral le 23 avril 2009 portant approbation de l'avenant n°1.

L'engagement de la Ville de Montpellier dans ce dispositif a fait l'objet d'une convention financière, signée le 28 décembre 2007 avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault. Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement, signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance aux propriétaires ou syndics pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Conformément au règlement d'intervention approuvé par le Conseil Municipal du 30 mars 2009, modifié par délibération du 9 novembre 2009, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties communes des immeubles, une prime de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée à 1 600 € par logement.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 4 mai 2009, une première phase de travaux a été subventionnée par la Ville et ses partenaires pour les copropriétés « Les Alisiers », « Les Saxifrages », « Le Lyciet », concernant la mise en place de compteurs d'eau par logement. Cela a permis d'engager l'individualisation des charges prévue par le plan de sauvegarde. Les occupants (propriétaires ou locataires) connaissent précisément leur consommation d'eau et peuvent ainsi la maîtriser. Ils règlent dorénavant leurs factures directement au concessionnaire VEOLIA Eau et la copropriété n'a donc plus à supporter la charge d'impayés ou d'avances sur consommation.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de quatre copropriétés du Petit Bard : « Les Alisiers », « Les Saxifrages », « Le Lyciet », « Henri de

Régnier », incluses dans le périmètre du plan de sauvegarde.

Les caractéristiques de chacune de ces opérations et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaires en qualité de	FDI ICI Syndic de copropriété	FDI ICI Syndic de copropriété	FDI ICI Syndic de copropriété	FDI ICI Syndic de copropriété
Caractéristiques de l'opération	Parties communes	Parties communes	Parties communes	Parties communes
Nature des travaux	Réhabilitation complète	Réhabilitation complète	Réhabilitation complète	Réhabilitation complète
Adresse	Les Alisiers (n°5)	Les Saxifrages (n°6)	Le Lyciet (n°7)	Henri de Régnier (n°4)
copropriété				
bâtiment	Bâtiment C1	Bâtiment C2	Bâtiment C3	Bâtiment D
rue	des Alisiers	des Saxifrages	du Lyciet	de Régnier
Nombre de logements	40	40	40	100
Surface (m²)	2040	2040	2040	5716
Coût de l'opération HT	748 747,00 €	748 747,00 €	748 747,00 €	2 145 289,00 €
Dépense subventionnable	600 767,00 €	600 767,00 €	600 767,00 €	1 600 000,00 €
Subventions				
ANAH	390 342,00 €	390 342,00 €	390 342,00 €	1 029 024,00 €
Ville de Montpellier	60 076,70 €	60 076,70 €	60 076,70 €	160 000,00 €
Montpellier Agglomération	6 400,00 €	6 400,00 €	6 400,00 €	16 000,00 €
Conseil Général	53 889,00 €	53 889,00 €	53 889,00 €	144 000,00 €
Total des subventions	510 707,70 €	510 707,70 €	510 707,70 €	1 349 024,00 €

Ces travaux permettent de répondre aux enjeux du Plan de Sauvegarde qui sont à la fois de :

- redresser financièrement l'ensemble immobilier et consolider les copropriétés constituées,
- intégrer ce quartier à la ville et retrouver des modalités de fonctionnement urbain et de gestion adaptées afin de produire une amélioration durable du cadre de vie des habitants.

Les travaux, objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes sur les immeubles concernés. Conformément aux objectifs du Plan de sauvegarde, ils répondent à trois préoccupations :

- préserver le clos et le couvert ;
- rénover les parties communes ;
- contrôler la consommation des énergies.

Ces travaux permettent une maîtrise et des économies d'énergies grâce à l'isolation des bâtiments et à l'individualisation des charges de chauffage.

Plus précisément, ils concernent la réfection de l'étanchéité des toitures, la pose de volets et de menuiseries isolantes, pose de blocs de portes palières, la réfection des cages d'escaliers, les mises aux normes électriques, interphones, ouvre portes, antenne TV collective, l'adaptation du réseau de chauffage, la mise aux normes du réseau gaz, la réfection des étanchéités façades, la pose de lisses de sécurisation sur allèges, la fermeture des séchoirs-réfection réseau ventilation, la reprise des auvents d'entrées, des gardes corps sur pignons, la reconfiguration des colonnes gaz pour pose de chaudières à condensation et la mise en place de réseaux plomberie pour eau chaude solaire et la mise en place de l'individualisation des charges de chauffage et de leur recouvrement. Enfin, les conduites d'eaux pluviales et d'eaux usées défectueuses seront remplacées.

Concernant le bâtiment D, « Henri de Régnier », les travaux d'individualisation des compteurs d'eau seront réalisés de manière concomitante.

Arnaud JULIEN : Nous aimerions, Mme le Maire, que vous commentiez les propos que vous avez tenus lors de la réunion publique sur le Petit-Bard.

Mme Le Maire : Il s'agissait d'une réunion privée de travail, je n'ai donc pas de commentaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 60 076,70 € à la copropriété « Les Alisiers », une subvention de 60 076,70 € à la copropriété « Les Saxifrages », une subvention de 60 076,70 € à la copropriété « Le Lyciet », une subvention de 160 000 € à la copropriété « Henri de Régnier », copropriétés gérées par le syndic de copropriété FDI-ICI, demeurant 123bis, avenue de Palavas à Montpellier.
 - de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : nature 2042, chapitre 908 ;
 - de dire que le paiement de la subvention, s'effectuera sur présentation, par les propriétaires, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
 - d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.
- Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

34 - QUARTIER CEVENNES PROJET DE RENOVATION URBAINE (PETIT BARD - PERGOLA) OPAH Copropriété Apollinaire - Attribution de subventions

Christian BOUILLE : Le quartier du Petit Bard – Pergola dispose de plusieurs dispositifs d'intervention :

- La convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola), signée le 25 novembre 2005 qui permet la transformation urbaine du quartier (reconstruction, démolition), l'aménagement des espaces extérieurs du quartier et à la construction d'équipements publics ;
- Le contrat urbain de cohésion sociale, signé le 12 avril 2007, qui s'intéresse au volet social de la requalification de ce quartier (éducation et scolarité, accès à l'emploi et développement économique, habitat et cadre de vie, accès à la prévention et aux soins, citoyenneté et prévention de la délinquance) ;
- Le plan de sauvegarde de la copropriété le Petit Bard, approuvé par arrêté préfectoral du 22 août 2007, qui participe au redressement de la situation financière de l'ensemble immobilier et à la consolidation des copropriétés et une OPAH Copropriété dégradée pour la copropriété Guillaume APOLLINAIRE.

Lors des études préalables pour l'élaboration du plan de sauvegarde du Petit Bard, la Commission plénière d'élaboration du plan, présidée par le Préfet, avait conclu que le dispositif de plan de sauvegarde n'était pas l'outil adéquat pour la résorption des difficultés de la copropriété Apollinaire. En effet, cette dernière ne connaît pas de difficultés de même nature que celles qui ont touché la copropriété « Le Petit Bard », notamment en terme de gestion et d'impayés.

Les partenaires ont donc retenu le principe d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) pour la copropriété Guillaume Apollinaire. Par délibération du Conseil municipal du 9 novembre 2009, une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété dégradée pour la copropriété Apollinaire a été approuvée. Elle permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH), du Département de l'Hérault, de Montpellier Agglomération et de la Ville de Montpellier.

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, sur son budget, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat autour de certaines thématiques prioritaires.

Conformément au règlement d'intervention approuvé par délibération du Conseil Municipal du 9 novembre 2009, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des immeubles, une prime de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée à 1300 €/logement et des honoraires subventionnables de l'ANAH, plafonnés à 15% des travaux éligibles.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de la copropriété « Apollinaire ». Les caractéristiques de cette opération et son plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaires <i>en qualité de</i>		FDI ICI <i>Syndic de copropriété</i>
Caractéristiques de l'opération		Parties Communes
Nature des travaux		Réhabilitation globale
Adresse	copropriété	Apollinaire
	bâtiment	Bâtiment B
	rue	Avenue du Petit Bard
Nombre de logements		35
Surface (m²)		1944
Coût de l'opération HT (Travaux + honoraires)		684 960,00 €
Dépense subventionnable		514 332 €
Subventions		
ANAH		180 016 €
Ville de Montpellier		51 433,20 €
Conseil Général		51 433 €
Total des subventions		282 882,20 €

Ces travaux permettent de répondre aux enjeux de l'OPAH qui sont à la fois de :

- réaliser les travaux visant à l'amélioration thermique des bâtiments pour des économies de charges et d'énergie,
- favoriser la mixité sociale,
- maintenir les propriétaires occupants.

Dans cette optique, les objectifs qualitatifs recherchés pour les parties communes sont les suivants :

- Résorber les fuites et les infiltrations d'eau,
- Traiter les problèmes d'étanchéité : toitures, gouttières, réseaux d'approvisionnement en eau potable et réseaux d'eaux usées,
- Requalifier les halls d'entrée et les cages d'escaliers pour résoudre les problèmes de sécurité et d'usage (minuterie, interphone, portes d'entrée),
- Réaliser des travaux d'isolation sous toiture mais aussi du plancher haut du rez de chaussée ou bas de rez de chaussée pour résoudre les problèmes de déperditions thermiques du bâtiment et de la consommation d'énergie,
- Installer des menuiseries isolantes avec réfection des ventilations en remplacement des menuiseries en bois vétustes et non étanches,
- Réserver les montées d'escaliers aux logements (en envisageant la fermeture de l'accès aux commerces par la montée d'escaliers et par la création d'un accès direct aux caves effectivement liées aux commerces).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 51 433,20 € à la copropriété « Apollinaire », copropriété gérée par le syndic de copropriété FDI-ICI, demeurant 123bis, avenue de Palavas à Montpellier.
 - de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : nature 2042, chapitre 908 ;
 - de dire que le paiement de la subvention, s'effectuera sur présentation, par les propriétaires, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
 - d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.
-
- Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

35 - QUARTIER MOSSON - Résidence du Lac - Vente d'un logement social par ACM à son locataire

Christian BOUILLE : Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements et commune garante des emprunts contractés pour la construction de ces logements.

Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à vendre à son locataires, un logement collectif situé dans la résidence « du Lac », sise 53 rue A Peyre et 3 rue Pierre Cardenal.

Le logement concerné est un logement de type 5 d'une superficie de 105,6 m² ; il est situé au 3^{ème} étage du bâtiment D de ladite résidence.

La valeur de ce logements a été estimée par le service des domaines à 110.000€.

Par ailleurs, ACM a fait parvenir à la Ville une demande de réduction de la quotité de garantie apportée par la Ville sur le prêt MPH 257233 correspondant au prix de cession.

La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du PLH et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente par ACM à son locataire, d'un logement situé dans la résidence « du Lac », sise 53 rue A Peyre et 3 rue Pierre Cardenal ;
 - d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire .
 - Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

36 - Marchés à Bons de Commande : Missions de Contrôles Techniques - Diagnostics et Visites Périodiques sur les Bâtiments Communaux et Nouveaux Chantiers

Frédéric TSITSONIS : La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marchés à bons de commande s'appliquant à des missions de contrôles techniques, diagnostics et visites périodiques sur les bâtiments communaux et nouveaux chantiers.

Pour réaliser ces marchés de services, il a été publié le 26 octobre 2009 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics et comportant 2 lots à attribution séparée. Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum passé en application de l'article 77 du code des marchés publics. Ces marchés conclus pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourront être reconduits par période successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'appel d'offres, en date du 19 janvier 2010, a décidé d'attribuer les lots suivants aux bureaux de contrôles techniques ci-dessous désignés présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

LOTS	Moyenne des Besoins sur 1 an en Euros H.T.	Bureaux de Contrôles Techniques retenus
1 – Missions de contrôles techniques et diagnostics généraux	250 000,00	BUREAU VERITAS 34000 Montpellier
2 – Diagnostics de la gestion patrimoniale et vérifications périodiques	400 000,00	BUREAU VERITAS 34000 Montpellier

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 19 janvier 2010 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 58
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité.

37 - Crèche collective multi accueil - Quartier Port Marianne - Autorisation de signer la déclaration de travaux - Demande de subventions

Françoise PRUNIER : La ville de Montpellier poursuit une politique dynamique de développement du parc d'établissements communaux d'accueil de jeunes enfants avec pour objectif la solidarité et l'équipement social des quartiers.

Dans ce contexte la ville a programmé l'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) conformément à la délibération n°2009-587 du 14 décembre 2009, d'une surface de planchers hors d'œuvre de 778 m².

La maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'aménagement intérieur de la crèche sera confiée au service Architecture de la ville de Montpellier.

Ces travaux seront exécutés après un appel d'offres ouvert par lots séparés conformément à la réglementation en vigueur du code des marchés publics. Le coût d'objectif, y compris l'équipement et le mobilier nécessaires au fonctionnement de la structure, est estimé à 1 400 000 € TTC.

Un dossier de demande de subvention sera déposé auprès de la Caisse d'allocations familiales et du Conseil Général, partenaires habituels de ces opérations.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de réalisation et d'aménagement intérieur de la crèche du quartier Port Marianne,
- d'autoriser le dépôt d'une déclaration de travaux pour la construction d'une crèche 52 places,
- de lancer les appels d'offres ouverts conformes au programme défini,
- de solliciter auprès des partenaires les subventions les plus larges possibles,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire et notamment la déclaration de travaux afférente.

- Pour : 58
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité.

38 - Structuration des temps d'accueil des enfants dans les écoles primaires de la Ville de Montpellier - Mise en œuvre des Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole (ALAE) 1ère étape : quartier Mosson - Convention entre la Ville et la Caisse d'Allocation Familiale

Jean-Louis GELY : La Ville a décidé de renouveler son niveau d'ambition et son action en faveur de la réussite éducative, en s'inscrivant en complémentarité de l'action des partenaires institutionnels, associatifs ainsi que des familles qui constituent les premiers des acteurs éducatifs.

Afin de mieux accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif, la Ville recherche les meilleures synergies entre les temps scolaire, périscolaire et extrascolaire et souhaite offrir les appuis et les ressources dont les enfants ont besoin pour s'épanouir et être autonomes.

A ce titre, la volonté de la Ville est de définir pour l'ensemble des temps péri et extra scolaires un projet éducatif adapté aux territoires définis par grand quartier.

Le dispositif Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole (ALAE) permet de formaliser la démarche et de mieux coordonner les temps d'animation. L'ALAE est une habilitation accordée et contrôlée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le service de la Protection Maternelle Infantile du Conseil Général de l'Hérault. Il ouvre droit à une prestation de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF).

Le dispositif se mettra en place progressivement sur l'ensemble de la Ville. La démarche est engagée dès ce début d'année 2010 sur le quartier Mosson avec ses 11 groupes scolaires.

Une convention sera signée avec la Caisse d'Allocations Familiales. Celle-ci définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service liée à ce dispositif. L'économie générale de cette convention est la suivante :

La Ville s'engage sur un projet éducatif et social de qualité en mettant en œuvre toute action de formation spécifique de son personnel nécessaire dans une optique d'amélioration continue, notamment en matière d'encadrement des enfants (préparation au Brevet Professionnel Jeunesse Education Populaire et Sport par exemple), et en procédant aux acquisitions de matériels pédagogiques les mieux adaptés aux actions éducatives qu'elle entend développer.

De son côté, la CAF s'engage à verser à la Ville une prestation de service, en complément de la participation des familles (calculée selon leurs ressources et un taux d'effort déterminé par la CNAF). Cette convention est conclue jusqu'au 31/12/2011 et pourra se renouveler sur demande expresse des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention d'objectifs et de financement entre la Ville et la CAF,
- de prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au Budget 2010 de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention et, plus largement, tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 58
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité.

39 - Attribution de subventions dans le cadre des offres culturelles 2009-2010

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier conduit une politique volontariste de réussite éducative qui vise à accompagner l'enfant dans son parcours scolaire et social.

A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à promouvoir une pédagogie de la réussite, par la mise en place d'activités éducatives innovantes dans le domaine scolaire.

Le caractère artistique culturel et scientifique des actions intégrées au temps scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant et facilite les apprentissages fondamentaux.

Les projets soutenus permettent la réalisation de ces activités car ils contribuent au bon développement de la politique en matière d'apprentissage culturel et de réussite éducative.

La ville a donc choisi de financer plusieurs projets qui sont les suivants :

- Un projet « musique et voix »

Depuis plusieurs années, l'opération « musique et voix » également soutenue par l'Inspection Académique et la Direction Régionale des Affaires Culturelles permet de développer la pratique vocale et chorale dans les écoles de la ville par l'intermédiaire d'intervenantes diplômées et agréées, les Dumistes. En parallèle des formations de chef d'orchestre sont mises en place auprès des enseignants impliqués dans l'opération durant l'année scolaire.

Environ 3000 enfants sont concernés dans les quartiers suivants : Mosson/Paillade, Petit Bard, Cévennes, Prés d'Arènes, Centre, Port Marianne.

Cette opération a permis notamment la mise en place des « Chœurs de Circonscription ».

- Un projet « comédie musicale »

Il a pour origine un projet théâtre qui fait le lien entre les projets d'écoles, Marie de Sévigné et Jacques Brel, les projets d'animation périscolaire et une intervention spécifique auprès d'enfants en difficultés menée par l'association D'Clic.

En 2010, cette opération se concrétisera par une trentaine de séances dans 4 classes de l'école Marie de Sévigné et par 3 journées de spectacle au théâtre la Vista par les enfants comédiens des 2 écoles. Le public sera composé de tous les autres élèves.

- Un projet « parcours urbains »

L'association Le Relais, en partenariat avec la société de Transport de l'Agglomération de Montpellier, l'office du tourisme et l'association Passe Muraille, conduit l'opération « parcours urbains » auprès de 6 classes. L'objectif est d'encourager la mobilité des élèves en associant l'ouverture sur la ville, l'éducation aux comportements citoyens et l'accès aux équipements culturels avec des intervenants de qualité ; ces « parcours urbains » se dérouleront de février à juin.

- Des projets d'écoles

L'association Corps à l'Essai effectue un travail autour de l'art contemporain qui englobe des activités interdisciplinaires : danse, arts plastiques, lecture et production d'écrits. Le projet implique 1 classe de CM1 de l'école André Boulloche et propose son œuvre chorégraphique à des CM des écoles du centre ville.

L'association APIEU (Atelier Permanent à l'Environnement Urbain), avec un CM1/CM2 de l'école Louisville, a mis en place un projet d'étude des énergies renouvelables par les éoliennes, en lien avec les autres classes pratiquant la voile et la classe de découverte sur les Aresquiers.

L'association La Ruée vers l'Art, à travers l'écoute et la création de contes, permet de développer l'imaginaire et les échanges entre les enfants. Les 2 classes de maternelles de l'école Madeleine Brès, grâce à ce projet créeront un conte collectif dont chaque enfant aura un exemplaire.

En résumé, nous proposons de soutenir ces projets et d'affecter à ce titre 17 340 euros, répartis comme suit :

Une subvention de 1 500 euros à l'association Brocéliande et 1 500 euros à l'association Récré-a-son

pour le projet « musique et voix ».

Une subvention de 900 euros à l'association La Vista et 2 400 euros à l'association D'Clic théâtre pour le projet « comédie musicale ».

Une subvention de 9 500 euros à l'association Le Relais pour le projet « Parcours Urbains ».

Une subvention de 480 euros à l'association Corps à l'essai pour le projet « Danse ».

Une subvention de 480 euros pour l'association APIEU pour le projet « Découverte de l'énergie éolienne ».

Une subvention de 580 euros pour l'association La Ruée vers l'Art

Après étude de cette affaire, il est proposé au conseil municipal :

- d'affecter les subventions aux associations qui réalisent ces ateliers d'animations culturelles avec les écoles pour un montant total de 17 340 euros et de dire que les crédits sont prévus au chapitre 922 nature 6574.
- d'établir une convention entre la Ville et chaque association. Ces conventions ont pour but de délimiter le périmètre des projets, ainsi que le versement de la subvention.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 58
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité.

40 - Classes de découverte année scolaire 2009-2010 - Désignation des organismes pour la période janvier-juin 2010 - Budget 2010

Jean-Louis GELY : Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier a choisi de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une contribution financière importante afin d'aider les familles et permettre le départ des enfants en classes de découverte.

Pour le 1^{er} semestre de l'année 2010, 43 classes ont été sélectionnées.

La somme prévisionnelle inscrite au budget primitif 2010 pour l'ensemble des classes de découverte s'élève à 198 960 euros

Conformément à la procédure votée lors du conseil municipal du 24 septembre 2002, après étude de la liste des organismes proposée par les enseignants pour accueillir les classes de découverte de janvier à juin 2010, il est proposé de retenir les organismes suivants :

ORGANISMES	LIEUX D'ACCUEIL	NOMS DES ECOLES	NOMBRE DE CLASSES
Ligue de l'enseignement Hérault	Résidence Internationale de Paris, Paris (75)	Louis ARMSTRONG	2 classes
PEP 34	Centre Malibert, St Chinian (34)	Louis ARMSTRONG	2 classes
PEP 34	Centre Malibert, St Chinian (34)	LAMARTINE	1 classe
PEP 34	Centre Malibert, St Chinian (34)	Jeanne DEROIN	2 classes
PEP 34	Centre Malibert, St Chinian (34)	VOLTAIRE	3 classes
PEP 34	Centre Malibert, St Chinian (34)	Charles DICKENS	2 classes
PEP 34	Centre d'Education et Loisirs, Les Angles (66)	GALILEE	1 classe
Centre équestre Municipal Montpellier-Grammont	Montpellier	LOUISVILLE	1 classe
Centre équestre Municipal Montpellier-Grammont	Montpellier	Louis ARMSTRONG	2 classes
Centre équestre Municipal Montpellier-Grammont	Montpellier	Ingrid BERGMAN	2 classes
Centre équestre Municipal Montpellier-Grammont	Montpellier	Charlie CHAPLIN	1 classe
Centre équestre Municipal Montpellier-Grammont	Montpellier	Martin LUTHER KING	1 classe
Centre équestre Municipal Montpellier-Grammont	Montpellier	Victor SCHOELCHER	2 classes
OCCE école Antoine Balard (partenariat Mare Nostrum et Amitié Cévenole)	Aquarium Mare Nostrum, Millénaire, Montpellier	Antoine BALARD	2 classes
Amitié Cévenole	Vic la Gardiole (34)	Antoine BALARD	2 classes
Amitié Cévenole	Vic la Gardiole (34)	LOUISVILLE	3 classes
CENTRE MOLIERE	Pézenas (34)	Simon BOLIVAR	1 classe
Centre Educatif du Mas de l'Euzière	Anduze (30)	André BOULLOCHE	2 classes
Centre Educatif du Mas de l'Euzière	Anduze (30)	Antoine BALARD	2 classes
Maison Internationale de la Jeunesse et des Etudiants	Paris (75)	GALILEE	1 classe
Centre d'Animation Louis Lumière	Paris (75)	Jean MACE	1 classe
Ados Voyage	Paris (75)	RONCARD	1 classe
Paris d'enfants	Paris (75)	SPINOZA	2 classes
UFOLEP 34	La Fage, Rosis (34)	Victor SCHOELCHER	1 classe
UFOLEP 34	La Fage, Rosis (34)	Sedar SENGHOR	2 classes
UFOLEP 34	La Fage, Rosis (34)	Charles BAUDELAIRE	1 classe

L'avis préalable de l'Inspection Académique devra être sollicité par les écoles pour ce type de séjour.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la liste proposée,
 - d'autoriser le prélèvement des sommes nécessaires sur le budget primitif 2010, fonctions 92211 et 92212,
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.
-
- Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

41 - ECOLES PRIVEES sous contrat d'association - Participations de la Ville pour l'année 2010

Jean-Louis GELY : Depuis 1983, la Ville de Montpellier participe financièrement aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2009/2010, le recensement effectué auprès des chefs d'établissements fait apparaître les effectifs suivants :

- Classes maternelles : 1405 enfants domiciliés à Montpellier
- Classes élémentaires : 2144 enfants domiciliés à Montpellier
- **Soit au total : 3549 enfants domiciliés à Montpellier**

Conformément aux engagements pris en 2004 avec les établissements privés, la dotation 2010, identique à celle de 2009, s'établit à :

- 515 € par enfant montpelliérain en maternelle
- 515 € par enfant montpelliérain en élémentaire

Le montant de la dotation 2010, compte tenu des effectifs représente un budget de :

- **723 575 € en maternelle**
- **1 104 160 € en élémentaire**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2010, sur les lignes suivantes :

Nature 6574-fonction 92211 pour les écoles maternelles et nature 6574 fonction 92212 pour les écoles élémentaires.

Il s'agira donc de verser une participation de 515 € par enfant en classe de maternelle et de classe élémentaire aux écoles privées sous contrat d'association suivantes pour les seuls enfants domiciliés à Montpellier :

Saint François d'Assise	24 boulevard de Strasbourg	34000 – Montpellier
Sainte Famille	10 Place Roger Salengro	34000 – Montpellier
Les Jonquilles	255 rue Croix de Figuerolles	34000 – Montpellier
Notre Dame de Bonne Nouvelle	3 rue Aristide Ollivier	34000 – Montpellier
Sainte Thérèse	2 rue Portalières des Masques	34000 – Montpellier
Saint Charles	22 avenue Georges Clémenceau	34000 – Montpellier
Sainte-Geneviève	1093 avenue Louis Ravas	34080 – Montpellier
Saint Jean Baptiste de La Salle	84 rue de Lunaret	34090 – Montpellier
Saint François Régis	3 rue de la Merci	34000 – Montpellier
Sainte-Emilie	4 rue de la Croix Bonhomme	34070 – Montpellier
Sainte Odile	80 rue du Prés aux Clers	34090 – Montpellier
Les Anges Gardiens	2958 Avenue des Moulins	34080 – Montpellier
Sainte Jeanne d'Arc	51 boulevard Ernest Renan	34000 – Montpellier
Ecole Juive de Montpellier	Rue E. Villalonga – ZAC B. Pascal	34000 – Montpellier

Francis VIGUIE : J'interviens sur le sujet depuis longtemps, et j'aurais aimé que Mme PETITOUT soit là, elle qui veille tant aux dépenses publiques, afin de savoir si elle est en faveur de subventions non obligatoires accordées à des classes maternelles privées. Ma position, partagée par de nombreux syndicats enseignants, est que les fonds publics doivent aller à l'école publique. Il s'agit de sommes considérables : 723 575 euros, et je rappelle que les sommes allouées à l'école élémentaire sont tout aussi importantes. Je regrette l'absence de mobilisation pour que l'argent public soit versé au service public et au bien commun. Si les subventions sont obligatoires pour les écoles élémentaires – ce qui ne doit pas empêcher une mobilisation – j'aimerais comprendre pourquoi des subventions sont versées aux écoles maternelles privées alors que cela n'est pas obligatoire !

Nathalie GAUTIER-MEDEIROS : Je me ferai l'écho de la question de M. VIGUIE : pourquoi l'argent public va au privé quand ce n'est pas obligatoire ?

Jacques DOMERGUE : Mme le Maire, à partir du moment où des établissements participent au service public, il est bon de les subventionner. Les enfants n'appartiennent ni au public ni au privé, ils ont droit à un enseignement de qualité et vous savez que l'école laïque n'a pas la possibilité d'assurer l'ensemble de l'enseignement. Cette subvention accordée par la Ville est loin d'être extraordinaire (515 € par élève) : comparativement, Toulouse accorde 770 euros par élève. Voici donc une mesure d'équité.

Philippe THINES : L'Etat se désengage complètement vis à vis de l'école, qu'elle soit primaire ou maternelle, notamment par la suppression de postes et de supports administratifs. Voilà pourquoi les parents n'ont guère d'autre choix que de placer leurs enfants dans les écoles privées ! Et la Ville de Montpellier construit et établit de nouvelles écoles publiques dans les nouveaux quartiers, afin que le choix soit possible – mais quid si l'Etat se désengage ? Il nous faut d'autre part assurer une continuité dans le versement de ces subventions, accordées depuis plusieurs années.

Pour la première fois, j'entends une telle interrogation de la part des Verts qui, jusqu'à présent, ont voté des subventions similaires. Le Parti Radical de Gauche se positionne contre ces subventions, car si elles étaient dirigées vers le public, les problèmes seraient moindres.

Jean-Louis GELY : Je ferai chorus avec mon collègue M. THINES : voici une réalité à Montpellier depuis 1983, et un accord a été passé entre la Ville et le FNOGEC (Fédération des organismes de gestion de l'enseignement catholique) en 2004. Nous assurons ainsi la continuité de ce service, dans un encadrement législatif : l'article L-442-5 du Code de l'Éducation précise que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public. D'autre part, une circulaire datant de décembre 2005, émise par le ministère de l'Éducation Nationale, indique que les dépenses de fonctionnement sont obligatoires pour les classes élémentaires d'association, et que les dépenses des

classes préélémentaires constituent une dépense facultative pour la commune – sauf si cette dernière a donné un avis favorable à la conclusion du contrat d'association ou si elle s'est engagée antérieurement à les financer. Cela signifie que le caractère facultatif de ce financement pourrait être remis en cause par le juge au motif que la Ville a reconnu ces classes et les a financées jusqu'ici.

Simplement, cette aide est conçue comme un retour sur impôts pour les familles qui habitent la commune de résidence des enfants – car ne sont concernés que les enfants qui résident sur la commune même de Montpellier. Les politiques de financement varient en fonction des communes, et Montpellier se situe dans une moyenne.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de verser une subvention telle que définie ci-dessus aux écoles privées correspondants aux enfants montpelliérains qui y sont inscrits,
 - de dire que le règlement de ces sommes se fera par prélèvement sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 de la Ville sur les lignes budgétaires nature 6574 fonction 92211 et 92212,
 - d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
-
- Pour : 55
 - Abstention : 1 (M.THINES)
 - Contre : 2 (M.VIGUIE et Mme GAUTIER MEDEIROS)
- Adopté à la majorité.

42 - Fixation de l'Indemnité Représentative de logement des Instituteurs (IRL) - Année 2009

Jean-Louis GELY : Par lettre du 22 décembre 2009, Monsieur le Préfet de l'Hérault nous informe que, conformément aux articles R212-9 et R235-11 du code de l'éducation, il envisage de modifier le montant de l'indemnité des instituteurs pour l'année 2009.

Son montant sera arrêté après avis des conseils municipaux, puis du conseil départemental de l'éducation nationale, compte tenu de l'évolution des prix et des salaires, du taux de progression de la dotation globale de fonctionnement, ainsi que de celui de la dotation spéciale versée aux communes pour chaque instituteur logé, ou au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T) pour chaque instituteur indemnisé.

Les montants proposés à compter du 1^{er} janvier 2009 sont les suivants :

- 2 223,00 € par an pour un instituteur célibataire, veuf ou divorcé sans enfant,
- 2 779,00 € par an pour un instituteur marié avec ou sans enfant à charge et pour les instituteurs célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge

Monsieur le Préfet rappelle que l'indemnité représentative de logement (IRL) due aux instituteurs non logés est versée par le centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T) au nom de la commune et sollicite l'avis du Conseil Municipal sur cette affaire.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Préfet de l'Hérault de reconduire et de fixer comme sus indiquée l'indemnité représentative de logement versée, par le CNFPT, aux instituteurs non logés pour l'année 2009,
 - d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
-
- Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

43 - Ecole maternelle Jean COCTEAU et Ecole élémentaire DIDEROT Désignation du représentant de la Ville

Jean-Louis GELY : Par délibération du 18 juin 2008, le Conseil Municipal de Montpellier a procédé à la désignation de ses représentants dans les Conseils des écoles publiques et privées de Montpellier. Monsieur Jacques TOUCHON a été désigné pour représenter le Maire au conseil de l'école élémentaire DIDEROT et Madame Annie BENEZECH au conseil de l'école maternelle Jean COCTEAU.

Ces deux écoles faisant partie du même groupe scolaire, il serait souhaitable que ce soit la même personne qui y représente la Ville.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de désigner madame Annie BENEZECH comme représentante de la Mairie au sein des conseils des écoles COCTEAU et DIDEROT.
-
- Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

44 - PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES - Attribution de subventions

Sophie BONIFACE-PASCAL : Les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation, de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier dans la mise en œuvre du dispositif de Réussite Educative, souhaite développer dans ses quartiers des pôles sportifs axés sur les équipements de proximité, les associations sportives et le Service Municipal des Sports.

Afin d'optimiser tous les moyens matériels et humains, le tissu associatif nous propose de mettre en place des actions dans le but de promouvoir l'accès à toutes les disciplines sportives aux jeunes montpelliérains pendant les vacances scolaires en leur apportant leur encadrement, leur structure et leur savoir-faire.

Cette année, un nouveau concept est développé associant la tête et les jambes. En effet, durant ces stages les enfants participeront à des activités cérébrales et des activités sportives, comme : la découverte du Japon et de l'aïkido, la découverte de l'Amazonie et du handball, énergies renouvelables et multisports.

Ce sont plus de 14 500 enfants, adolescents voire adultes qui bénéficient gratuitement chaque année d'activités socio sportives, leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et de s'inscrire dans des clubs sportifs de quartier.

A ce titre, une somme de 200 000 € a été prévue pour ces actions sur le budget 2010. Il est proposé de soutenir les 79 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général dans le cadre d'actions sportives durant les vacances de février, de printemps et de toussaint, en leur accordant les subventions suivantes :

Associations	2010	Prestations Clubs
ARTS MARTIAUX		
Body Fighting Club	2 000 €	Stages de Boxe éducative pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier centre au gymnase de la Babotte.
Ecole de Muay Thai de Montpellier	1 700 €	Stages de Muay Thai pour enfants, adolescents et adultes du quartier des Cévennes pendant les vacances de printemps et toussaint à la salle Jouanique.
Montpellier école d'Aïkido Traditionnel	1 500 €	Stages d'Aïkido pendant les vacances de février, printemps et toussaint à Veyrassi.
Ecole d' Aikido Takemusu Aiki Montpellier	2 000 €	Stages d'aikido et de calligraphie japonaise pendant les petites vacances dans le cadre de la réussite éducative.
Aikikan Dojo	1 500 €	Initiation à l'Aikido pour le public du sport solidaire.
Dragons Team Tae Kwon Do	4 500 €	Animation de Tae Kwon Do pendant les petites vacances dans le quartier Croix d'Argent.
Do Contact	2 500 €	Animation de Do Contact pendant les petites vacances dans le quartier de la Pompignane au gymnase Bessiere.
Tai Chi Chuan Montpellier	600 €	Découverte du Tai Chi sur les pelouses de l'esplanade pour les Montpelliérains tous les samedis matins de juin et juillet
ATHLETISME		
Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée	2 000 €	Stages d'athlétisme à chaque vacances pour les jeunes sur le stade Philppidès de 10h à 12h.
Montpellier Athlétisme	2 000 €	Stages d'athlétisme à chaque vacances pour les jeunes sur le stade Philppidès de 14h à 17h.
BADMINTON		

Montpellier Badminton Club	2 000 €	Stages de Badminton pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier de la Mosson au gymnase des Garrigues
BASE BALL		
Montpellier Base Ball Université club (les Barracudas)	1 500 €	Stages de Baseball américain pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier Hôpitaux Facultés au complexe Veyrassi
BASKET		
ASPTT Basket	2 000 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier Grand Cœur au gymnase Olympie
Croix d'Argent Basket	2 500 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier Grand Cœur au gymnase Olympie
BLMA	1 500 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier des Cévennes au gymnase Jouanique
Montpellier Basket Mosson	2 500 €	Stages de Basket ball pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier Grand Cœur au gymnase Olympie
BOWLING		
Ecole de bowling	3 500 €	Stages de Bowling pendant les vacances de février, printemps et toussaint 2010 dans le quartier de la Pompignane
BOXE		
Omnisports Figuerolles Montpellier	1 000 €	Accompagnement d'enfants du quartier Figuerolles pendant les vacances scolaires sur de la boxe éducative
CANOE		
Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	2 000 €	Découverte de la pratique du Canoë pendant les vacances à la Maison du Lez
Montpellier Agglo. Canoë Kayak UC	3 000 €	Stages de Canoë pendant les vacances de février, printemps, été et toussaint dans le quartier de la Mosson au lac des Garrigues et à la base de Lavalette
CAPOEIRA		
Association SENZALA	3 000 €	Stages de Capoeira pendant les vacances de février, printemps et toussaint au gymnase Spinozi et Blanchard
CIRQUE		
Association BALTHAZAR	3 000 €	Stages des Arts du cirque pendant les vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier Croix d'Argent au gymnase Couderc
CYCLISME		
Montpellier Languedoc Cyclisme	3 000 €	Organisation de stages de VTT pendant les vacances sur les berges du Lez. Organisation de la journée Ville à vélos en coproduction avec la ville

DIVERS		
Union Départ. Sportive Léo Lagrange	500 €	Animations de monocycle à l'occasion de manifestations organisées par la ville
Association Socio Culturelle Jeunes Sportifs Montpellier	1 500 €	Organisation d'un accueil autour d'activités sportives du mois d'avril au mois d'octobre dans le quartier des Cévennes au plateau sportif les Pins
Association Génération Paul Valéry	1 500 €	Accompagnement pour des jeunes ados du quartier Paul Valéry à des cours de Water Polo à la piscine Spiliart pendant les vacances scolaires
Les Petits Débrouillards	3 300 €	Animations scientifiques intégrées à un pôle de réussite éducative sur le quartier Port Marianne pendant les petites vacances scolaires
ECHECS		
Montpellier Echecs	3 000 €	Stages d'Echecs dans le cadre du sport famille aux vacances de février, printemps et toussaint dans le quartier Montpellier Centre à la tour de la Babotte, participation aux journées événementielles organisées par la Ville. Mise en place dans le cadre de la réussite éducative de stage de Chess-boxing
ESCALADE		
Bleu Vertige	3 000 €	Organisation de journées de découvertes escalade, en direction des jeunes pendant les vacances de février, printemps et toussaint sur le mur Achille au stade de Phillipides
Scalata Nature Enfants	3 600 €	Organisation de journées de découvertes escalade, accro-branching et via-ferrata en direction des ados adultes pendant les vacances de février, printemps et toussaint. Actions en direction des jeunes sur le mur d'escalade Achille au stade Phillipides
EQUITATION		
Centre Equestre Municipal	6 500 €	Accueil pendant les vacances de février, printemps et toussaint de familles des quartiers Petits Bard - Pergola au centre équestre pour la découverte de la pratique et de l'environnement du cheval. Stages pendant les vacances scolaires pour les enfants du tout Montpellier
FOOTBALL		
FC Petit Bard	2 000 €	Animation de foot pendant les vacances d'hiver, printemps et Toussaint sur le terrain synthétique du Petit bard pour les jeunes du quartier
Arceaux Montpellier	2 800 €	Stages de football pendant les vacances de février printemps et Toussaint sur le terrain Astruc pour les jeunes du quartier
AS Juvénal Antigone	2 500 €	Organisation de stages de foot pendant les vacances de février, printemps et Toussaint sur le terrain de la pompignane pour les jeunes du quartier
A. S . Cévennes	1 700 €	Animation foot sur le terrain du Mas de Neuville dans le cadre du passeport jeunes sur le quartier des Cévennes à chaque vacances scolaires (assurance)

RC Lemasson Montpellier	2 000 €	Organisation de stages de foot pendant les vacances de février, printemps et Toussaint au stade Giambronne
Association St Martin Gazelec	2 000 €	Organisation de stages de foot pendant les vacances de février, printemps et Toussaint sur le terrain synthétique Granier
MUC Football	2 700 €	Mise en place d'un stage de réussite éducative pendant les vacances scolaires de février paques et Toussaint sur le terrain J. Véga
ASPTT Omnisports Section Football	2 000 €	Organisation de stages de foot pendant les vacances de février, printemps et Toussaint à Grammont
Stade Lunaret	2 000 €	Animation stages foot aux vacances scolaires (Février, Printemps, Toussaint) sur le quartier centre au terrain du Père Prévost
FOOTBALL AMERICAIN		
Montpellier Football Américain (les Hurricanes)	1 500 €	Stages à chaque vacances scolaires sur le terrain Veyrassi
FULL CONTACT		
Mosson Full Contact	3 000 €	Stages de Boxe pendant les vacances scolaires à la Mosson. Stages pour adultes les soirs pendant les vacances scolaires
FUTSAL		
Génération Millénaire	2 000 €	Organisation de stages de Futsal pendant les vacances de février, printemps et toussaint au gymnase Bessière
Paillade Mercure	3 000 €	Animation stages foot aux vacances scolaires (Février, Printemps, Toussaint) sur le quartier MOSSON
Montpellier Agglomération Futsal	3 000 €	Stages durant les vacances scolaires au gymnase J. Bouin
Montpellier Petit Bard Futsal	2 000 €	Stages durant les vacances scolaires au gymnase Jouanique
GYMNASTIQUE		
CEP Montpellier gymnastique	1 700 €	Stage de gym aux Cévennes aux vacances de février, printemps et Toussaint
Montpellier GRS	3 000 €	Stage de gym à la Mosson aux vacances de février, printemps et Toussaint
HAND BALL		
MUC Hand Ball	2 500 €	Stages de Hanball au gymnase Bessiere pendant les petites vacances scolaires
Montpellier Chamberte Hand Ball	1 000 €	Stages de hand au gymnase cerdan pour les jeunes du quartier Paul Valery pendant les vacances de février et d'avril
HANDISPORTS		
Montpellier Club Handisport	2 000 €	Stages pour handicapés et valides à Couderc pendant les vacances scolaires dans le cadre de la réussite éducative
HOCKEY SUR GLACE		

Montpellier Agglomération Hockey club	3 000 €	Stages à la patinoire Végapolis pendant les vacances scolaires. Mise en place d'actions pour le public du sport solidaire
JUDO		
JK Judo 34	2 000 €	Organisation de stages Judo pendant les vacances scolaires de février pâques et Toussaint au dojo Garrigues
La Maison du Judo	2 000 €	Organisation de stages Judo pendant les vacances scolaires de février pâques et Toussaint au dojo Ferrari
LUTTE		
MUC Lutte	2 000 €	Organisation de stages Lutte pendant les vacances scolaires de avril à Toussaint dans le quartier des Cevennes
MUSCULATION		
Arte Suave JJB	1 500 €	Accès aux ados et adultes du quartier de la croix d'argent à des cours de musculation le soir pendant les vacances scolaires
NATATION		
Montpellier Paillade Natation	3 000 €	Cours de Natation au CN Neptune pour le public du sport solidaire
ASPTT Natation	3 000 €	Cours d'Aquagym à la piscine Nakache pour le public du sport solidaire
PECHE		
Fédération Départementale de Pêche	3 000 €	Organisation stages de Pêche pendant les vacances de février, printemps, été et Toussaint dans le quartier Grand Cœur Bassin Hôtel de Région dans le cadre du développement de la Maison du Lez et de la réussite éducative
Les Chevaliers de la Gaule	500 €	Animation de pêche à la truite en bassin pendant la manifestation du Pentathlez au mois de juin
OMNISPORTS		
ASPTT Omnisports	4 000 €	Mise en place d'un stage La tête et les jambes dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances scolaires au gymnase L Cazal
Comité de quartier Les Marels II Aiguelongue Pergola	2 000 €	Participation pendant les vacances de février, printemps, été et Toussaint au pôle d'animation du quartier des Marels en organisant des tournois de pétanque et diverses animations
ROLLERS		
Funny Riders	3 500 €	Stages au gymnase batteux les week end et aide à l'encadrement de manifestations évenementielles
Roller School Montpellier	1 700 €	Stages de découverte Rollers pour février pâques et Toussaint à Batteux
RUGBY		
Montpellier Olympique XIII	1 500 €	Stages à l'EAI pendant les vacances scolaires
SECOURISME		

Aqualove	2 500 €	Formation au Secourisme à la Maison du Lez pendant les vacances
SKATE BOARD		
Association Attitude	3 700 €	Mise en place de stages sur le skate park de Grammont
MUC Skate Board	2 500 €	Stage dans le cadre de la réussite éducative La tête et les jambes sur le terrain J. Véga pendant les vacances scolaires
SPELEOLOGIE		
Spéléo Club Alpin	1 500 €	Mise en place de 6 journées sorties spéléo pour les jeunes des quartiers
SPORTS ORIENTATION		
Agglo. Montpellier Sport Orientation 34	3 000 €	Implantation d'un parcours d'orientation sur le domaine de Grammont
TAMBOURIN		
Sport Tambourin Club Montpellier	1 000 €	Animations pendant les vacances de février, printemps et Toussaint sur le terrain du jeu de mail
TENNIS		
ASPTT Section tennis	2 000 €	Stages de Tennis pendant les vacances scolaires au complexe sportif de Grammont
TIR A L'ARC		
Montpellier Arc Club	2 000 €	Mise en place de stages Tir à l'arc pendant les vacances scolaires sur le gymnase H. Ferrari
TRIATHLON		
Montpellier Agglo. Triathlon	2 000 €	Organisation de stages de VTT Trial et de sécurité routière dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances scolaires
Union Sportive des Nageurs de Montpellier	2 000 €	Organisation de stages de Triathlon pendant les vacances de février, printemps et Toussaint dans le quartier de la Pompignane
VOLLEY BALL		
Montpellier Beach Volley	2 000 €	Mise en place de stages dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances scolaires au gymnase Ferrari
AS Croix d'Argent Volley	2 000 €	Stages gratuits pendant les vacances pour les jeunes de quartier sur le gymnase A. Colas
ASBAM Volley Ball	3 500 €	Mise en place de stages dans le cadre de la réussite éducative pendant les vacances au gymnase les Arts
Volley Loisir Montpelliérain	1 500 €	Stages de Volley à chaque vacances au gymnase Ostermeyer
TOTAL	182 000 €	

Ces sommes représentant un montant de 182 000 € seront prélevés sur le budget du service des sports, nature 6574, fonction 924152, « animations quartiers Montpellier Sports ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de soutenir l'action d'associations sportives en partenariat avec le service des sports en leur attribuant les subventions indiquées dans la délibération.
 - d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

45 - QUARTIER CEVENNES PROJET DE RENOVATION URBAINE (PETIT BARD - PERGOLA) Salle de sport Petit Bard - Permis de construire - Subventions

Sophie BONIFACE PASCAL : La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard - Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) signée le 25 novembre 2005 permet la mobilisation de financements importants.

Sur le secteur Petit Bard, les opérations à réaliser sur du foncier maîtrisé ont pu être réalisés dans les délais : Rue des Araucarias, Equipement de proximité François VILLON, opération Arthur YOUNG (43 logements sur site). Pour l'intervention sur l'ensemble immobilier dit « Le Petit Bard », foncier de statut privé, la SERM, dans le cadre de la concession d'aménagement, a engagé significativement la réalisation du projet : scission de la copropriété, acquisition de lots de copropriété, relogements, lancement de la démolition du bâtiment A, diagnostics techniques, ...

Toutefois, la mise en œuvre des opérations lourdes de restructuration du quartier : démolition reconstruction des immeubles les plus hauts et de ceux qui enclavent le territoire, est soumise aux longs délais nécessaires à la maîtrise foncière de tous les lots de copropriétés et par le relogement des ménages au plus près de leurs souhaits et de leurs capacités financières.

En complément de la libération de l'emprise du bâtiment A, copropriété maîtrisée à 100% par la SERM au terme de la Déclaration d'Utilité Publique n°1, la Ville a examiné les possibilités d'amplification de la restructuration et l'accélération des opérations de reconstruction.

Comme cela a été fait pour la construction de la résidence Arthur YOUNG, la Ville s'engage sur le foncier maîtrisé : salle de boxe et gymnase. Au-delà du déplacement de la salle de boxe, prévue au projet de rénovation urbaine, le gymnase, quelque peu désuet, sera démoli pour libérer un tènement foncier qui permettra de traiter avec une plus value certaine l'espace actuel : îlot des Trolles.

La demande d'équipements publics, notamment sportifs et associatifs, restant importante sur le territoire, le transfert des activités est indispensable. C'est pour la mise en œuvre de cette opération globale que le Conseil municipal du 30 mars 2009 a approuvé l'acquisition de l'Eglise Sainte Croix Nouvelle.

Au terme d'une concertation engagée au second trimestre 2009 avec les acteurs associatifs du

territoire, un projet de réaménagement des locaux a pu être co-construit.

Grâce aux travaux de remise en état du clos et du couvert, la reprise complète du sol et la reconfiguration des salles, l'équipement modulaire répondra entièrement à la démarche de cohésion sociale par la constitution d'un centre de ressource, d'un lieu d'activité et de bureaux associatifs.

L'équipement comprendra : un local d'accueil, un Dojo, un espace de boxe avec ring, deux vestiaires, une chaufferie, des locaux de rangement et cinq bureaux associatifs.

Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à 850 000 €. Ce montant est inscrit au budget investissement de la Ville, ligne de crédit 16089, Programme 10497, Opération 08D04674, Fonction 90411, Nature 2135, CRB 22000. Cette opération se déroulera en une seule tranche. La livraison est prévue pour la rentrée 2010-2011. Une fois cette opération terminée, les travaux de démolition du Gymnase pourront être engagés.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet d'aménagement de cette salle de sport et d'autoriser le dépôt du permis de construire,
 - de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles,
 - d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée au Sport Solidaire, à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment le permis de construire s'y afférant.
-
- Pour : 58
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité.

M.DELAFOSSE et Mme le Maire quittent définitivement la séance. Mme le Maire donne procuration à M.FLEURENCE.

46 - Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre de manifestations sportives - Ville - Associations

Sophie BONIFACE PASCAL : La Ville de Montpellier a toujours eu à cœur de contribuer au développement du sport amateur et soutient très largement les initiatives des associations qui souhaitent organiser des événements ou compétitions mettant en valeur le dynamisme du sport montpellierain.

Les manifestations sportives organisées le sont par des associations à but non lucratif qui satisfont toutes un intérêt général local.

Dans ce cadre, la Ville souhaite donc mettre à disposition par convention, à titre gratuit, les installations sportives nécessaires à l'organisation de ces manifestations.

Ces autorisations constituant des subventions en nature, les montants ainsi valorisés seront calculés en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 fixant les tarifs 2010 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Association Montpellier contre la Violence : organisation d'un tournoi de football féminin au Gymnase Jean Bouin le 16 janvier 2010 de 14 heures à 18 heures.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 4 h x 45 € = 180 €.
- Association Montpellier Viet Vo Dao : organisation de stages au Gymnase Emmanuel Gambardella les 16 et 17 janvier, 13 et 14 février, 20 et 21 mars 2010 de 15 heures à 19 heures pour les samedis et de 14 heures à 18 heures pour les dimanches.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 24 h x 45 € = 1 080 €.
- Association des Sénégalais de l'Hérault : organisation d'une journée sportive au gymnase Marcel Cerdan le samedi 30 janvier 2010 de 12 h à 19 h
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 6 h x 45 € = 270 €
- Association Racin' : organisation d'un tournoi sportif au Gymnase Jean Bouin le dimanche 31 janvier 2010 de 13 heures à 19 heures.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 6 h x 45 € = 270 €.
- Association Time Sud Fitness : organisation d'un évènementiel fitness au gymnase Mireille Bessièr le samedi 6 février 2010 de 19 heures à 23 heures 30.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 4h30 x 45 € = 202,50 €.
- L'institut des Sciences de l'Entreprise et du Management : organisation par des étudiants d'un évènement sportif en partenariat avec l'association ELA (Ass. Européenne contre les Leucodystrophies) au gymnase Mireille Bessièr les 13 et 14 février 2010 de 8 h à 18 h.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 20 h x 45 € = 900 €
- Association Envie : organisation de stages de yoga et de danses africaines à la salle de danse de la Babote les dimanches 7 février et 7 mars 2010 de 13 heures 30 à 18 heures.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 9 h x 45 € = 405 €.
- Association Full Contact 34 : organisation du championnat régional de Light Contact au gymnase Jean Bouin le dimanche 7 mars 2010 et 9 heures à 20 heures.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 11 h x 45 € = 495 €.
- Association Rollers School Montpellier : organisation du 2^{ème} Open de Montpellier au complexe sportif Albert Batteux le samedi 13 mars et dimanche 14 mars 2010 de 8 heures à 20 heures
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 24 h x 45 € = 1 080 €.
- Association Sport Tambourin Club Montpellier : 2^{ème} Best of Tambourin de Montpellier place Max Rouquette le samedi 27 mars 2010 de 8 h à 22 h.
Subvention en nature valorisable pour un montant de : 1 000 m² x 1,40 m²/jour = 1040 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants suivants :

Associations	Montant de la subvention en nature valorisable
As. Montpellier contre la Violence	180 €
As. Montpellier Viet Vo Dao	1 080 €
As. Sénégalais de l'Hérault	270 €
Association Racin'	270 €
ISEM et As. ELA	900 €
Association Time Sud Fitness	202,50 €
Association Envie	405 €
As. Full Contact 34	495 €
As. Rollers School Montpellier	1 080 €
As Sport Tambourin Club Montpellier	1 040 €

- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions afférentes.

- Pour : 57
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

47 - CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE - Attributions de subventions à diverses associations 2010

Patrick VIGNAL : Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations qui concourent au développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires.

Le 12 avril 2007, l'Etat, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Caisse d'allocations familiales et le Centre communal d'action sociale, ont signé le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) pour 2006-2009 qui détermine la stratégie arrêtée en commun pour chacun des territoires prioritaires retenus que sont Mosson, la ZRU Petit Bard-Pergola, ZUS des Cévennes, ZUS Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord Ecusson, la ZUS Pas du loup-Paul Valéry-Val de Croze et Saint Martin-Tournezy.

Ce contrat a été prolongé d'un an, sur l'année 2010 dans l'attente de la définition par l'Etat d'un nouveau périmètre concernant la politique.

La stratégie du projet urbain de cohésion sociale se décline en deux principes d'action :

- Améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence globale des actions menées et renforcer leur mobilisation sur les territoires prioritaires pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances en s'appuyant prioritairement sur les politiques de droit commun.
- Mettre en place un système de veille sur les territoires prioritaires pour suivre les évolutions sociales et urbaines, en s'appuyant sur des indicateurs pertinents et en l'accompagnant d'un système d'évaluation systématique des actions menées sur ce territoire.

Les grands axes prioritaires du contrat sont :

- L'accès à l'emploi et le développement économique
- L'éducation et la scolarité
- La Citoyenneté et la prévention de la délinquance
- L'habitat et le cadre de vie
- L'accès à la prévention et aux soins

Les associations qui avaient répondu à l'appel à projet CUCS 2009 ont été informées de la possibilité de déposer ou pas une demande de reconduction (uniquement) de leur(s) actions(s). La présente délibération concerne donc l'affectation de subventions aux associations suivantes, ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mener à bien leur projet dans le cadre du CUCS :

Thématique Emploi

Association	Intitulé du projet	Montant	Commission	Ligne de crédit
Via Voltaire	Action interface territoire Gély-Figuerolles	7 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
AETE	Le printemps des entrepreneurs Forum Mosson	3 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
BG-AEDE	Service d'amorçage de projet	10 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
ASTM	Orientation, guidance et accompagnement de jeunes en grande difficulté	5 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
MLJAM	Renforcement de l'intervention de la MLJAM dans les quartiers	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
NOUAS	Communication et insertion professionnelle	5 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
AFIJ	Actions pour l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi des jeunes en situation potentielle de discrimination	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
TOTAL		34 000 €		

Thématique Education

Association	Intitulé du projet	Montant	Commission	Ligne de crédit
AJPPN	Facilitation d'accès aux sports, aux loisirs et à la culture pour les enfants et les adolescents des Hauts de Massane	1 000 €	Sport	6574 / 924
Montpellier GRS	Montpellier GRS/Ecoles de la Paillade	1 000 €	Sport	6574 / 924
MUC Handball	Handball féminin dans les quartiers	2 000 €	Sport	6574 / 924
BALTHAZAR	Arts du cirque à Figuerolles	2 000 €	Sport	6574 / 924
JK Judo 34	De la rue au dojo	1 500 €	Sport	6574 / 924
Collège Las Cazes	Tous en scène	2 000 €	Enseignement	6574 / 922
Collège Las	Classe Lecture Ecriture Renforcée CP	2 000 €	Enseignement	6574 / 922

Cazes				
Collège G. Philipe	Chœur d'enfants culture d'excellence	1 000 €	Enseignement	6574 / 922
Collège Escholiers de la Mosson	De l'école au quartier, du quartier à l'école	1 000 €	Enseignement	6574 / 922
Collèges Escholiers de la Mosson	Ambition scolaire et excellence	1 000 €	Enseignement	6574 / 922
Collège Fontcarrade	Intégration des publics gitans	300 €	Enseignement	6574 / 922
Collège les Garrigues	Donner du sens aux apprentissages scolaires	1 000 €	Enseignement	6574 / 922
FACE	Face à l'école	1 000 €	Enseignement	6574 / 922
ESSOR	Connaissance de notre environnement culturel et naturel	2 000 €	Enseignement	6574 / 922
ARDI	Accompagnement socio éducatif	1 000 €	Enseignement	6574 / 922
ALCI	Coordination du Contrat Educatif de la ville de Montpellier	19 000 €	Enseignement	6574 / 922
Relais enfants dans la ville	La place des pré-adolescents au cœur de ville	3 000 €	Enseignement	6574 / 922
APIEU	Club de ville en vacances VVV	500 €	Jeunesse	6574 / 924
Jouons en ludothèque	Club-jeux ados Cité Paul Valéry	1 500 €	Jeunesse	6574 / 924
Convergences 34	Accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles des familles	1 000 €	Jeunesse	6574 / 924
AJPPN	Médiation sociale et coordination CEL des hauts de Massane	3 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Apieu	Club de ville Gély	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
ASTM	Appui et soutien à la parentalité	1 400 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
EPE Hérault	Intégration des parents à l'accueil éducatif proposé par la Ville	2 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Petits débrouillards	Sciences au quotidien	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
MFPF	Je et les autres	4 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
BE et CO	Les villes invisibles	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
BE et CO	Action enfance jeunesse	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Carthage	Atelier musique	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
ACLE	Club des jeunes	3 200 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
CCI MSF (Musiques sans frontière)	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	5 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Lâche les mots	Session slam-poésie urbaine scandée	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
TOTAL		72 900 €		

Thématique Citoyenneté –prévention de la délinquance

Association	Intitulé du projet	Montant	Commission	Ligne de crédit
AOF Figuerolles : Association Omnisports de Figuerolles	Ouverture d'esprit et respect de soi par la pratique sportive	1 500 €	Sport	6574 / 924
ASLJ	Mobilisation, encadrement socialisation et insertion des jeunes par la compétition en sport collectif	2 000 €	Sport	6574 / 924
Collège Las Cazes	Apprentissage de la règle par la connaissance des institutions et de l'environnement	1 000 €	Enseignement	6574 / 922
Kaïna	Kaïna TV	1 000 €	Jeunesse	6574 / 924
Strataj'm	Rencontre autour du jeu	1 000 €	Jeunesse	6574 / 924
I.PEICC	Espace projet animation jeunesse	1 000 €	Jeunesse	6574 / 924
AJPPN	Accès des jeunes à la vie de la cité	1 000 €	Jeunesse	6574 / 924
AJPPN	Accès des jeunes à la vie de la cité	3 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
ADIAV	Soutien, insertion, prévention par l'accueil, l'écoute, l'information sur les droits, l'aide psychologique et l'orientation des victimes d'infractions	10 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
ASTM	Intégration et lien social	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
AVISO	Aide et soutien aux familles et écoute des détenus	1 250 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
CIDFF	Accès au droit, conseil conjugal et familial et médiation familiale	6 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
DEFI	Accueil, accompagnement et médiation sociale	3 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Jouons en ludothèque	Ludothèque petit Bard Pergola	1 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Pédagogie et prison	Atelier journal Hector	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
I.PEICC	Pôle citoyenneté Université du citoyen	3 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
RAIH	Rencontre accueil prévention	500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
REPL Relais enfants parents	Maintien et restauration des liens entre les enfants et leurs pères	1 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Franças 34	Cité civique, déclics civiques !	5 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Adages espace famille	Projet jeunes et citoyenneté	5 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
C.L.J	Sorties structurantes à l'année	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
APC	Projet annuel : mieux vivre ensemble	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Kaïna	Kaïna TV	3 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
CIEPAC	Accompagnement de l'association Amitié	2 000 €	Cohésion	6574 / 925

	partage et Citoyenneté		Sociale	
El Baal	« au pays des couleurs »	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
APAJ	Accompagnement à la culture	1 100 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
TOTAL		61 850 €		

Thématique Habitat cadre de vie

Association	Intitulé du projet	Montant	Commission	Ligne de crédit
Adages-MDL	Action de médiation linguistique et interculturelle liée au logement	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Le Passe Muraille	Initiative Paillade Objectif patrimoines	1 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
ANCB Ets LR	Ateliers de quartiers Montpellier	5 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
FJT Castellane	Boutique logement jeunes	2 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
UDAF	Médiation locative quartier Cévennes	600 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
APIEU	Espace public, intermédiaire	3 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Habiter Enfin	Soutien individualisé de chefs de famille monoparentales discriminées pour l'accès au logement et aux droits	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
TOTAL		15 100 €		

Thématique Santé

Association	Intitulé du projet	Montant	Commission	Ligne de crédit
Déclic famille	Prévention et accès à la santé des jeunes et familles en grande difficulté	5 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
APAJ	Expression corporelle	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
APAJ	Alimentation au quotidien	1 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Via Voltaire	Action de prévention et de soutien, d'orientation sanitaire et sociale en direction d'un public jeune	7 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
AIDES 34	Prévention, réduction des risques de contamination VIH, hépatites et IST	2 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
MFPPF	Femmes santé citoyenneté	3 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
CESAM	Pour une prise en charge de la fragilité psycho sociale : médiation interculturelle et soutien à	3 500 €	Cohésion Sociale	6574 / 925

	la parentalité			
LR centre ville	Soin de soi	1 000 €	Cohésion Sociale	6574 / 925
Holisme	Les récifs d'Eros	1 500 €	Jeunesse	6574 / 924
TOTAL		26 000 €		

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation aux associations de 209 850 € de subventions dont le détail figure sur l'état nominatif supra, dont 34 000 € sur la thématique Emploi, 72 900 € sur la thématique Education, 61 850 € sur la thématique Citoyenneté-Prévention de la délinquance, 15 100 € sur la thématique Habitat-Cadre de vie et 26 000 € sur la thématique Santé,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 57
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

48 - Attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Pénale Montpelliéraine dans le cadre des actions territoriales 2010

Patrick VIGNAL : La Ville de Montpellier poursuit en 2010 sa politique favorisant la mise en place d'actions territoriales sur les quartiers.

L'objectif de ces actions territoriales est de recréer une dynamique autour de la population des quartiers de Montpellier centrée sur l'éducation, l'insertion, les activités sportives et de loisirs et la citoyenneté.

Afin de permettre la réalisation des ces actions territoriales, il est proposé de prélever, sur les crédits prévus au budget 2010 de la commission Cohésion Sociale (6574/925 LC 11857) la somme de 5 000 €, pour l'association suivante :

Association	Objet	Montant proposé
Association de Médiation Pénale Montpelliéraine	Proposer des actions de négociation des conflits auprès d'un public en difficulté et qui par ses difficultés ne peut négocier avec l'autre. Mettre en place et soutenir la médiation pénale dans les différents quartiers de Montpellier.	5000 €
		5000 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'attribuer à l'Association de Médiation Pénale Montpelliéraine la subvention de 5 000 € indiquée ci-dessus ;
 - de prélever la somme de 5 000 € sur les crédits inscrits au BP 2010 (6574/925 LC 11857) ;
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

 - Pour : 57
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

49 - Fonds interministériel de prévention de la délinquance. Demande de subvention 2010

Régine SOUCHE : Depuis 2008, un poste de médiateur territorial contractuel est cofinancé par la Ville et l'Etat par le biais du fonds interministériel de prévention de la délinquance.

Intégré dans le réseau institutionnel et associatif des instances du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), piloté par le coordonnateur du CLSPD, il est le relais entre ces différents acteurs sur des espaces spatiaux temporels à faible couverture partenariale.

Son action est positivement reconnue par l'ensemble des acteurs du domaine de la sécurité pour l'apaisement de nombreux conflits dans les quartiers sensibles dans le cadre du projet « gestion des troubles du voisinage et réappropriation de l'espace public ».

Courant 2009, un deuxième poste de médiateur territorial contractuel avec une spécificité d'animation sportive a été pourvu afin de répondre aux demandes croissantes d'intervention en complément des dispositifs de droit commun existants.

La création d'un troisième poste de médiateur territorial en 2010 est envisagée.

Afin d'améliorer l'exploitation des données saisies par l'observatoire local de la tranquillité publique, la création d'un poste de chargé de mission, à mi temps, est envisagée en 2010. Cet agent positionné en catégorie A, rattaché au coordonnateur du CLSPD, devra procéder à la rédaction d'un bilan mensuel des indicateurs robustes fournis par les partenaires institutionnels et administratifs des dispositifs de prévention de la délinquance.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance, pour le cofinancement des postes de médiateurs territoriaux contractuels dans le cadre du projet « gestion des troubles du voisinage et prévention de la violence et réappropriation de l'espace public » et pour le cofinancement du poste de chargé de mission à mi temps auprès du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 56
- Abstention : 1 (M.VIGUIE)
- Contre : /

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

50 - Plan départemental d'actions de sécurité routière. Demande de subvention 2010

Régine SOUCHE : La Ville de Montpellier mène depuis de nombreuses années un programme de prévention routière auprès notamment du public scolaire et souhaite développer de nouvelles actions à destination du grand public.

Ainsi, est envisagée la mise en place sur des axes à fort passage routier de deux radars pédagogiques mobiles présentant la vitesse constatée, la limitation en vigueur ainsi que le montant des contraventions encourues. Le couplage de ses installations avec la présence des forces de police municipale représente un fort potentiel de prévention, de communication et de formation des usagers de la route en matière de sensibilisation aux risques liés à une vitesse excessive.

De plus, afin de renforcer la prévention de l'accidentologie des conducteurs de deux roues motorisés, l'acquisition d'un simulateur de conduite de deux roues est prévue sur le budget 2010 de la Ville. L'utilisation de cet outil pédagogique lors de sessions de formation encadrées par des agents habilités et dûment formés de la direction de la sûreté du domaine public constitue une réponse adaptée aux préconisations du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de la préfecture de l'Hérault dans le cadre du plan départemental d'actions de sécurité routière pour le cofinancement de radars pédagogiques et d'un simulateur de conduite deux roues,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 57
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

Mme AUGÉ-CAUMON et M.DOMERGUE quittent définitivement la séance.

51 - Plan biodiversité 2010 – 2014. Approbation

Serge FLEURENCE : Au cœur des problèmes environnementaux que connaît notre planète, le réchauffement climatique et l'érosion de la diversité biologique planétaire sont les deux défis majeurs qui se présentent.

La disparition d'espèces animales et végétales n'a jamais été aussi prononcée et les prévisions d'extinctions sont alarmantes. On a longtemps considéré que les enjeux pour cette lutte contre l'extinction des espèces se jouent dans les espaces emblématiques que sont les forêts tropicales ou les océans. Il s'avère que de nombreux chercheurs accordent une importance certaine au milieu urbain en matière de biodiversité pour relever ce défi et ceci à plusieurs titres :

- le constat qu'en dehors des aires protégées (parcs nationaux, réserves, etc), la biodiversité décroît dans les zones rurales du fait de l'intensification de l'agriculture et de l'exploitation par l'homme des ressources naturelles
- le milieu urbain devient un refuge pour une certaine biodiversité (cas des abeilles et du « miel béton ») alors que l'image de la ville a depuis longtemps été opposée à celle de nature
- la demande des habitants des villes du contact quotidien avec des formes de nature est de plus en plus forte. Partant du double constat que 70% de la population mondiale habite les villes et que l'arrêt de l'érosion de la biodiversité passe par une sensibilisation forte des hommes (principal acteur de l'érosion, mais aussi potentiellement le seul à pouvoir la stopper), il convient de mettre en contact et de faire connaître aux citoyens la biodiversité « ordinaire » des villes pour une prise de conscience forte.

Montpellier possède tous les atouts pour se positionner comme leader dans cette action :

- la plus forte concentration nationale de chercheurs et enseignants dans ce domaine (Agropolis International)
- un patrimoine d'espaces verts dont 30% sont des espaces naturels riches en diversité biologique
- une politique de gestion des parcs et jardins soucieuse de préserver la qualité environnementale de la Ville (Abandon total des désherbants et pesticides, recours à une palette végétale de type méditerranéen, politique active de préservation de la ressource en eau, etc...)
- un parc zoologique dont la collection animale est orientée vers la conservation des espèces menacées à travers le Monde en vue de la reproduction et la réintroduction dans le milieu naturel lorsque les conditions y sont favorables
- un passé prestigieux dans le domaine de la botanique (Jardin des Plantes, Herbar).

De nombreuses actions ont déjà été réalisées depuis plusieurs années en faveur de la biodiversité dans la ville aussi bien pour conserver ou sensibiliser.

Il vous est proposé aujourd'hui d'aller plus loin dans cette démarche afin de positionner Montpellier comme référence nationale dans ce domaine et être reconnue au niveau internationale. Pour ce faire, un plan d'actions pour la période 2010-2014 vous est soumis, actions impliquant tous les acteurs potentiels :

- Habitants
- Associations
- Milieu scientifique
- Services municipaux

Ce plan est construit sur la base de trois objectifs :

- Observer et connaître
- Conserver et restaurer
- Sensibiliser et éduquer.

Les actions inscrites dans ce plan marquent la volonté de la Ville, outre celle de limiter l'érosion de la biodiversité urbaine ;

- de privilégier l'aménagement de l'espace public dans une logique de développement durable et d'appropriation de celui-ci par le plus grand nombre d'habitants
- de contribuer à la réussite éducative par des actions de sensibilisation en milieu scolaire et par des actions concrètes menées par les enfants dans le cadre des activités scolaires et péri scolaires
- de favoriser la diffusion de la culture scientifique et technique par le développement des sciences écocitoyennes et la participation des habitants à celles-ci.

Toutes les actions réalisées, en cours ou prévues dans le plan 2010-2014 sont détaillées dans le document annexé. Elles seront enrichies, suivies et évaluées grâce à la mise en place d'un comité de suivi regroupant les représentants des différents acteurs.

Ces actions pour 2010 s'inscrivent dans les propositions budgétaires de la DIPAN section fonctionnement (928) et investissement (908).

En conclusion, nous vous demandons :

- d'approuver ce plan
 - et d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.
- Pour : 55
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

52 - Adhésion au Conseil International pour les Initiatives Locales Ecologiques (ICLEI)

Serge FLEURENCE : Lors de la Conférence des autorités locales qui s'est tenue à Curitiba en Janvier 2010, organisée dans le cadre du partenariat global au sein de la Convention pour la Diversité Biologique des Nations Unies (UN. CDB), la question de l'adhésion de la Ville de Montpellier à ICLEI (Conseil international pour les initiatives locales écologiques) a été posée aux représentants de Montpellier.

ICLEI a été lancé au siège des nations unies en 1990. Sa mission est de développer un réseau international sur le thème du développement durable et d'échanger sur ce thème toutes les bonnes pratiques et les multiples expériences menées dans de nombreux pays. Il compte à ce jour plus de 460 membres aux quatre coins du monde, de taille variable (de Mexico à des villes de taille plus modeste). En France, sont adhérentes les Villes de Nantes, Bordeaux, Tours, Angers, Dunkerque et la Région Ile de France.

L'intérêt d'adhérer à cette structure est multiple : les sujets abordés concernent le développement durable dans son ensemble (projet urbain, économie d'énergies, sécurité, climat, achat durable et biodiversité, gouvernance participative). Être adhérent permet d'accéder à des données sur des démarches innovantes initiées par les collectivités, d'échanger avec les autres membres. Cette adhésion renforcera également la position de Montpellier sur le plan international en matière de biodiversité. En effet, si le dossier présenté a permis d'intégrer Montpellier dans le partenariat global des villes au sein de la CDB aux côtés de Montréal, Curitiba, Singapour, Bonn et Nagoya, la participation au « noyau dur » (pour accueillir par exemple dans notre ville des conférences

internationales) semble passer par cette adhésion. En effet, ICLEI a lancé un programme spécifique dans ce domaine appelé ICLEI-LAB (actions locales pour la biodiversité).

Le montant de l'adhésion annuelle, calculé en fonction du PIB et de la taille de la Ville est de 7000 \$, soit 4 929,40 € environ. Cette somme sera prélevée sur les crédits votés au BP 2010 (chapitre 920). Elle peut concerner plusieurs directions (DAP, DIPAN, DEMT). Pour information, le secrétariat européen est situé à Freiburg (Allemagne).

Conformément aux statuts de l'ICLEI, et pour y assurer la représentation de la Ville, il est proposé de désigner :

En conséquence, il est demandé au Conseil du Municipal :

- d'adhérer au Conseil International pour les Initiatives Locales Ecologiques (ICLEI)
 - d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer la demande d'adhésion et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 55
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

53 - Fourniture et installation d'aires de jeux diverses sur l'ensemble de la Ville de Montpellier. Autorisation de signer le marché à procédure adaptée.

Serge FLEURENCE :

Le présent dossier a pour objet le marché à procédure adaptée pour la fourniture et l'installation d'aires de jeux diverses sur l'ensemble de la Ville de Montpellier. Il est établi pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

Il est proposé pour réaliser ces travaux :

- Lot 1 : Fourniture et pose de jeux pour enfants valides et à mobilité réduite
- Lot 2 : Fourniture et pose d'appareils fitness intergénérationnels
- Lot 3 : Sols souples
- Lot 4 : Serrurerie

1/ Présentation du marché

Années 2010, 2011 et 2012

		Montant minimum HT	Montant maximum HT
Lot 1	Fourniture et pose de jeux pour enfants valides et à mobilité réduite	120 000 €	480 000 €
Lot 2	Fourniture et pose d'appareils fitness intergénérationnels	40 000 €	160 000 €
Lot 3	Sols souples	40 000 €	160 000 €
Lot 4	Serrurerie	30 000 €	120 000 €

2/ Financement au budget primitif

Les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2010, section investissement 908 et section fonctionnement 928.

3/ Rappel de la procédure

Les critères de choix de première enveloppe sont les suivants :

- 1^{er} : les références
- 2^{ème} : les capacités

Les critères de choix des offres sont les suivants :

- 1^{er} : le mémoire technique (60%)
- 2^{ème} : le prix (40%)

Après l'analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la commission réunie le 8 décembre 2009 a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 : → Entreprise HUSSON INTERNATIONAL (fournisseur)

Route de l'Europe – BP 1
68650 LAPOUTROIE

→ Entreprise LAQUET (poseur)
26210 LAPEYROUSE MORNAY

- Lots 2 et 4 : Entreprise SPORT ENVIRONNEMENT

858, rue de la Castelle
34070 MONTPELLIER

- Lot 3 : Entreprise LUDOPARC
 330, rue du Dirigeable
 Zone industrielle Les Paluds
 13685 AUBAGNE Cedex

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les marchés avec les entreprises suscitées.

- Pour : 55
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

[illegible]

54 - Partenariat ERDF / Ville de Montpellier / Association le Passe Muraille politique de la Ville et solidarité - Convention 2010

Serge FLEURENCE : Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville de Montpellier et EDF le 27 juin 2006 et, plus précisément, de son chapitre 3 « Politique de la ville et solidarité », une convention spécifique est établie pour préciser les objectifs et les engagements de coopérations sur les actions 2010 définies entre la Ville et ERDF Montpellier Hérault.

La Ville de Montpellier mène une campagne active de lutte contre les tags, participe à des actions d'insertion, de citoyenneté, de lutte contre la dégradation des biens. Dans ce cadre et au regard des compétences ERDF il a été proposé de retenir l'action suivante :

- le nettoyage des postes de distribution publique d'électricité.

Suite aux premières expériences de 2008 et 2009 (69 postes nettoyés), dont les bilans se sont avérés positifs puisque 45 jeunes ont bénéficié de l'action et 54% d'entre eux ont trouvé un emploi ou une formation à la suite, il est proposé de reconduire l'opération en 2010.

ERDF a décidé en conséquence de confier la réalisation de ces actions à l'association le Passe muraille qui s'engage à les effectuer dans le cadre de 6 chantiers éducatifs en 2010 de 12 jours chacun concernant 6 à 8 personnes pour le nettoyage des postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune.

Les modalités sont précisées dans la convention ci-jointe.

Pour cela, ERDF versera directement à l'association le Passe muraille la somme de 60 000 € prévue dans la convention jointe en annexe, afin de réaliser ces actions.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat ci-jointe entre ERDF, la Ville de Montpellier et l'association Le Passe Muraille,
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 60 000 € par ERDF à l'association le Passe muraille pour son action sur le territoire de la commune,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

- Pour : 55
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

M.ASLANIAN quitte définitivement la séance.

55 - Délégation de service public - Délibération de principe - Parking des Arceaux

Max LEVITA : Le parking des Arceaux est actuellement géré par la société TAM sur la base d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2007.

Le contrat de délégation de service public arrive à échéance le 31 décembre 2010.

En conséquence, il convient dès à présent d'entamer la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation, à partir du 1er janvier 2011, d'un nouveau délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de ce service public.

Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

Un choix s'offrait à la Ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée. Pour les raisons suivantes, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée :

- Les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- La gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc.
- L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;
- Le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention.

L'exploitation, à partir du 1er janvier 2011, sera effectuée par voie d'affermage pour une durée comprise entre 3 et 5 ans, le délégataire assumera donc la gestion de l'ouvrage pour le compte de la Ville :

- d'une façon générale, il aura seul la responsabilité des relations avec les usagers ;
- il assurera l'entretien courant du parc ;
- il se rémunérera directement auprès des usagers ;
- il versera une redevance à la Ville.

Le principe du renouvellement de la délégation et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

Nathalie GAUTIER MEDEIROS : Cette délibération est consternante, pour plusieurs raisons. D'abord, vous avez justifié le choix de déléguer un service public à une entreprise privée en vous déchargeant de toute responsabilité financière, juridique et technique vis à vis de la gestion de ce service. Ensuite, nombre de compétences de la municipalité sont transférées à l'agglomération, aussi, si vous déléguez les compétences à des opérateurs privés, que sera demain le rôle de la municipalité ?

Par ailleurs, l'actuel délégataire est censé rénover ce parking depuis plusieurs mois déjà, pourtant nous constatons que rien ne s'est produit ! Enfin, au sujet de la démocratie participative – dont vous prétendez faire cas – il serait intéressant à mon sens qu'un projet constructif de cette place soit mis en œuvre avec les habitants, qui souhaiteraient pour leur part voir un parking souterrain au profit d'une véritable place publique. Les habitants ont ainsi établi un projet – que vous avez peut-être égaré dans les archives - et je trouve regrettable que n'ayez pas porté plus d'attention à ce projet ni daigné mener une concertation. Pour cette raison, nous voterons contre cette délibération.

Francis VIGUIE : Je remarque que malgré l'appel à la sérénité de M. LEVITA, la salle s'est franchement éclaircie.

Une Municipalité doit conserver la maîtrise de ses compétences. Nous considérons que les arguments de la délibération manquent d'épaisseur : il s'agit soit d'un mépris des fonctionnaires et de leur capacité à mener un travail soit d'une manière de donner des marchés à des entreprises privés. Je prends pour exemple l'entreprise VEOLIA qui engrangera des bénéfices suite à ce chantier : les deniers publics peuvent être gérés par la mairie.

En conséquence, il vous est proposé :

- vu les avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.
- d'approuver la poursuite de l'exploitation du parc de stationnement des Arceaux dans le cadre d'une délégation de service public ;
- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe,
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation de l'exploitant du parking des Arceaux ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

- Pour : 49
 - Abstention : /
 - Contre : 5
- Adopté à la majorité.

56 - Classement dans le domaine public communal des voies de la Résidence La Pergola

Serge FLEURENCE : L'Office public de l'habitat du Département de l'Hérault sollicite la Ville pour le classement dans le domaine public communal des voies de la résidence La Pergola.

Les travaux réalisés sur ces voies par l'Office public ont été expertisés et sont conformes aux règles de l'art.

Les voies concernées sont : cour Malbosc, rue Robert Fabre, allée de la Massane, allée de la Gardiole.

Un plan de géomètre a été établi.

Nous vous proposons :

- d'accepter le classement des voies : cour Malbosc, rue Robert Fabre, allée de la Massane, allée de la Gardiole.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 54
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

Mme BOYER quitte définitivement la séance.

57 - QUARTIER PORT-MARIANNE Sous-Quartier Port-Marianne - Dénominations de voies - ZAC RIVE GAUCHE

Serge FLEURENCE : A l'occasion de la future réalisation de la zone d'aménagement concertée RIVE GAUCHE, plusieurs voies seront réalisées. Pour dénommer ces nouvelles voies, nous proposons les noms suivants :

Voie n°1 : **Avenue Claude LEVI-STRAUSS
(1908-2009)**

Anthropologue – ethnologue

Anthrologue et ethnologue français, figure fondatrice de la pensée structuraliste. Auteur en 1955 d'un ouvrage de référence : Tristes tropiques, livre à la fois autobiographique, philosophique et témoignage ethnographique.

Voie n°2 : **Avenue des JUSTES**

JUSTES parmi les nations : hommage rendu en reconnaissance à tous ceux qui ont aidé des juifs à échapper à la barbarie nazi. 20 000 personnes dont de nombreux français ont été honorées par ce titre au mémorial Yad Vashem, construit à Jérusalem.

Voie n°3 : **Allée de l'abbé PIERRE
(1912 -2007)**

(Humaniste, fondateur d'EMMAÜS)

Henri GROUES (1912-2007) de son vrai nom. Homme d'église, résistant (c'est à cette époque qu'il prendra le nom d'abbé PIERRE), fondateur en 1949 du mouvement EMMAÜS. C'est en 1954 à l'occasion d'un hiver très froid qu'il connaît la notoriété avec son appel à « l'insurrection de la bonté ». Toute sa vie, il lutta pour aider les déshérités.

Voie n°4 : **Rue Sabine et Miron ZLATIN
(1907-1996) (1904-1944)**

Résistants, déportés

Sabine ZLATIN (1907-1996) résistante, cofondatrice avec son mari de la colonie des enfants d'Izieu. 44 enfants et 7 éducateurs seront raflés et déportés par la GESTAPO. Miron ZLATIN (1904-1944) mari de Sabine ZLATIN avec laquelle il fonde la colonie des enfants d'Izieu. Arrêté et déporté avec les enfants de la colonie, il est fusillé par les nazis à Tallinn en Estonie. En 1940, le couple se réfugie à Montpellier où Sabine reviendra en 1944 pour solliciter l'aide de l'Abbé Charles Prévost.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions,
 - d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.
-
- Pour : 53
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

58 - Mises à disposition gratuites des salles municipales aux candidats aux élections régionales

Serge FLEURENCE : Pour les campagnes électorales, des salles sont généralement mises gratuitement à disposition des candidats.

En conséquence, dans le cadre des élections régionales des 14 et 21 mars 2010, je vous propose que nous adoptions le principe suivant :

Une salle gratuite à chaque liste (candidats et ou partis politiques) et à chaque tour depuis le 15 Janvier 2010 et jusqu'au 21 Mars 2010.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la mise à disposition de salles municipales dans les conditions définies ci-dessus ;
- de décider de son application pour les électorales régionales 2010 ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

En dehors de cette gratuité ainsi accordée, les salles seront payantes au tarif plein.

- Pour : 53
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

59 - Modification de la valeur faciale des titres de restauration

Serge FLEURENCE :

Vu la délibération du 21 décembre 2006 ;

Vu la délibération du 4 mai 2009 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire réuni le 5 février 2010 ;

Les agents municipaux ont bénéficié au 1^{er} janvier 2007 d'une augmentation significative de la valeur faciale des titres de restauration, accompagnée d'une réévaluation de la participation de la Ville ainsi que des seuils de revenu déterminant la répartition entre chaque tranche de subventionnement.

Une nouvelle évolution est intervenue à compter du 1^{er} juin 2009, portant la valeur faciale des titres de restauration à 6,5 euros, hormis pour les agents relevant de la tranche de revenus la plus élevée.

Poursuivant l'objectif de renforcer l'aide apportée aux agents disposant de faibles revenus, Madame le Maire souhaite mettre en œuvre une nouvelle revalorisation et porter la valeur faciale des titres de restauration attribués aux agents appartenant aux deux premières tranches de revenu à 7 euros. Les agents relevant de la tranche de revenus la plus élevée bénéficieront également d'une revalorisation de la valeur faciale qui sera portée de 5 à 5,5 euros.

Salaire imposable	Valeur faciale du titre de restauration		Participation de la Ville		Participation de l'agent	
	Valeur actuelle	Nouvelle valeur	Participation actuelle	Nouvelle participation	Participation actuelle	Nouvelle participation
S > 26 080 euros	5	5,5	2,5 (50%)	2,75 (50%)	2,5 (50%)	2,75 (50%)
20 050 ≤ S ≤ 26 080	6,5	7	3,25 (50%)	3,5 (50%)	3,25 (50%)	3,5 (50%)
S < 20 050	6,5	7	3,9 (60%)	4,2 (60%)	2,6 (40%)	2,8 (40%)

Il est précisé que, pour la détermination de la tranche de subventionnement dont relèvent les agents, le montant des heures supplémentaires éventuellement perçu s'ajoute au revenu imposable pris en compte.

Pour ce qui concerne les agents ayant intégré la collectivité en cours d'année, le revenu de référence sera déterminé par la projection en année pleine du revenu mensuel de l'agent.

Les autres dispositions de la délibération du 21 décembre 2006 restent inchangées.

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la modification de la valeur faciale des titres de restauration à compter du 1^{er} mars 2010 ;
 - de prévoir les dépenses afférentes au budget du personnel.
- Pour : 53
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

60 - Actualisation du régime indemnitaire applicable aux agents de maîtrise

Serge FLEURENCE :

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2006 relative au régime indemnitaire du personnel municipal ;

Vu la délibération du 7 février 2007 relative à la modification du tableau des effectifs et à l'actualisation du régime indemnitaire ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire ;

Le régime indemnitaire des agents de maîtrise, de même que celui des autres agents de catégorie C, est découpé en trois tranches attribuées au regard de la notation.

Par ailleurs quatre fonctions sont distinguées:

- surveillant de travaux et dessinateur
- informaticien
- production informatique graphique
- contremaître

Régime indemnitaire agents de maîtrise :

Malgré une revalorisation du niveau de régime indemnitaire attribué aux agents exerçant les fonctions de contremaître, intervenue à l'occasion de la délibération du 25 juillet 2006, l'écart reste conséquent entre les montants dont bénéficient les surveillants de travaux et ceux dont bénéficient les contremaîtres.

Or si les fonctions de surveillant de travaux justifient d'un niveau spécifique de régime indemnitaire au regard des responsabilités exercées, l'écart constaté demeure trop important.

Par ailleurs aucune distinction n'apparaît, parmi les agents relevant des fonctions de contremaître, entre les agents exerçant des fonctions d'encadrement et ceux n'exerçant pas de telles fonctions, pas plus qu'avec les agents exerçant des fonctions d'encadrement en qualité de « second » ou d'adjoint au chef d'équipe.

Il est donc proposé de remédier à ces deux constats:

- par la revalorisation du niveau de régime indemnitaire attribué aux agents de maîtrise exerçant les fonctions de contremaître, ces fonctions étant désormais exclusivement entendues comme des fonctions d'encadrement en qualité de chef d'équipe,

- par la création d'un niveau de « contremaître adjoint » qui sera attribué aux agents exerçant les fonctions de « second » ou d'adjoint au chef d'équipe, dont le montant sera supérieur à l'actuel niveau attribué aux contremaîtres,
- par la création d'un niveau « autres fonctions », qui correspondra à l'actuel niveau attribué aux contremaîtres, qui sera attribué aux agents qui n'assurent pas de fonction d'encadrement et ne relèvent pas d'une autre fonction déjà définie pour le cadre d'emploi d'agent de maîtrise.

Les agents relevant avant l'application de la présente délibération du niveau attribué aux contremaîtres continueront donc a minima à percevoir le même régime indemnitaire, ou se verront attribuer le nouveau montant « contremaître » ou « contremaître adjoint » s'ils exercent des fonctions d'encadrement.

Le nouveau régime indemnitaire proposé est établi conformément au tableau suivant :

Grades	Fonctions	Modulations (notations)	Montants mensuels	
			montant fixe	%age du traitement moyen du grade
Agent de maîtrise principal	Surveillant de travaux / Dessinateur	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		28,70 %TMG 26,70%TMG 6%TMG
	Informaticien Conception / exploitation	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		11,23% TMG 9,63% TMG 3,91% TMG
	Production Informatique Graphique	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75	163,45 163,45 163,45	10,71% TMG 8,00% TMG 0% TMG
	Contremaître (fonctions d'encadrement en qualité de chef d'équipe)	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		22,04% TMG 16,71% TMG 6% TMG
	Contremaître adjoint (fonctions d'encadrement en qualité de second)	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		20,02% TMG 14,7% TMG 6% TMG
	Autres fonctions	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		18,32% TMG 13,00% TMG 6% TMG
Agent de maîtrise	Surveillant de travaux / Dessinateur	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		28,70 %TMG 26,70%TMG 6% TMG
	Informaticien Conception / exploitation	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		12,41% TMG 10,55% TMG 4,56% TMG
	Production Informatique Graphique	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75	163,45 163,45 163,45	11,11% TMG 8,01% TMG 0%TMG
	Contremaître (fonctions d'encadrement en qualité de chef d'équipe)	16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75		21,2% TMG 17,1% TMG 6% TMG

	Contremaître adjoint (fonctions d'encadrement en qualité de second)	16 à 20		18,93% TMG
		12 à 15,75		14,83% TMG
		0 à 11,75		6% TMG
	Autres fonctions	16 à 20		17,93% TMG
		12 à 15,75		13,79% TMG
		0 à 11,75		6% TMG

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les nouvelles dispositions relatives au régime indemnitaire des agents de maîtrise telles que présentées ci-dessus pour application à compter du 1^{er} mars 2010 ;
 - de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.
 - Pour : 53
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

Mme TROADEC-ROBERT quitte définitivement la séance.

61 - Modification du tableau de l'effectif et régularisation du régime indemnitaire des puéricultrices de classe supérieure

Serge FLEURENCE :

I – Créations de postes suite à l'évolution de l'organisation :

Après lecture attentive de l'organisation de la collectivité et l'analyse de l'évolution des activités, il apparaît nécessaire de créer les postes suivants :

Filière administrative :

Rédacteur : création de 2 postes

Filière animation :

Adjoint d'animation 1^{ère} classe : création de 9 postes

Filière technique :

Ingénieur : création d'un poste

Technicien supérieur : création d'un poste au sein de la Direction des Systèmes d'Information.

Adjoint technique 1^{ère} classe : création de 34 postes

Adjoint technique 2^{ème} classe : création d'un poste à temps complet au sein du pool des Bâtiments Communaux, suite à la réintégration d'un agent à temps complet.

II – Suppressions de postes suite au ctp du 5 février 2010 :

Filière sécurité :

Brigadier Chef principal : suppression d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation 2^{ème} classe : suppression de 3 postes

Filière technique :

Adjoint technique 2^{ème} classe : suppression d'un poste à temps non complet au sein des Bâtiments Communaux, compensée par la création ci-dessus.

III – Autorisation de recrutement d'un agent non titulaire sur un poste vacant :**Service Contrôle de gestion :**

Un poste de Contrôleur de gestion est vacant à compter du 1er Juin 2010. Compte tenu des besoins du service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emploi des Attachés, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans le domaine. Niveau de rémunération : IB 379 à 985.

IV – Correction des pourcentages du traitement moyen du grade adoptes afin de déterminer le régime indemnitaire des puéricultrices de classe supérieure :

Considérant que, suite à une erreur matérielle, les pourcentages du traitement moyen du grade adoptés dans le cadre de la délibération du 14 décembre 2009 afin de déterminer le montant du régime indemnitaire des puéricultrices relevant du grade de classe supérieure sont erronés et ne correspondent pas aux montants approuvés en comité technique paritaire, il convient de les modifier ainsi qu'il suit :

Grades	Fonctions	Modulations (notations)	% mensuel du TMG
Puéricultrice de classe supérieure	Directrice de crèche ou halte garderie	20	24,17 % TMG
		19 à 19,75	22,41 % TMG
		18,5 à 18,75	21,53 % TMG
		18 à 18,25	20,65 % TMG
		17 à 17,75	18,45 % TMG
		16 à 16,75	16,70 % TMG
		12 à 15,75	15,38 % TMG
		0 à 11,75	7,47 % TMG
	Autres	20	21,09 % TMG
		19 à 19,75	20,21 % TMG
		18,5 à 18,75	19,33 % TMG
		18 à 18,25	18,45 % TMG
		17 à 17,75	16,26 % TMG
		16 à 16,75	14,50 % TMG
		12 à 15,75	13,18 % TMG
		0 à 11,75	7,03 % TMG

Nous vous demandons en conséquence :

- d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs conformément au tableau ci-joint ;
 - d'autoriser les dépenses afférentes sur le budget de la Ville, chapitre personnel.

 - Pour : 52
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

62 - Journal municipal Montpellier Tip-Top - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue d'informer les Jeunes Montpelliérains sur ses actions et sur les services qui leurs sont proposés par l'intermédiaire d'un journal dénommé « Tip-Top »

En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3^oal. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois, avec un montant minimum annuel de 85. 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 235. 000 euros H.T.

Les prestations comportent une tranche unique et sont réparties en 3 lots :

- Lot 1 : direction artistique et mise en pages : 30 000 à 90 000 euros HT.
- Lot 2 : impression, façonnage et livraison : 30 000 à 70 000 euros HT.
- Lot 3 : distribution : 25 000 à 75 000 euros HT.

Lors de l'ouverture des plis, le 15/12/2009, en présence de Monsieur Fleurence, Adjoint délégué, 13 candidats avaient répondu.

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

- la valeur technique pour la qualité. Pondération : 60%.
- le prix des prestations. Pondération : 40%.

Le 19 janvier 2010, la Commission d'Appel d'Offres, a retenu les offres des sociétés :

- Etincelle, pour le lot n°1
- Direct Impression, pour le lot n°2,
- Etincelle, pour le lot n°3 ;

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés de réalisation du journal Tip Top avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 51
 - Abstention : /
 - Contre : 1 (M.VIGUIE)
- Adopté à la majorité.

63 - Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2009

Max LEVITA : Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique dont la procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C IV), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération N°4693 en date du 24 juin 2002 la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

Le projet de rapport 2009, a été soumis à la commission lors de la séance du 15 décembre 2009 qui en a débattu et l'a approuvé à l'unanimité.

Le rapport 2009 établit, commune par commune, le montant définitif de l'attribution de compensation 2009 ainsi que le montant provisoire de l'attribution de compensation 2010.

Le Président de la commission a remis au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le rapport approuvé par la commission le 15 décembre 2009.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi les Conseils Municipaux des communes membres, afin que ceux-ci se prononcent sur le rapport 2009 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseils municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50% de la population ou 50% des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues par l'article L.5211-5 II du C.G.C.T.

Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est fixé définitivement pour 2009 et provisoirement pour 2010 au regard des transferts de charges réalisés.

Pour la Ville de Montpellier, l'attribution de compensation définitive pour 2009 est de 6 084 315,56 euros, soit un montant inchangé par rapport à 2008.

Par contre, le transfert du gymnase PITOT à la Communauté d'Agglomération à compter du 1^{er} janvier 2010, se traduira par le versement d'une attribution de compensation provisoire 2010 de 6 141 159,56 euros, soit 56 844 euros de plus que l'attribution 2009.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- approuver le rapport 2009 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération qui détermine le montant définitif de l'attribution de compensation 2009 et le montant provisoire de l'attribution de compensation 2010.
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 52
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

64 - MERCADIS SOMIMON - Approbation des modifications statutaires Autorisation accordée au représentant de la Ville

Max LEVITA : La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société d'Economie Mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON ; nom commercial MERCADIS) au capital de 240 000 €. Elle détient 8% du capital et occupe 1 siège sur 11 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration de la SOMIMON va proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire certaines modifications de ses statuts.

Ces modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose « *A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité* ».

Les modifications sont les suivantes :

Article 2 – Objet. La première modification vise à mettre les statuts de la SOMIMON en conformité avec l'ordonnance n°2006-673 du 8 juin 2006 qui modifie le Code de Commerce. Il est désormais précisé que l'exploitation du marché d'intérêt national de Montpellier se fera conformément aux dispositions des articles L761-1 et suivants du Code de Commerce. Par ailleurs, les activités de la société sont étendues à la gestion et à la location de bâtiments, à la gestion de stocks et produits alimentaires, viticoles ou autres. Enfin, les références légales et réglementaires indiquant dans quel cadre contractuel les activités pourront être réalisées sont précisées.

Articles 6 Capital social et 7- Modification du capital social. Conformément à l'article L1522-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est précisé que les collectivités territoriales ou les groupements de ces collectivités peuvent détenir au plus 85% du capital social.

Articles 16 – Durée du mandat des administrateurs – limite d'âge et 18 – Présidence du Conseil d'administration. Conformément à l'article L225-19 du Code de Commerce, les statuts prévoient des limites d'âge pour les membres du Conseil d'Administration. La limite d'âge du Président à la date de sa nomination a été relevée de 65 à 75 ans. En outre, l'âge limite que moins d'un tiers des administrateurs, hors les représentants des collectivités territoriales ou leurs groupements, peut avoir atteint, a été relevé de 70 à 75 ans.

Article 21 – Pouvoirs du Conseil d'Administration. Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont précisés, en application des dispositions de l'article L 225-35 du Code de Commerce.

Article 22 – Direction Générale. La référence à l'article 10 du décret n°68-659 du 10 juillet 1968 a été supprimée, ce texte ayant été abrogé le 20 décembre 2005.

Article 22 *ter* – *Conventions règlementées*. Afin de mettre les statuts de la SOMIMON en conformité avec la nouvelle codification légale du Code de Commerce, modifié par l'ordonnance n° 2009-80 du 22 janvier 2009, le seuil de détention de capital pour fixer l'autorisation préalable de convention entre la société et l'un de ses actionnaires a été relevé de 5% à 10% conformément à l'article L 225-38 du Code de Commerce.

Articles 26 – *Commissaire du gouvernement – Contrôleur d'Etat*, 28 – *Convocations des Assemblées générales* et 32 – *Assemblées générales extraordinaires*. Ces trois articles sont supprimés, car ils faisaient référence au décret n°68659 du 10 juillet 1968, abrogé le 20 décembre 2005.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications statutaires de la SOMIMON relatives à l'objet social et aux dispositions légales en vigueur
 - d'autoriser le représentant de la Ville, Monsieur Marc DUFOUR, à voter en faveur de ces modifications à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOMIMON
 - d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire
- Pour : 52
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

M.JULIEN quitte définitivement la séance.

65 - Achat de fournitures de bureau, papeterie scolaire, matériels pédagogiques et didactiques, consommables informatiques et cartouches de toner reconditionnées - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de fournitures de bureau, papeterie scolaire, matériels pédagogiques et didactiques, consommables informatiques et cartouches de toner reconditionnées pour les services de la Ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 9G387010 est passé en application des articles 15, 33 3^oal. et 57 à 59. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus jusqu'au 31 décembre 2010 à compter de leur notification. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2013.

Le montant total des commandes pour la durée initiale des marchés est compris entre un minimum total de 340 000,00 € HT et un maximum total de 1 360 000,00€ HT décomposés en 4 lots définis comme suit :

Désignation des lots	Descriptifs des besoins	Montants annuels minimum € HT	Montants annuels maximum € HT
Lot 1	Fournitures de bureau	150 000,00	600 000,00
Lot 2	Papeterie scolaire, matériels pédagogiques et didactiques	150 000,00	600 000,00
Lot 3	Consommables informatiques	30 000,00	120 000,00
Lot 4	Cartouches de toner reconditionnées	10 000,00	40 000,00

Le lot n°4 est réservé à des entreprises adaptées ou à des établissements et services d'aide par le travail visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- Valeur technique pour 50%
- Prix des prestations pour 50%

La commission d'appel d'offres du 19 janvier 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- OFFICE DEPOT BS, 126 avenue du Poteau, 60461 SENLIS CEDEX pour le lot 1
- LACOSTE, 15 ZA Saint Louis, 84250 LE THOR pour le lot 2
- OFFICE DEPOT BS, 126 avenue du Poteau, 60461 SENLIS CEDEX pour le lot 3
- APF INDUSTRIE 34, 335 RUE Louis Lépine, Zone du Millénaire, 34000 MONTPELLIER pour le lot 4

Les crédits sont inscrits au budget fonctionnement de la Ville : nature 6064 – 6067 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 51
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

66 - Achat de lampes - Groupement de commandes entre la Ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Pignan, Jacou, Grabels, et le CCAS de Montpellier - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de lampes – groupement de commandes entre la Ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Pignan, Jacou, Grabels, et le CCAS de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 9G34 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande. Ce sont des marchés allotis d'un montant global estimé de 378 500 € HT répartis comme suit :

Numéro du lot	Libellé du lot	Montant annuel estimé en € HT
1	<u>Lampes fluocompactes, halogènes, à incandescence et tubes fluorescents</u> <ul style="list-style-type: none">- pour la ville de Montpellier- pour la communauté d'agglomération de Montpellier- pour la commune de Pignan- pour la commune de Jacou- pour la commune de Grabels- pour le CCAS de Montpellier	100 000 55 000 3 000 2 000 3 000 7 000
2	<u>Lampes à décharge</u> <ul style="list-style-type: none">- pour la ville de Montpellier- pour la commune de Jacou- pour la commune de Grabels	200 000 5 000 3 500

Les marchés sont conclus à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2010.

Les marchés peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2013.

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres pour les lots 1 et 2 sont :

- Prix 50 %
- Valeur technique 35 % (au vu de l'analyse des fiches produits, fiches techniques et catalogues)
- Délais de livraison 15%

La ville de Montpellier ayant été désignée coordonnateur du groupement de commandes, (Délibération n° 2009/278), la commission d'appel d'offres du 22 décembre 2009 a attribué ces marchés aux sociétés :

- REXEL, 34073 MONTPELLIER Cedex 3 pour le lot 1,
- CGED, 13856 AIX EN PROVENCE Cedex 3 pour le lot 2,

Pour la ville de Montpellier, les crédits sont inscrits aux budgets fonctionnement 2010 – 2013, imputations budgétaires 60628 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
 - d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.
 - Pour : 52
 - Abstention : /
 - Contre : /
- Adopté à l'unanimité

67 - Achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange et de produits destinés à l'entretien, à la réparation et à l'amélioration des véhicules légers du parc de la ville de Montpellier - Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange et de produits destinés à l'entretien, à la réparation et à l'amélioration des véhicules légers du parc de la Ville.

Cet appel d'offres ouvert n° 9G32 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, 57 à 59. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus jusqu'au 31 décembre 2010 à compter de leur notification. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2013.

Ce sont des marchés d'un montant global estimé de 120 000 € HT, répartis sur 9 lots, sans minimum ni maximum annuel comme suit :

N° lot	Libellé du lot	Montant estimé annuel €/ HT
1	Pneus et dérivés : pneumatiques, chambres à air, valves et équilibrages, matériels et produits de vulcanisation, montages, réparations et dépannages sur site.	20 000 €
2	Lubrifiants et fluides divers : huiles moteur, boîtes/ponts, directions assistées, liquides de refroidissement, liquides de frein etc....	10 000 €
3	Batteries de démarrage.	8 000 €
4	Pièces et consommables adaptables divers : filtration, distribution, freinage, transmission, échappement, embrayage, amortisseurs, câbles, courroies, refroidissement, durites, joints, trains roulants (rotules, biellettes, roulements etc..), essuyage, rétroviseurs, additifs de traitement moteur, nettoyeurs divers intérieurs et extérieurs et mécaniques et pare brises et accessoires.	30 000 €
5	Pièces adaptables d'électricité générale : ampoules, bougies, feux, optiques, démarreurs, alternateurs, allumage, faisceaux, cosse etc...	4 000 €

6	Sérigraphies et lumineux : fourniture de sérigraphies de sécurité et spécifique « POLICE MUNICIPALE » et fourniture de signalisation lumineuse.	6 000 €
7	Pièces d'origine PEUGEOT.	6 000 €
8	Pièces d'origine RENAULT.	30 000 €
9	Pièces d'origine CITROEN.	6 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

	Prix en %	Logistique de livraison %	Délai réduit en %	Profondeur de choix dans les marques proposées
Lot 1	60	20	20	-
Lot 2	50	40	10	-
Lot 3	60	30	10	-
Lot 4	50	30	10	10
Lot 5	50	30	10	10
Lot 6	50	40	10	-
Lot 7	100	-	-	-
Lot 8	100	-	-	-
Lot 9	100	-	-	-

La commission d'appel d'offres du 22 décembre 2009 a attribué ces marchés aux sociétés :

- AYME FILS, 84204 CARPENTRAS, pour le lot 1
- MD HYDRAULIQUE, 34070 MONTPELLIER pour le lot 2
- PMB, 34900 NIMES, pour le lot 3
- DUBOIS, 34078 MONTPELLIER Cedex, pour les lots 4 et 5
- GL DIFFUSION, 34130 MAUGUIO, pour le lot 6
- GGH, 34072 MONTPELLIER, pour le lot 7
- RENAULT ST GELY, 34980 SAINT GELY DU FESC, pour le lot 8
- CITROEN, 34078 MONTPELLIER Cedex, pour le lot 9

Les crédits sont inscrits aux budgets fonctionnement et investissement de la Ville : nature 60632 – 60628 - 2188 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

- Pour : 51
- Abstention : /
- Contre : /

Adopté à l'unanimité

M.DUFOUR et Mme DELONCLE quittent définitivement la séance.

68 - Vœu du Conseil municipal de Montpellier pour le retour en France et la régularisation de la situation de M. Hassan EL BOUYAHYAOU

Cédric SUDRES : Montpellier, le 10 mars 2009, Hassan EL BOUYAHYAOU est arrêté dans la rue, et expulsé le jour même. Il venait juste de déposer une nouvelle demande de titre de séjour. Avec cette expulsion, c'est une famille qui explose. Une famille pour qui la vie n'a pas été tendre et qui commence juste à s'en sortir à force de ténacité et grâce à la force des liens affectifs qui les unissent. Débarqué à Tanger du jour au lendemain après 6 années passées en France, Hassan se retrouve à 22 ans, sans avenir, dans un pays où il n'a plus d'attaches.

C'est justement parce qu'il n'avait plus personne pour s'occuper de lui au Maroc qu'il a rejoint en France son père et son frère en 2003, au décès de sa grand-mère.

Aujourd'hui, loin de l'amour de son frère et de son père, il n'a plus personne à qui se raccrocher et vit, à Rabat, des jours effroyablement difficiles. La seule chose qui lui permet encore de tenir, c'est l'espoir de revenir dans le pays la France où il s'est construit et de retrouver les siens.

Le cas de Hassan est emblématique de la situation de tous ces jeunes majeurs qui vivent et sont formés en France depuis des années et se retrouvent à 18 ans sans droit au séjour. Emblématique aussi du sort réservé aux travailleurs migrants qui ont donné leur vie et souvent leur santé à l'économie française, pour des salaires de misère qui ne leur permettaient même pas d'avoir droit au regroupement familial. Ces travailleurs à qui l'on refuse le droit de vivre avec leurs proches, et qui payent leur exil d'une vie de solitude.

Nous sommes indignés face à ces expulsions brutales, qui sous couvert de faire du chiffre, gâchent des vies de jeunes gens qui avaient trouvé leur place dans la société française, font exploser des familles, créent de la souffrance des deux côtés de la Méditerranée.

Quel est l'avenir de ces jeunes ? Et quelle est la logique humaine de cette politique ?

Depuis 10 mois, le RESF Montpellier essaie d'obtenir de M. le préfet le retour de Hassan EL BOUYAHYAOU. Malgré les audiences en préfecture, les lettres collectives de soutien, les pétitions, les nombreux articles et reportages parus dans la presse française et marocaine, et montrant la situation tragique de ce jeune homme au Maroc, rien n'a bougé. Le préfet se défausse de sa responsabilité en nous renvoyant sur le consulat. Or, sans l'accord explicite du préfet, le consul ne délivrera jamais de visa de retour.

Le Conseil Municipal de Montpellier exige face à la situation tragique de Hassan EL BOUYAHYAOU 22 ans, exigeons son retour en France. Nous demandons au Préfet de prendre toutes ses responsabilités et de notifier son accord pour le retour de Hassan au Consulat du Maroc afin qu'un visa longue durée puisse lui être délivré, et qu'il puisse reprendre le cours de sa vie familiale brutalement brisé par son expulsion.

Christian DUMONT : Nous ne restons évidemment pas insensibles face à ce vœu, dont nous venons de prendre connaissance. Néanmoins, il nous apparaît qu'il comporte un aspect fortement démagogique. En tant qu'élus, nous savons que ce vœu n'apportera aucun soutien à l'intéressé, car ces situations sont avant tout juridiques et nous ne connaissons pas l'aspect juridique dans ce contexte précis. Un arrêté de reconduite à la frontière a-t-il été pris par le Préfet ? Le tribunal administratif a-t-il rendu sa décision ? Vous évoquiez tout à l'heure le regroupement familial, or il ne s'agit pas ici d'un tel cas puisque le jeune homme n'est pas marié. Sa vie privée et familiale s'est-elle construite en France ? Nous ne saurions accabler le Préfet pour des raisons démagogiques et politiques. Je connais bien les situations des étrangers et puis vous assurer qu'elles sont examinées au cas par cas. D'autant qu'un vœu municipal ne peut à lui seul faire plier le Préfet ni le Consul de France ! Des associations spécialisées – et hommage doit être rendu à la SIMAD – doivent monter un dossier et repartir au combat avec connaissance de la situation juridique. Aussi, nous nous abstiendrons.

Michel PASSET : Lorsque ce vœu a été présenté à la Conférence des Présidents, le président de votre groupe M. DOMERGUE n'avait pas du tout la même attitude que vous et souhaitait soutenir ce jeune homme auprès du Préfet. Il aurait pu intervenir avant et examiner la situation juridique ! Aussi, je souhaiterais que sur ce cas précis, le Conseil Municipal vote à l'unanimité.

Max LEVITA : Comme mon collègue le rappelle, nous avons discuté de cette affaire à la réunion des Présidents et dans ce cadre, le groupe socialiste que je représente ici apporte son soutien complet à ce vœu. M. DUMONT n'a pas du tout entendu l'exposé de M. SUDRES, sinon il eut été sensible au caractère extrêmement mesuré du contenu de ce vœu, dans lequel aucune critique n'est formulée à l'égard du gouvernement ou du Préfet. Il s'agit simplement d'une position unanime du Conseil Municipal visant à adopter une position humaine vis à vis d'un jeune homme en situation difficile, aussi nous vous soutenons et vous rendons hommage. Le groupe socialiste souligne le travail effectué par Réseau Education Sans Frontières, auquel il apporte son soutien total.

Jacques TOUCHON : Après l'unanimité des Présidents de groupe, après que chacun des groupes en ait discuté, nous avons décidé, le groupe des Non-Inscrits, de voter en faveur de ce vœu. Nous considérons que ce cas est emblématique et qu'il faut le soutenir.

Philippe THINES : Le PRG soutient entièrement ce vote. Certes, il existe des règles administratives, mais il faut savoir regarder au delà de ces règles. Tout le monde se souvient de ces deux sœurs jumelles dont l'une avait pu échapper à l'arrestation et nous nous sommes rendus compte que nous pouvions agir en faveur d'un rapatriement près de sa famille. A propos de ce jeune homme, il nous faut considérer ce dossier, oui, mais d'un point de vue humain. Nous savons que cette personne n'a aujourd'hui plus aucune attache dans le pays où il a été renvoyé. Ses attaches sont en France, et à Montpellier particulièrement ; alors agissons humainement et rapatrions ce jeune homme rapidement !

Francis VIGUIE : Il ne faut pas avoir de position ambiguë ou hypocrite : soit nous considérons que les vœux ne servent à rien – mais je note que l'UMP dépose parfois des vœux – auquel cas cela revient à considérer qu'être élu au sein d'un Conseil Municipal n'a guère d'utilité ! Soit nous considérons qu'il s'agit d'une instance émanant d'un vote de la population, représentative des différents courants politiques de la ville, et prenant ses décisions après débats, auquel cas le Préfet, la presse peuvent tout à fait entendre ce type de vœu. Un avis du Conseil Municipal a évidemment de l'importance dans un dossier, d'autant plus s'il s'en dégage une position claire. Je vous rappelle que lors de la Conférence des Présidents, ce vœu a été accepté (tandis qu'un autre a été refusé). Je ne doute pas que vous connaissez ce genre de dossier, et vous savez donc que cette situation urgente réclame un avis large du Conseil Municipal.

Question du groupe UMP-NI-Gauche moderne

Reclassement des personnels civils des sites militaires de Montpellier

Jacques DOMERGUE : Le plan de réforme engagé par le Ministère de la Défense va entraîner la relocalisation de plusieurs sites militaires de notre ville.

Le personnel civil, qui exerce aux côtés des militaires sur ces sites, est aujourd'hui inquiet de la situation future de certains agents : sur les 345 civils concernés, 95 d'entre eux sont toujours en attente d'une proposition de reclassement, alors que nous ne sommes plus qu'à quelques semaines de la fermeture de ces sites.

Ces fonctionnaires (1 de catégorie A, 10 de catégorie B, 58 de catégorie C, 25 ouvriers d'Etat et 5 contractuels) se sont eux-mêmes baptisés les « Oubliés de Montpellier ».

J'ai alerté Monsieur le Préfet concernant cette situation urgente.

L'Etat en région va proposer des postes à certains d'entre eux. Nous attendons aujourd'hui des réponses concrètes et satisfaisantes de sa part. Reclasser ces personnels est d'abord la mission de l'Etat.

Les collectivités locales doivent, en dehors de tout arrière-pensé politique, agir à ses côtés.

Vous avez été sollicitée à plusieurs reprises par ces agents et les organisations syndicales, sans réponse.

Il y a quelques semaines, vous avez même été conviée à une rencontre avec l'intersyndicale des personnels concernés. Vous n'avez pas daigné vous déplacer alors que cette réunion s'est tenue ici même, dans les murs de l'Hôtel de Ville.

La Ville de Montpellier est un des premiers employeurs locaux. Ces civils ont des compétences indéniables dans de nombreux secteurs et pourraient servir notre ville comme ils ont servi notre pays.

Pourquoi la municipalité n'a-t-elle pas pu proposer des emplois à certains d'entre eux ? Pourquoi leurs demandes ne sont-elles pas prioritaires dans les recrutements en cours ?

Madame le Maire, nous vous demandons de réagir. Votre silence est une insulte envers ces personnes.

Madame le Maire, nous vous demandons, au-delà de toute polémique stérile accusant l'Etat et le Président de la République de tous les maux, de penser à ces 95 agents et à leurs familles.

Madame le Maire, allez-vous enfin recevoir ces personnes et leur proposer des solutions de reclassement au sein des services municipaux ?

Serge FLEURENCE :

Monsieur le Député,

Comme vous le dites vous-même, « *le reclassement du personnel de l'EAI est d'abord la mission de l'Etat* ». La Ville est prête à assumer ses responsabilités mais que chacun assume les siennes à son niveau de compétence et je vais vous montrer que, contrairement à ce que vous avancez, la Ville n'est pas restée inerte.

Par respect et considération pour ces 95 personnes, il me semble stérile de tenir un double discours tel que vous le faites. Lors de la séance du 14 décembre dernier, à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, vous avez salué, je cite, les efforts d'« *un Etat qui essaie d'améliorer le fonctionnement de la fonction publique, en optimisant les services, en diminuant le personnel où il le faut et en le renforçant à certains endroits* » et vous regrettiez « *d'un autre côté assister à l'inflation des personnels dans les collectivités locales* ». Aujourd'hui, quand vous demandez de nouvelles embauches pour répondre non pas à un besoin de service mais pour pallier une situation

conjoncturelle, votre position est tout simplement incohérente.

De notre côté, nous tenons le cap que nous nous sommes fixé et je suis certain que les 95 personnes concernées par ce reclassement seront reconnaissantes que nous leur tenions un discours de vérité. Nous n'avons pas souhaité engagé un plan spécifique de recrutement des ces personnels mais nous avons voulu évaluer leurs candidatures dans le cadre des annonces de recrutement que la Ville publie régulièrement. Ces candidatures seront systématiquement examinées par la DRH. C'est notre engagement auprès de l'Armée.

Dans ce cadre, le cas de deux personnes a déjà été traité :

1. Une Attaché a été affectée à la Direction des affaires juridiques le 1^{er} mai 2009.
2. Une stagiaire a été accueillie en école maternelle dans le cadre de sa préparation au CAP petite enfance. A l'issue, elle pourra présenter sa candidature à un poste d'ATSEM dans les écoles.

Voilà, Monsieur le Député, ce que je voulais vous répondre. Cohérence et volonté restent nos maîtres mots.

Christiane FOURTEAU : Je souhaite signaler que Mme le Maire, en tant que Présidente du CCAS, a recruté une personne du CCAS sur les affaires juridiques.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h25.